BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL

D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

17e Année — 1911



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS

LIBRAIRES DES ARCHIVES NATIONALES ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES

Rue Bonaparte, 82

—

MCMXI

MONTDIDIER. — IMPRIMERIE J. BELLIN

SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

STATUTS

Approuvés par arrêté préfectoral en date du 19 février 1895

Article I. — Une Société est fondée à Corbeil sous le titre de Société Historique et Archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix.

Elle a pour but les études, les recherches et les publications concernant l'histoire et l'archéologie de notre contrée et des régions circonvoisines, ainsi que la description et la conservation des monuments anciens situés dans ces mêmes régions.

Elle a son siège à Corbeil et tiendra ses séances soit à la Sous-Préfecture, soit à la Mairie, avec l'autorisation préalable du Sous-Préfet ou du Maire.

Art. II. — La Société s'interdit toutes discussions ou publications politiques ou religieuses.

Art. III. — La Société se compose de tous les fondateurs et, en nombre illimité, des personnes qui, adhérant aux Statuts, sont admises par le Conseil sur la présentation de deux membres.

Le Conseil peut aussi désigner des membres correspondants qui seront nommés par l'Assemblée générale.

Les mineurs ne seront admis dans la Société que sur le consentement soit de leurs parents, soit de leur tuteur.

ART. IV. — Le titre de fondateur est acquis : 1° aux signataires des présents statuts, 2° à tout membre qui fait don à la Société d'une somme de cent francs au moins.

ART. V. — Chaque sociétaire paie une cotisation annuelle de dix francs ; cependant cette cotisation est réduite à cinq francs pour les personnes appartenant au clergé et à l'enseignement.

ART. VI. — Tout membre adhérent qui aura effectué un verse ment de cent francs au moins sera exonéré du paiement des cotisations annuelles.

ART. VII. — La Société est administrée par un Conseil composé de vingt et un membres, élus pour trois ans en Assemblée générale.

Ce Conseil se renouvelle chaque année par tiers.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. VIII. — Le Conseil, sur la proposition du Comité de publication, statue sur l'impression des travaux et la composition des bulletins ; il soumet aux auteurs les modifications qu'il juge nécessaires et détermine l'ordre des insertions.

ART. IX. — Aucune dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil. Le trésorier ne doit effectuer aucun paiement sans le visa du Président ou d'un Vice-Président.

ART. X. — La Société se réunit tous les ans, au mois de mai, en Assemblée générale, soit à Corbeil, soit dans toute autre ville désignée par le Conseil.

Cette assemblée nomme les membres du Conseil.

Elle entend les rapports qui lui sont présentés par le Conseil et qui sont relatifs à l'état des travaux et à la situation financière de la Société.

Elle délibère sur toutes les propositions qui lui sont soumises par le Conseil.

ART. XI. — La Société pourra organiser des excursions archéologiques, faire exécuter des fouilles, établir une bibliothèque, un musée, acquérir, recueillir ou recevoir, à titre de dons manuels, tous les objets et documents qui l'intéressent. Toutes ces questions seront décidées par le Conseil.

ART. XII. — Les membres correspondants reçoivent les publications de la Société et sont affranchis de toute cotisation.

ART. XIII. — En cas de dissolution de la Société, les membres titulaires, réunis en une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet, seront appelés à statuer sur la liquidation de l'actif social et sur la destination des collections appartenant à la Société.

ART. XIV. — Les présents Statuts pourront être modifiés par l'Assemblée générale, sur une proposition écrite et signée de dix membres au moins, mais aucune modification ne deviendra exécutoire qu'après avoir été autorisée par l'autorité compétente, en exécution de l'article 291 du Code pénal.

ART. XV et dernier. — Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents Statuts et le bon fonctionnement de la Société.

Vu par le Président :
Bon DE COURCEL.

Vu et soumis à l'approbation de
Monsieur le Préfet de Seine-et-Oise.
Le Sous-Préfet de Corbeil,
G. DE LINIÈRE.

Le Préfet de Seine-et-Oise, Chevalier de la Légion d'honneur, autorise la « Société Historique et Archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix » à se constituer légalement, en vertu de l'article 291 du Code pénal et conformément aux présents Statuts.

Fait à Versailles, le 19 février 1895.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire-général délégué,
DUFOIX.

RÈGLEMENT

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE

CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

Arrêté par l'Assemblée générale du 4 Décembre 1894

Article I. — Messieurs les Sous-Préfets de Corbeil et d'Etampes sont Présidents d'honneur de la Société.

Art. II. — Le Conseil, conformément à l'article VII des statuts, désigne, chaque année, parmi ses membres, un Président, deux ou plusieurs vice-Présidents, un Secrétaire général, un Secrétaire rédacteur et un Trésorier.

Art. III. — Le Président ouvre et dirige les séances, maintient l'ordre dans les discussions, fait exécuter les statuts et les décisions de la Société, la convoque pour les séances ordinaires et extraordinaires et ordonnance les dépenses.

En cas d'absence des Président et vice-Présidents, le Conseil est présidé par le plus âgé des membres présents.

Art. IV. — Le Secrétaire général est chargé, sous la direction du Conseil, de la composition et de la rédaction du bulletin ; il veille à l'impression et à la correction de toutes les publications de la Société ; il se met en rapport avec les auteurs et leur soumet, s'il y a lieu, les observations approuvées par le Conseil, sur le rapport du Comité de publication. Il fait annuellement à l'assemblée générale un rapport sur les travaux de la société ; enfin il remplit les fonctions d'archiviste.

ART. V. — Le Secrétaire rédacteur rédige les procès-verbaux des séances et est chargé de tout ce qui se rapporte à la correspondance.

ART. VI. — Le Trésorier est chargé du recouvrement des cotisations annuelles ; il paie les dépenses ordonnancées et donne, chaque année, à la séance générale, un état de la situation financière de la Société.

ART. VII. — Le Conseil se réunit tous les trois mois ; cependant le Président peut le convoquer chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent.

ART. VIII. — Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages ; pour qu'elles soient valables, sept membres au moins doivent être présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ART. IX. — Le Conseil statue sur les demandes d'admission et désigne la catégorie à laquelle doit appartenir chaque candidat admis, afin de déterminer le montant de sa cotisation, conformément à l'article V des statuts.

Les délibérations du Conseil ont lieu au scrutin secret, et les noms des candidats refusés ne sont pas inscrits au procès-verbal.

ART. X. — Les décisions du Conseil ordonnant une dépense sont transmises sans retard au Trésorier par un extrait du procès-verbal, signé du Secrétaire rédacteur.

ART. XI. — Les fonds disponibles de la Société seront déposés à la caisse d'épargne de Corbeil ou dans toute autre caisse désignée par le Conseil.

ART. XII. — L'ouverture de l'année sociale est fixée au 1er janvier.

Tout candidat admis doit sa cotisation à partir du 1er janvier de l'année de son admission.

ART. XIII. — La Société publiera un bulletin périodique et, si ses ressources le lui permettent, elle pourra également publier des mémoires et des documents.

ART. XIV. — Un Comité de publication, composé d'un vice-Président et du Secrétaire général, membres de droit, et de cinq membres choisis par le Conseil et renouvelables chaque année, proposera la publication, sous les auspices de la Société, des mémoires et documents dont il aura apprécié la valeur réelle.

Art. XV. — Les Sociétaires ont droit à toutes les publications de la Société à partir de l'année de leur admission.

Art. XVI. — Tous les Sociétaires peuvent assister aux séances du Conseil, mais ils ne peuvent prendre part aux votes.

Le Président peut leur donner la parole quand ils ont à faire des communications qui rentrent dans l'ordre des travaux de la Société.

Cependant le Conseil peut se former en Comité secret sur la demande de deux de ses membres.

Art. XVII. — Les auteurs pourront faire exécuter, à leurs frais, des tirages à part des travaux publiés par la Société.

Tout tirage à part devra porter la mention du volume dont il aura été extrait.

Aucun tirage à part ne pourra être mis en circulation avant la publication par la Société du travail dont il est l'objet.

Art. XVIII. — Les demandes de modifications aux statuts devront être adressées au Président quinze jours au moins avant l'assemblée générale ; il en sera fait mention sur les lettres de convocation.

Art. XIX et dernier. — Le présent règlement pourra être modifié par le Conseil, sur la proposition et à la majorité de sept membres au moins.

Afin d'assurer l'envoi exact de nos publications, Messieurs les Sociétaires sont instamment priés d'indiquer à M. le Secrétaire général, leurs changements de domicile, de titres, ou toutes autres rectifications.

LISTE DES MEMBRES

Les noms précédés d'un astérisque (*) sont ceux des MEMBRES FONDATEURS qui ont racheté leur cotisation.

MM. ALLAIN, Maire de Soisy-sous-Étiolles, 12, rue Godot de Mauroi, à Paris (IXe).

ALLEZ, au château de Belesbat, par Boutigny (S.-et-O.) et à Paris, rue de Berri, 5 bis (VIIIe).

ALLORGE, Professeur de dessin à Montlhéry (S.-et-O.).

AMIOT, avocat à la Cour, 207, Boulevard St-Germain, Paris (VIIe).

AMODRU, député, 66, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe) et au Château de Chamarande (S.-et-O.).

ANDRÉ, Avoué à Corbeil.

ARGELIÈS, ancien Député de Seine-et-Oise, à Juvisy (S.-et-O.).

AUBLET-DELAUNAY (Mme), 173, Boulevard Péreire, à Paris (XVIIe).

*AUBRY-VITET, Archiviste-Paléographe, 69, rue de Varenne, à Paris (VIIe).

ASHER, à Berlin (Allemagne).

AUSCHER, ingénieur expert, 24, rue La Fayette, à Versailles.

BARREAU (Eugène), Juge au tribunal de commerce de Corbeil, à Ris-Orangis (S.-et-O.).

BARTHÉLEMY (Louis), ingénieur, 5, avenue de Villiers, à Paris (XVIIe).

BARTISSOL, Maire de Fleury-Mérogis, par Saint-Michel-sur-Orge, et 17, avenue du bois de Boulogne à Paris (XVIe).

BASSERIE (Mlle), 49, rue St-Vincent, au Mans (Sarthe).

BAUDELOT, avocat, 2, rue de Miromesnil, Paris (VIIIe).

*BÉRANGER (Charles), 4, rue de Marignan, Paris (VIIIe).

*BERNON (le Baron de), à Palaiseau, et à Paris, 3, rue des Saints-Pères (VIe).

Bibliothèque (la) communale de Corbeil, représentée par M. Dufour, bibliothécaire.

MM. †*Bizemont (le Comte de), au Château du Tremblois (M.-et-M.).
*Bizemont (le Comte de), 8, rue Girardet, à Nancy (M.-et-M.).
Blondeau, Architecte à Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).
Bobin, pharmacien à Étampes.
Boëte, Instituteur, à Villecresnes (S.-et-O.).
Bonnefille, ancien Sénateur de Seine-et-Oise, à Massy (S.-et-O.).
Bonnefoy, à Paris, 4, rue de la Paix (II^e).
†*Boselli (Paul), 130, rue Royale, à Lille (Nord).
†Boucher (D^r Paul), Médecin en chef de l'Hôpital de Corbeil.
Boucher (M^me), à Corbeil.
Bougin (Louis), à Paris, 3, place Jussieu (V^e).
Bouilloux-Lafont, banquier à Etampes.
Bouju-Tandou (J. Albert), 45, avenue Marceau, à Paris (XVI^e).
Boulanger, 19, quai Bourbon, Paris (IV^e).
Boulé (Alphonse), Juge de paix honoraire, à Lignières (Cher).
*Bourdin (Lucien), ingénieur chimiste, à Corbeil.
Bricard, propriétaire, à Corbeil.
Brinon (Gustave), à Pussay (S.-et-O.).
Brosselin, propriétaire à Étiolles, par Corbeil et à Paris, 89, boulevard Malesherbes (VIII^e).
Brunoy (la Commune de) (S.-et-O.).
Bunel, agent d'assurances, 8, rue de la Cordonnerie, Etampes.

Calliet, banquier, ancien Maire de Corbeil.
Canoville, Maire de Mennecy (S.-et-O.).
Carnot (François), 8, avenue Montespan, à Paris (XVI^e).
Cauvigny (l'Abbé), curé de Ballancourt (S.-et-O.).
*Cauville (Paul de), ancien Sénateur, à Port-Toutevoye par Gouvieux (Oise) et à Paris, 7, Boulevard Beauséjour (XVI^e).
Cayron (l'Abbé), Curé de Lardy (S.-et-O.).
Charon, Professeur au Collège de Melun.
*Chatoney (Eugène), 6, rue Meissonier, à Paris (XVII^e).
Chehet, ingénieur, 54, rue de la Bienfaisance, Paris (VIII^e).
Chéron, à Lardy (S.-et-O.).
Cheuvreux, à Étiolles par Corbeil, et à Paris, 4, rue de Téhéran (VIII^e).

MM. Chevalier (Léon), Conseiller-Maître honoraire à la Cour des Comptes, à Soisy-sous-Étiolles, et à Paris, 216, rue de Rivoli (Ier).

Cibiel (Alfred), Député de l'Aveyron, au château de Tigery, et 53, rue Saint-Dominique, à Paris (VIIe).

Clavier (Mlle), professeur à Corbeil.

Clavier (Paul), Architecte, 21, rue de la Cordonnerie, Etampes.

Claye, notaire à La Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne).

Cochin (Henry), Député du Nord, au château de Mousseau par Evry-petit-Bourg, et à Paris, 5, avenue Montaigne (VIIIe).

Collardeau du Heaume (Philéas), 6, rue Halévy, à Paris (IXe).

Collège (le) Geoffroy-Saint-Hilaire, à Etampes.

Collomp, 31, rue Marbeuf, Paris (VIIIe).

† Coppée (François), membre de l'Académie française, 12, rue Oudinot, à Paris (VIIe).

Couraud (l'Abbé), curé de Garches (S.-et-O.).

* Courcel (le Baron Alphonse de), sénateur, au château d'Athis-Mons (S.-et-O.), et à Paris, 10, boulevard Montparnasse (XVe).

† * Courcel (Georges de), à Vigneux.

* Courcel (Robert de), secrétaire d'Ambassade, à Vigneux (S.-et-O).

* Courcel (Valentin de), à Athis-Mons (S.-et-O.), et à Paris, 20, rue de Vaugirard (VIe).

Courcel (Valentin de), Archiviste-paléographe, 20, rue de Vaugirard, Paris (VIe).

Courcel (Madame Henry de), 14, rue Jean-Goujon, à Paris (VIIIe).

Creuzet, principal clerc d'avoué, à Corbeil.

* Cros (Louis), notaire, à Corbeil.

Dameron, Architecte, 19, rue des Petites Bordes, à Corbeil.

Dancongnée, 4, rue du Général Foy, Paris (VIIIe).

Danzas (Mlle), 49, rue Ampère, à Paris (XVIIe).

† * Darblay (Aymé), au château de Saint-Germain.

Darblay (Robert), au château de Saint-Germain, par Corbeil.

Darnet (Jérôme), Greffier en chef du tribunal de Corbeil.

Decauville (Mme), à la Ferme du Bois-Briard, commune de Courcouronne, par Ris-Orangis (S.-et-O).

MM. Delabrecque, avoué à Corbeil.

Delaunay fils, propriétaire à Saintry, par Corbeil, et à Paris, 39, Boulevard Beaumarchais (IIIe).

Delessard (Mme Edouard), à Ris-Orangis, et à Paris, 10, rue de l'Université (VIIe).

Delessard (Ernest), Ingénieur civil, à Lardy (S.-et-O.).

* Depoin (Joseph), Secrétaire général de la Société historique de Pontoise, 50, rue Basse, à Pontoise, et à Paris, 150, boulevard St-Germain (VIe).

Desrues (l'Abbé), Curé Doyen de l'Isle-Adam (S.-et-O.).

Destarac (l'Abbé), Curé de Méry-sur-Oise (S.-et-O.).

Dormann, imprimeur, à Etampes.

Doucet (Jacques), 19, rue Spontini, Paris (XVIe).

Drouin (G.), 4, place des Saussaies, Paris (VIIIe).

Dubiez, rue Evezard, à Etampes.

Dubois (Robert), 7, rue d'Enghien, à Paris (Xe), et à Brunoy, 16, rue de Réveillon (S.-et-O.).

Ducastel, Architecte à Juvisy (S.-et-O.).

Dufaure (Amédée), ancien député, au Château de Gillevoisin par Chamarande, et 116 bis, avenue des Champs-Élysées, à Paris (VIIIe).

Dufour (M. A.), Conservateur de la Bibliothèque et des Archives de la ville de Corbeil, rue du 14 Juillet, 21, à Corbeil.

Durandet (l'Abbé), Curé du Ris-Orangis (S.-et-O.).

Durey-Comte (le Dr), à Corbeil.

† * Duval (Rubens), Professeur honoraire au Collège de France, à Morsang-sur-Seine par Corbeil.

Duval (Mlle), Institutrice à Palaiseau (S.-et-O.).

Etampes (le musée d').

* Feray (Georges), 21, Avenue de l'Alma, à Paris (VIIIe).

Flammarion (Camille), Directeur de l'Observatoire de Juvisy, à Juvisy, et à Paris, 16, rue Cassini (XIVe).

Flizot, libraire, à Étampes.

Forteau (C.-M.), Conservateur du Musée d'Étampes.

Foucher (l'Abbé), Curé-archiprêtre de Corbeil.

Foudrier (l'Abbé), Curé d'Arpajon (S.-et-O.).

MM. Fromageot, avocat, 11, rue de l'Université, Paris (VII^e).

Ganay (le Marquis de), au Château de Courances, par Milly (S.-et-O.), et à Paris, 9, avenue de l'Alma (VIII^e).
Gandrille (Mme), à St-Germain-lès-Corbeil, par Corbeil.
Garnier. Maire de Corbeil, quai de la Pêcherie, à Corbeil.
Gatinot, inspecteur primaire honoraire, adjoint à Montgeron (S.-et-O.).
Gaudin, entrepreneur de travaux, à Corbeil.
Gérard (Octave), avoué à Corbeil.
Geoffroy, inspecteur à la C^ie P. L. M., à Corbeil.
Mgr Gibier, Evêque de Versailles, à l'Evêché de Grandchamp, à Versailles.
M. Girard, 13, rue Parrot, Paris (XII^e).
Girard (Mme), 61, rue Parisis, à Dreux (Eure-et-Loir).
MM. Girondeau, professeur au Collège d'Etampes.
Glimpier (l'Abbé), Curé de St-Sulpice de Favières, par Boissy-sous-St-Yon (S.-et-O.).
Graillot, chef d'institution, à Montlhéry (S.-et-O.).
Grand (Emile), avoué à Corbeil.
Grand (Mlle M.), à Corbeil.
Grands moulins de Corbeil (M. le Directeur des).
Gronnier, principal du Collège Geoffroy-St-Hilaire, à Etampes.
Guébin (Mme), 28, rue d'Assas, Paris (VI^e).
Guilbert (Denys), Avocat, au Château du Colombier, par St-Chéron, et à Paris, 116, rue de Rennes (VI^e).
Guillard, banquier, à Corbeil.
Guyot (Joseph), au Château de Dourdan, à Dourdan, (S.-et-O.), et à Paris, 30, rue de Condé (VI^e).

Haber (André), avoué, à Corbeil.
† Hauréau (Barthélemy), Membre de l'Institut.
Haüet (Maurice), 10, avenue de Villiers, à Paris (XVII^e) et à Boissy-sous-Saint-Yon (S.-et-O.).
Hervier (Marcel), à Essonnes (S.-et-O.).
Hinque (Edmond), à Yerres (S.-et-O.), et à Paris, 94, boulevard Haussmann (VIII^e).
Humbert, notaire à Brunoy (S.-et-O.).

MM. Houssoy (le Comte du), au château de Frémigny, par Bouray, (S.-et-O.), et 5, rue Beaujon, à Paris (VIII^e^).
Hubt (Edmond), 12, rue St-Jacques, à Étampes.
Hutteau (Léonce), 3, rue Saint-Jacques à Etampes.

* Jacquemot (l'Abbé), Curé-Doyen d'Argenteuil (S.-et-O.).
Jalley (l'Abbé), Curé de Grigny, par Ris-Orangis (S.-et-O.).
Jeancourt-Galignani, Maire d'Etiolles, par Corbeil, et à Paris, 82, rue du faubourg St-Honoré (VIII^e^).
Jarry (Henri), Membre du Conseil départemental d'hygiène, à Corbeil.
Joanne (Edmond), Hôtel de Nesmond, 55 et 57, quai de la Tournelle, à Paris (V^e^).
Joubert, 25, rue d'Hauteville, Paris (X^e^).
Jozon (Maurice), Notaire à Corbeil.

* La Baume-Pluvinel (Mlle de), au Château de Marcoussis, et à Paris, 9, rue de la Baume (VIII^e^).
Labouret (Camille), Conseiller d'Ambassade, 2, rue du Cirque, Paris-VIII^e^, et à Champrosay, par Draveil (S.-et-O.).
Lacombe (Paul), Trésorier de la Société de l'histoire de Paris, 5, rue de Moscou, à Paris (VIII^e^).
Ladmiral (le D^r^), à Étiolles, par Corbeil.
Laroche (Mme Jules), rue Saint-Spire, à Corbeil.
Lasnier (E.), Receveur des Finances, en non activité, 28, rue de Champlouis, à Corbeil.
Lauderaut (l'Abbé), Curé de St-Martin, à Étampes.
Lauriston (de), propriétaire au Coudray-Montceaux, par le Plessis-Chenet (S.-et-O.).
Lavallée (Pierre), Conservateur des Collections de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, au Château de Segrez, par Boissy-sous-St-Yon, et à Paris, 42, rue de Naples (VIII^e^).
Lebret, ancien Garde des Sceaux, avocat à la Cour, 11, rue Michelet, Paris (VI^e^).
Lecacheur (Mme), rue Saint-Spire à Corbeil.
Le Gal (l'Abbé), curé de Brunoy (S.-et-O.).
* Legrand (Maxime), Avocat, 98, rue Saint-Jacques, à Étampes.
*Lehideux (Roger), à la Brégallière, à Brunoy, et à Paris, 3, rue Drouot (IX^e^).

MM. Leproust (l'Abbé), Curé de St-Gilles, à Étampes.
Lelong, notaire à Corbeil.
Lemaire (A.), adjoint au Maire à Corbeil.
Lemay (l'Abbé), Curé de l'Etang-la-Ville (S.-et O.).
Le Michel, propriétaire à Saintry, par Corbeil.
Lescuyer, notaire, à Etampes.
Le Paire (Jacques-Amédée), à Lagny (S.-et-M.).
Loisel (Albert), rue du 14 Juillet, 21 bis, à Corbeil.
Lorin, Avoué, Secrétaire-général de la Société historique de Rambouillet, à Rambouillet.

Maille St-Prix, au Château de la Grange, par Évry-Petit-Bourg, et à Paris, 11, Square de Messine (VIII[e]).
Mainfroy (Maurice), à Saint-Jean-en-l'Isle, Corbeil.
Mallet, père, banquier, à Corbeil.
Mallet fils (Louis), banquier, à Corbeil.
Mallet (Auguste), à la Roche, commune de Villebon, par Palaiseau (S.-et-O.).
Mareuse (Edgar), Secrétaire du Comité des Inscriptions parisiennes, 81, boulevard Haussmann, à Paris (VIII[e]).
Marion (Mme), 39, rue Saint Jacques, à Étampes.
Marquis (M[me] Léon), 3, rue du Flacon, à Etampes.
Martellière, ancien magistrat, à Pithiviers (Loiret).
Martellière fils, architecte à Paris, 33, rue Claude-Bernard (V[e]).
Martin, entrepreneur de travaux, à Corbeil.
Masson, Directeur des Ateliers de Chantemerle, à Essonnes (S.-et-O.).
Massuchetti (l'Abbé), Curé de Viry-Châtillon (S.-et-O.).
† * Mauban (Georges), à Soisy-sous-Etiolles.
Mélinge (l'Abbé), curé de Morigny, par Étampes (S.-et-O.).
Moncany (le D[r]), à Corbeil.
Montgermont (le comte G. de), 62, rue Pierre Charron, à Paris (VIII[e]), et au château de Montgermont, par Ponthierry (S.-et-M.).
Mottheau, à la Métairie de Madame, par Méry-ès-Bois (Cher).
Oudiou (M[me]), 12, avenue Darblay, à Corbeil.

Paillard, huissier, à Brie-Comte-Robert (S.-et-M.).

MM. PAISANT, Président honoraire du Tribunal de Versailles, 47, rue Neuve à Versailles.

PALLAIN, gouverneur de la Banque de France, Hôtel de la Banque, à Paris (Ier).

PAPIN, Agent des Assurances générales, à Corbeil.

PARET (Georges), 6, rue Weber, Paris (XVIe) et au Château de Rottenbourg, à Montgeron (S.-et-O.).

PASQUET (Alfred-Marc), Architecte de l'arrondissement, à Corbeil.

PASTRÉ (Aymé), au Château de Beauvoir, par Evry-Petit-Bourg, et à Paris, 14, rue François Ier (VIIIe).

PAULIN (Mlle), Institutrice à St-Germain, par Corbeil.

PELLERIN, à Saintry, par Corbeil.

PÉRIN (Louis), à Ris-Orangis, et à Paris, 8, rue des Écoles (Ve).

PÉRIN (Félix), à Morsang-sur-Orge, par Savigny-sur-Orge (S.-et-O.).

PETIT (Mme Félix), propriétaire, rue St-Spire, à Corbeil.

PETIT (Georges), agent d'assurances, à Corbeil.

* PIERREDON, 150, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe).

PILLAS (Albert), ancien trésorier-payeur-général, 20, rue de Mouchy, à Versailles.

PINARD (André), au château de Champcueil, par Mennecy, et à Paris, 54, quai Debilly (XVIe).

PINTEAUX, 52, rue de Turbigo, Paris (IIIe).

PLANCOUARD (Léon), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Arthies, par Magny-en-Vexin (S.-et-O.).

POPOT père, caissier central honoraire de la Caisse d'épargne de l'arrondissement de Corbeil, à Corbeil.

PORLIER, Quai Bourgoin, à Corbeil.

PUYO, conservateur des hypothèques, à Corbeil.

PRESTAT, 40, rue des Écoles, à Paris (Ve).

RABOURDIN (Charles), Maire de Paray, 43, rue de Rennes, à Paris (VIe).

RADOT (Émile), ancien président du tribunal de Commerce de Corbeil, à Essonnes (S.-et-O.)

RAVAUT (Paul), 114, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe).

RESVE, chef d'institution à Montlhéry (S.-et-O.).

MM. Richemond, Boulevard Malesherbes, 88, à Paris (VIIIe).
Richerand (le Baron), Maire de Villecresnes, et à Paris, 13, rue Paul-Louis Courrier (VIIe).
Rilly (le Comte de), au château d'Oyzonville, par Sainville (Eure-et-Loir).
Risch, instituteur à Saulx-les-Chartreux, par Longjumeau (S.-et-O.).
Robin fils, marbrier, à Corbeil.
Roussel, Docteur de l'Université de Paris, 71, rue de Grenelle, Paris (VIIe).
Rousselin (l'Abbé), Curé du Mesnil-Aubry (S.-et-O.).
Rousseaux, ancien avoué à Corbeil.
Royer, banquier, à Dourdan (S.-et-O.).

Sabrou (Charles), rue St-Spire, à Corbeil.
Saintin (Alfred), Maire de Montlhéry (S.-et-O.).
* Say (Mme), à Paris, 79, avenue Malakoff (XVIe).
Simon (Paul), Architecte, à Villeneuve-St-Georges (S.-et-O.).
Simon (André), Maire de Bruyères-le-Châtel (S.-et-O.).
Simon (l'Abbé), Curé de Livry (S.-et-O.).

Tanon (M. L.), Président de Chambre à la Cour de Cassation, 46, rue Jacob, à Paris (VIe), et au château du Clos Bernard, à Soisy-sous-Étiolles (S -et-O.).
Tavernier, architecte, 19, rue Soufflot, à Paris (Ve).
Terquem, à New-York (États-Unis).
Teton (Gabriel), instituteur à Épinay-sous-Senart, par Brunoy (S.-et-O.).
Thibaut, propriétaire à Saintry, par Corbeil.
Thirrouin (Achille), à Lisses, par Essonnes (S.-et-O.).
Thomas, architecte de la ville, à Corbeil.
Thomas (Henri), 25, rue St-Jacques, à Etampes.
Tourneux (Maurice), à Morsang-sur-Orge, clos de la Guérinière, et à Paris, 34, quai de Béthune (IVe).
*Treuille (Raoul), 156, rue de Rivoli, à Paris (Ier).
Treilhard (le Comte), au château de Marolles-en-Hurepoix, et 10, avenue de Messine, à Paris (VIIIe).

MM. VALLET (l'Abbé), Curé de Ste-Escobille, par Authon-la-Plaine (S.-et-O.).

VAUFRELAND (le Baron de), Maire de Morsang-sur-Seine, au château des Roches, commune de Morsang-sur-Seine, et à Paris, 38, avenue Gabriel (VIII[e]).

VAVASSEUR (l'Abbé), Vicaire-général du diocèse de Versailles, 6, rue du Sud, à Versailles.

VERLEY (Gaston), Architecte, à Corbeil.

VERNHOLES, Architecte et professeur de dessin, à Dourdan.

VIAN (Paul), notaire honoraire, 9, rue Boissy-d'Anglas, à Paris (VIII[e]).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (la Commune de) (S.-et-O.).

VOLLANT (Louis), ingénieur civil, 7, rue de Villersexel, Paris (VII[e]).

WARIN, Directeur des Papeteries d'Essonnes, à Soisy-sous-Etiolles (S.-et-O).

WALTER (Henri), au Mesnil-Longpont, par Montlhéry, et 217, rue Saint-Honoré, à Paris (I[er]).

MEMBRES HONORAIRES CORRESPONDANTS

MM. Coüard (Emile), Archiviste de Seine-et-Oise, à Versailles, Hôtel de la Préfecture.

Dutilleux (A.), Chef de division honoraire à la Préfecture de Seine-et-Oise, à Versailles, 19, avenue de Picardie.

Lefèvre (Eugène), Archéologue, 36 bis, rue Jouffroy, Paris (XVII^e^).

Pharisier, Rédacteur en chef de l'*Abeille de Seine-et-Oise*, à Corbeil.

Stein (Henri), Archiviste aux Archives nationales, 38, rue Gay-Lussac, à Paris (V^e^).

Bonnin (l'Abbé), Curé d'Ablon (S.-et-O).

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Bricard, propriétaire à Corbeil.
Courcel (le Bon A. de), d'Athis-Mons.
Courcel (V. de), d'Athis-Mons.
Creuzet, de Corbeil.
Cros (Louis), notaire à Corbeil.
Dameron, à Corbeil.
Depoin (Joseph), de Pontoise.
Dufour (M. A.), de Corbeil.
Dutilleux (A.), de Versailles.
Hutteau (L.), d'Etampes.
Jarry (H.), de Corbeil.
Lasnier (E.), de Corbeil.
Legrand (Maxime), d'Étampes.
Lelong (M.), notaire à Corbeil.
Mareuse (Edgar), de Paris.
Martellière, de Pithiviers.
Mottheau, de Brunoy.
Popot père, de Corbeil.
Rousseaux, de Corbeil.
Tourneux (Maurice), à Paris.
Vollant, à Paris.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidents d'honneur :

M. le Sous-Préfet de Corbeil. — M. le Sous-Préfet d'Étampes.

Président : M. le Baron de Courcel, membre de l'Institut.

Vice-Présidents : M. V. de Courcel, d'Athis-Mons.
M. Cros (Louis), notaire à Corbeil.
M. M. Legrand, d'Etampes.

Secrétaire-Général : M. Dufour, Conservateur du Musée Saint Jean.

Trésorier : M. Popot père, caissier central honoraire de la Caisse d'Épargne de Corbeil.

Secrétaire-Rédacteur : M. M. Lelong, notaire à Corbeil.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. V. de Courcel, d'Athis-Mons, vice-Président.
Cros (Louis), vice-Président.
Max. Legrand, d'Étampes, vice-Président.
A. Dufour, Secrétaire général.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Société de l'histoire de Paris et de l'Ile de France.
Société historique et archéologique de Pontoise et du Vexin.
Société archéologique de Rambouillet.
Société historique et archéologique du Gâtinais.
Société archéologique de Sens, à Sens (Yonne).
Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
Commission des antiquités et des arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
La Bibliothèque de l'Académie Royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités à Stockholm (Suède).
Société des Amis des monuments parisiens, Hôtel de Sully, 62, rue St-Antoine, Paris (IVe).
Societé française d'archéologie, 8, rue Chateaubriand, Paris (XVIIe). M. Louis Serbat, secrétaire général.
Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres (Eure-et-Loir).
Société historique et archéologique de Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).
Société des Bollandistes, 22, Boulevard St-Michel, à Bruxelles (Belgique).
Bulletin historique du diocèse de Lyon, place Fourvière, Lyon (Rhône).
Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).
Société archéologique de Château-Thierry.
Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois, à Vendôme (Loir-et-Cher).
La Bibliothèque de la Ville de Paris, à l'Hôtel Saint-Fargeau, 29, rue de Sévigné, à Paris.
La Société archéologique et historique de Clermont (Oise).
La Société des Sciences historiques et naturelles de Semur (Côte-d'Or).
La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne, à Melun (Seine-et-Marne).

SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

COMPTE-RENDU DES SÉANCES

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenue le 4 Avril 1911, à l'Hôtel de Ville de Corbeil.

Présidence de M. L. Cros, vice-président.

Etaient présents : MM. Cros, Bricard, V. de Courcel, Rousseaux, Vollant, Creuzet, Jarry et Dufour, secrétaire.

Sont excusés : M. le Baron de Courcel ; MM. Depoin, de Pontoise ; Hutteau, d'Etampes ; Marc-Pasquet, de Corbeil ; Mareuse, de Paris ; Mottheau, de Brunoy ; Martellière, de Pithiviers ; Maxime Legrand, d'Etampes ; Popot, père, de Corbeil ; Maurice Tourneux, de Paris.

Le procès-verbal de la dernière séance (4 juillet 1910) est lu et adopté.

M. le Président invite ensuite le Secrétaire général à faire connaître les changements survenus dans la Société depuis la dernière réunion du Conseil : décès, démissions et entrées de membres nouveaux.

Le Secrétaire annonce donc que sept décès se sont produits en 1910, ce sont ceux de M. Soupault, de Neuilly ; de M. J. Leroy, de Corbeil ; de M. Clément, d'Etampes ; Mathurin, curé de Linas ; Legros, de Boissy-Saint-Léger ; Nourry, de Mandres et Privé, de Salonique.

Nous avons en outre perdu, au cours de l'année courante 1911,

M. Brinon, de Pussay et Mme veuve Barthélemy, de Corbeil, mais ces deux décès ne figurent ici que pour mémoire, car nous aurons à les signaler au cours de l'exercice de 1911.

Nous avons aussi à indiquer les trois démissions suivantes : M. Sergent, de Milly ; André Gibert, à Tunis et le Dr Para, de la Ferté-Alais.

En résumé, nous avons perdu dix membres en 1910, sept par décès et trois par démission ; ces pertes sont un peu inférieures à celles des années précédentes, elles sont compensées d'ailleurs en partie, par l'entrée dans la Société de cinq membres nouveaux dont voici les noms:

M. André, avoué à Corbeil ;

M. Girard, 13, rue Parrot, à Paris ;

M. Vernholes, architecte à Dourdan ;

M. Labouret (Camille), Conseiller d'Ambassade à Champrosay et à Paris, 2, rue du Cirque ;

M. Delaunay, fils, propriétaire à Saintry et Boulevard Beaumarchais, 39, à Paris.

Cette communication est accueillie avec regrets pour les disparus, mais ces regrets sont atténués par l'annonce de membres nouveaux qui viennent en partie remplacer ceux qui ne sont plus.

Le Secrétaire annonce ensuite que le 2me Bulletin de 1910 est terminé et que la distribution en est déjà commencée. Il ajoute que l'Album des objets mobiliers classés de Seine-et-Oise, qui forme le T. IX de nos mémoires, a été presque entièrement distribué et que partout il a été accueilli avec satisfaction.

L'ordre du jour appelle ensuite la fixation de la date de l'assemblée générale qui devra, à son tour, fixer celle de l'excursion annuelle de 1911.

Une discussion s'ouvre à ce sujet, plusieurs dates sont proposées, finalement le Conseil décide que l'assemblée générale se tiendra le lundi 22 mai, à 3 h. 1/2, à l'Hôtel-de-ville de Corbeil, salle de la Bibliothèque.

Le trésorier donne ensuite un aperçu sommaire de la situation financière de la Société au 31 Décembre 1910. Le Conseil, reconnaissant que cette situation continue à être satisfaisante, remercie le trésorier et décide que ce document sera soumis *in extenso*, selon l'usage, à l'assemblée générale.

Quant aux travaux en cours, le secrétaire annonce que, pour ré-

pondre au désir émis par le Conseil lors d'une séance précédente, il a fait commencer l'impression du second volume de l'histoire de Brunoy, de M. Mottheau ; quatre feuilles, soit 64 pages, sont entièrement terminées, et ce travail va se poursuivre jusqu'à la fin. Ce volume sera le T. X de nos Mémoires et documents, mais, ajoute le secrétaire, il nous coûtera cher à cause des nombreuses illustrations qui émaillent le travail de M. Mottheau.

Le secrétaire a la grande satisfaction de faire part au Conseil qu'il a enfin réussi à obtenir de la famille Darblay le renouvellement du bail du musée Saint Jean, qui était expiré depuis près de trois ans. Ce bail est consenti pour une période de six années commençant au 1er janvier 1911, avec continuation d'année en année, à défaut d'avis contraire, donné par lettre recommandée, un an à l'avance, par l'une ou l'autre des parties.

Il est ensuite question de la maison dite d'Engelthal, près d'Epinay-sur-Orge, où se trouvaient quelques débris de sculptures provenant de l'église Notre Dame de Corbeil, c'est du moins ce que prétend un bruit accrédité dans la contrée et dont Pinard, l'historien de notre pays, s'est fait l'écho dans son histoire du canton de Longjumeau. Un membre de notre société, qui avait photographié ces débris, nous assurait même que le propriétaire nous les céderait volontiers.

Mais il fallait avant tout les voir afin de prendre une décision. C'est dans ce but que M. Valentin de Courcel, toujours si dévoué à notre société, résolut de faire cette excursion, et il engagea M. Dufour à l'accompagner. Ce fut une charmante promenade à travers ce canton de Longjumeau, si intéressant, mais dont le résultat archéologique fut absolument nul. En effet, arrivés à cette maison d'Engelthal, nous n'y trouvâmes plus rien, le propriétaire avait déménagé emportant ses meubles et ses pierres sculptées.

C'était un déboire, mais nous pûmes cependant apprendre des jardiniers qui habitent maintenant cette maison, que le propriétaire était allé fixer sa demeure à Charenton, et nous prîmes note de son adresse.

Et quelques jours plus tard, M. Dufour se rendait à Charenton, à l'adresse indiquée (27 rue de Gravelle). M. Pascal, c'est le nom du propriétaire, était absent : il est employé dans une fabrique voisine et ne rentre que le soir ; mais sa femme et son jeune fils lui montrèrent les pierres rapportées d'Engelthal et qui sont à présent dans un petit jardinet qui précède la maison, elles consistent en quelques

débris de bases de colonnes, un ou deux chapiteaux très mutilés, et quelques autres morceaux de pierre qui échappent à toute désignation. Tout cela est dans un triste état et ne vaudrait pas le transport.

Cependant, M. Dufour fit connaître à Mme Pascal qu'il était chargé par l'administration du musée Saint-Jean de Corbeil, de demander à M. Pascal s'il consentirait, comme on nous l'avait dit, à céder ses débris à ce musée Saint-Jean, et il se retira laissant son adresse. L'attente ne fut pas longue ; quelques jours après sa visite à Charenton, M. Dufour recevait une lettre, dans laquelle M. Pascal s'exprimait ainsi :

« Bien que très peu décidé à me défaire des vieilles pierres sculp-« tées d'Engelthal, j'écouterais cependant une offre, si cette offre « était raisonnable ; la parole est donc au musée de votre ville. Notez « que j'ai refusé, il y a peu de temps, une somme importante de ces « antiquités ».

M. Dufour répondit à M. Pascal que le musée Saint-Jean de Corbeil recevait des dons, mais, faute de budget, ne faisait pas d'acquisitions ; et cette affaire d'Engelthal fut ainsi terminée.

M. le Président parle ensuite de quelques objets mobiliers de nos environs dont il serait utile de demander le classement pour assurer leur conservation ; il cite, entre autres, le portrait de Louise de France, par Nattier, dans l'église d'Etiolles ; la vierge du portail de Longpont ; les tableaux de Philippe de Champaigne dans l'église de Linas ; le portail de Saint-Germain-lès-Corbeil, le tombeau des Paris de Monmartel à Brunoy, la cloche de Ris qui porte la date de 1470, etc., etc.

M. le secrétaire répond que, sauf le tombeau des Paris de Monmartel qui n'existe plus (il a été détruit à la Révolution), tous les objets mobiliers qui viennent d'être signalés sont classés depuis déjà quelque temps, mais qu'il serait très utile de rechercher autour de nous ceux qui ne le seraient pas encore, afin de les signaler à l'administration des Beaux-Arts, qui ne refuserait certainement pas de classer les objets mobiliers intéressants.

Enfin, M. le Président parle d'une pétition qui a été déposée sur le bureau de la Chambre des Députés et qui est signée par la presque totalité des membres de l'Académie des Beaux-Arts et par beaucoup de Sociétés savantes.

Cette pétition a pour but de demander au parlement la protection et la conservation non seulement de nos belles cathédrales, mais

aussi de nos plus modestes églises de villages. Tous ces monuments auxquels les populations sont si attachées, forment la plus grande partie du trésor artistique de la France. La Société de Corbeil-Etampes a reçu un exemplaire de cette pétition, avec prière de la signer et de la faire parvenir ensuite à M. le Président de la Chambre des Députés.

Le Conseil d'administration de la Société de Corbeil-Etampes, consulté par son Président, est unanime à décider qu'il s'associe de toutes ses forces au but recherché par la pétition dont on vient de lui donner lecture et décide qu'un exemplaire de cette pétition sera signé par son Président, au nom de la Société tout entière, et envoyé à la Présidence de la Chambre des Députés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 h. 1/2.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tenue le lundi 22 Mai 1911, à l'Hôtel de ville de Corbeil

Sous la présidence de M. Cros, Vice-Président.

La séance est ouverte à 3 heures 1/2.

Étaient présents MM. Bricard, Creuset, Cros, Dufour, Garnier, Girard, Humbert, Jarry, Lasnier, Mareuse, Tourneux, Valentin de Courcel, Vollant.

Se sont excusés : M. le baron de Courcel, MM. Jeancourt-Galignani ; Marc-Pasquet, Lelong, Dameron, de Corbeil ; Delessart, de Lardy, Hutteau, d'Etampes ; Brinon fils, de Pussay ; Robert Dubois, de Brunoy ; Risch, de Saulx-les-Chartreux ; le Maire de Villeneuve-St-Georges ; J. Depoin, de Paris.

M. le Président donne ensuite la parole à M. le Secrétaire général pour la lecture de son rapport sur la situation et les travaux de la Société pendant l'année 1910.

Celui-ci s'exprime en ces termes :

Messieurs et chers Collègues,

Conformément à nos statuts, je dois, lors de l'Assemblée générale, vous rendre compte de la marche et des travaux de notre Société pendant l'année qui s'est terminée le 31 décembre 1910.

Mon premier devoir est de saluer la mémoire des Collègues que la mort nous a enlevés pendant cette même année 1910, et ce n'est point sans tristesse que je vous donne le détail de cette liste funèbre.

En 1909, neuf membres de notre Société nous avaient été enlevés, en 1910 nous avons eu sept décès à déplorer : ce sont ceux de MM. Soupault, de Neuilly ; Clément, d'Etampes ; Mathurin, curé de Linas ; Legros, de Boissy-St-Léger ; Nourry, de Mandres ; Privé, de Salonique, et Jules Leroy, de Corbeil. Anticipant un peu sur l'Assemblée générale de 1911, j'ai parlé de ces collègues disparus dans la nécrologie annuelle de 1910, insérée au 2e bulletin de cette même année ; j'ai dit ce qu'ils étaient parmi nous et tous les titres qu'ils avaient à nos regrets, je n'ai donc point à y revenir.

Aux décès que je viens de signaler, il convient d'ajouter les démissions de MM. Sergent, de Milly ; André Gilbert, qui réside maintenant à Tunis, et du Dr Para, de la Ferté-Alais.

Ces sept décès et les trois démissions ci-dessus portent à dix le chiffre de nos pertes en 1910.

Ces vides, hélas ! ne seront pas entièrement comblés, car je ne puis leur opposer aujourd'hui que cinq inscriptions de membres nouveaux, dont voici les noms ; MM. André, avoué à Corbeil ; Girard, ancien cultivateur, 13, rue Parrot, à Paris ; Vernholes, architecte à Dourdan ; Labouret Camille, conseiller d'Ambassade, 2, rue du Cirque, à Paris, et à Champrosay, et M. Delaunay fils, propriétaire à Saintry et 39, boulevard Beaumarchais, à Paris.

C'est la première fois, depuis la création de notre Société, que j'ai à enregistrer plus de vides que de rentrées, aussi je pousse un cri d'alarme en adjurant tous nos Collègues de faire de la propagande en faveur de notre Société et de nous amener de nouveaux membres, afin de pouvoir nous maintenir à la hauteur du niveau élevé que nous avons atteint jusqu'ici et dont nous avions quelque droit d'être fiers. Faites donc des prosélytes, chers Collègues, faites-en beaucoup afin que je puisse vous dire encore en 1912, comme je l'ai dit jusqu'à présent, que notre Société continue sa marche ascendante, à notre satisfaction générale.

Mais hélas, la mort impitoyable frappe sans cesse, ici comme ailleurs, et en cette année 1911, jusqu'à ce jour 22 mai, nous avons déjà eu à déplorer la mort de 5 collègues : Mme Barthèlemy, de Corbeil ; M. Brinon, de Pussay ; M. G. Guiot, de Massy ; M. Rubens Duval, de Morsang ; M. H. Haro, de Paris.

Je dois vous parler maintenant de nos travaux de 1910. Les deux bulletins de cette année ont paru, le second a éprouvé un peu de retard puisqu'il vient seulement d'être distribué ; il ne nous a pas été possible d'éviter ce retard, qui est commun à presque toutes les sociétés du genre de la nôtre ; nous ferons cependant notre possible pour que 1911 soit plus régulier ; et je puis vous dire à ce sujet que le premier bulletin de 1911 est déjà commencé.

Nos deux bulletins de 1910 forment un ensemble de 182 pages. Le premier débute par un article nécrologique de notre regretté vice-président, le Dr Boucher ; cette notice est agrémentée d'un joli portrait dont le cliché nous a été gracieusement communiqué par un ami du Docteur.

Nous avons ensuite commencé la publication d'un manuscrit de l'Abbé Guiot, daté de 1790, et qui a trait aux cantons du district de Corbeil. Ce manuscrit appartient à la Bibliothèque de la ville de Rouen et il nous a été confié avec la plus grande amabilité par le Directeur de cet établissement.

Les travaux de l'Abbé Guiot, ancien curé de Saint-Guenault et de Saint-Spire de Corbeil, sont très appréciés chez nous, nos bulletins peuvent en fournir la preuve ; celui que nous publions aujourd'hui offre un grand intérêt pour Corbeil et ses environs. C'est pourquoi nous l'avons donné in-extenso, dans le premier et le second bulletin de 1910, en l'éclairant et le complétant par de nombreuses annotations. Ce travail nous a demandé beaucoup de temps et de recherches, nous osons espérer que vous l'apprécierez à sa valeur. Nous avons enrichi cette notice par la reproduction de l'ex-libris du savant Abbé, dans lequel nous avons fait entrer son portrait. On y remarquera les armoiries de Rouen, sa ville natale, de Corbeil où il a résidé et de l'Abbaye de St-Victor de Paris, dont il était membre.

Nous avons une observation à faire au sujet de cette gravure : elle est encartée, mais non cousue, dans le 2me bulletin de 1910, mais elle appartient au premier, c'est pourquoi nous l'avons laissée volante ; on voudra donc bien la reporter en face de la page 11 du premier bulletin.

La première partie du manuscrit de l'Abbé Guiot, occupe les pages 8 à 56 de ce bulletin ; on trouvera, à la suite, le douloureux récit d'une grave explosion survenue à la poudrerie d'Essonnes le 27 octobre 1788. Avant que cet établissement fût transféré dans le parc du Bouchet (1822) où il se trouve maintenant (1), il était à Essonnes, près de St-Jean, où presque chaque année de violentes explosions occasionnaient de grands malheurs. Celle que nous relatons dans notre bulletin, d'après un journal de l'époque, fut une des plus désastreuses par le nombre et la qualité de ses victimes.

Ce premier bulletin se termine par un petit article sur les portes de Corbeil, alors que notre ville était fortifiée.

Il y a là des détails topographiques intéressants et peu connus.

Le 2me bulletin de 1910 commence avec le compte-rendu de l'Assemblée générale qui eut lieu, cette année-là, le 25 juillet, puis vient la suite et fin de la publication du manuscrit de l'Abbé Guiot, qui occupe les pages 77 à 132. J'ai dit plus haut ce qu'il fallait penser de ce travail, je n'ai donc point à y revenir, je dirai seulement qu'il tient une place importante dans nos bulletins de 1910, puisqu'il y remplit 103 pages.

A la suite du manuscrit de l'Abbé Guiot, l'on trouvera *un épisode de la légation du Cardinal Chigi en France*, en 1664, du à la plume érudite de notre jeune confrère, M. Cl. Cochin.

Le récit de cet épisode, puisé aux sources, est fort intéressant, car il se passe à Corbeil, à Soisy et presque à Petit-Bourg.

A la suite, on trouve un savant article de notre vice-président d'Etampes, M. Maxime Legrand, où il fait montre d'une science peu commune sur les époques préhistoriques, qui pourra surprendre quelques-uns de nos collègues qui ne connaissaient M. Maxime Legrand que comme historien, très documenté d'ailleurs. Cette notice a le titre suivant : *Hachette en amphibole, trouvée au Mesnil-Voisin, Bouray, S.-et-O.*

M. M. Legrand explique, avec gravure à l'appui, que cette Hachette est un type assez rare à cause de sa matière, amphibole, pierre très dure, dont il donne la composition chimique.

Nous n'avons qu'une compétence très limitée dans ces antiquités lointaines, mais nous devons féliciter M. M. Legrand de ses connaissances aussi variées qu'étendues et des trouvailles intéressantes qu'il ne cesse de faire dans la région qui l'entoure. Ce deuxième bulletin se termine par la bibliographie annuelle qui contient 53 articles, la Chronique qui relate les faits saillants de l'année, et la

(1) Ancienne résidence du grand marin du Quesne.

Nécrologie qui donne les noms, avec une courte notice biographique, de tous les collègues que nous avons perdus au cours de l'année 1910.

Après cette nécrologie, ce bulletin se termine par un article de quatre pages intitulé : *Etat nominatif des rues, places, quais et ruelles de la ville de Corbeil, avec l'indication du nombre des cartouches portant inscription des lieux, exécutés par le sieur Hadancourt, soumissionnaire, sous la surveillance du sieur Lobgeois, ingénieur délégué par Monsieur le Maire de Corbeil, en 1821.*

Ce document, trouvé dans les archives de Corbeil, indique les places, rues, etc., de la ville de Corbeil en 1821 ; il avait été préparé en vue de la pose des plaques indicatrices des rues, que l'ingénieur Lobgeois appelle des cartouches, ce qui semblerait indiquer qu'avant cette époque, les noms des rues de Corbeil n'étaient pas inscrits sur les murs.

La prairie St-Jean n'était pas encore lotie et habitée, et l'on peut juger, par cette nomenclature, du peu d'étendue de Corbeil il y a presque un siècle.

Voilà, Messieurs et chers Collègues, ce que notre bulletin nous a donné en 1910 ; nous vous avons distribué en outre le Tome IX de nos Mémoires : c'est un album des objets mobiliers artistiques du département de Seine-et-Oise, qui ont été classés par la Commission des monuments historiques. Cet album contient 96 planches et donne la reproduction de 190 objets classés. Je sais déjà que cette publication a plu et j'espère qu'elle plaira à nos collègues et que tous nous sauront gré des sacrifices que nous nous imposons pour les satisfaire. Cet album n'est qu'un premier volume ; un deuxième doit le suivre dans un an ou deux ; si nous réussissons dans nos projets, nous saurons vous en faire profiter.

Pour l'avenir, je vous ai dit, je crois, que le premier bulletin de 1911 était commencé, j'ajoute que le T. X de nos Mémoires est en cours d'impression, 4 feuilles soit 64 pages sont déjà imprimées. Ce volume sera le T. II de l'histoire de Brunoy, par M. Ch. Mottheau ; j'ai bon espoir qu'il sera terminé en 1911.

J'ai encore à vous parler de notre musée Saint-Jean, qui continue à jouir de la faveur du public. Il s'augmente petit à petit ; tout dernièrement j'ai reçu une collection curieuse de poteries préhistoriques du nouveau Mexique, rapportées de ce pays lointain par un de nos Collègues qui en a fait don au musée de Corbeil, sa ville natale. Cette collection sera prochainement installée dans une de nos vitrines.

Je dois ajouter que nous avons enfin obtenu le renouvellement du bail de St-Jean, qui était expiré depuis trois ans. Ce nouveau bail a été consenti pour une période de 6 années, commençant au 1er Janvier 1911, avec continuation d'année en année, à défaut d'avis contraire donné par lettre recommandée, un an à l'avance, par l'une ou l'autre des parties.

Je n'ai pu encore terminer l'inventaire du musée St-Jean que la ville avait demandé ; j'espère pouvoir le finir bientôt et le joindre au petit guide que nous avons déjà publié.

J'ai fini, Messieurs. Pardonnez-moi d'avoir usé si largement de votre patience à m'écouter, et continuez-moi encore votre indulgence pour accorder à ce rapport

une bienveillante approbation qui m'aidera à continuer la tâche que vous m'avez confiée il y a plus de 16 ans et qui commence à peser lourdement sur mes épaules d'octogénaire.

A la suite de cette lecture, M. Jarry, au nom de M. le trésorier empêché, donne lecture du rapport financier sur l'exercice 1910, arrêté au 31 Décembre de cette même année.

COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE 1910

ET SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ AU 31 DÉCEMBRE 1910

Recettes

Solde de l'exercice 1909.		3.823 55
Cotisations de l'année 1910.	2.050	
Prix de vente de Bulletins de la Société. .	23	
Subvention du Conseil général. . . .	100	
Subvention de Madame Aymé Darblay. .	100	
Intérêts des fonds placés.	119 35	
Total des recettes.	2.392 35	2.392 35
Ensemble.		6.215 90

Dépenses

1° Concernant le Musée

Traitement du gardien et entretien du jardin.	566	627 05
Travaux de menuiserie et de fumisterie .	28	
Note de chauffage.	11 80	
Payé au messager pour transports divers.	13 25	
Note d'encadrements.	8	

Report. . . .		627 05

2° Concernant la Société

Frais d'impression du Bulletin et clichés.	973	
Cotisation à la Conférence des Sociétés Savantes de Seine-et-Oise. . .	100	
Souscription à 250 exemplaires de l'Album des objets classés du Département de Seine-et-Oise.	525	
Frais de recouvrement des cotisations. .	67 35	
Impression de lettres, circulaires et enveloppes.	28	
Reliure de 23 volumes de la Bibliothèque de la Société.	48	1.926 60
Payé pour copie d'un Manuscrit de l'Abbé Guiot, appartenant à la Bibliothèque de Rouen.	20	
Couronne funéraire au convoi de notre Président.	65	
Frais d'envoi des Bulletins de la Société, correspondance et déboursés divers.	100 25	
Total des dépenses.		2.553 65

Récapitulation

Recettes. . . .	6.215 90
Dépenses. . . .	2.553 65
Reste. . .	3.662 25

Formant l'*Avoir total* de la Société au 31 décembre 1910

Représenté par :

En dépôt chez MM. Mallet, banquiers.	3.274 90
Livret de Caisse d'Epargne. . . .	200 15
Espèces en caisse.	187 20
Egalité. .	3.662 25

Répartition des fonds

Libres.	1.062 25
Réservés, comme provenant du rachat de cotisations de 26 membres fondateurs.	2.600

Certifié exact,

Le Trésorier,

POPOT.

Avant de proposer l'approbation de ces deux rapports M. le Président remercie M. Dufour du zèle et de la haute compétence qu'il apporte à l'accomplissement de ses importantes fonctions ; c'est lui qui a fondé la société, c'est lui qui en est l'âme, qui en assure la vie.

Il ne peut laisser passer, sans protester, l'allusion qu'à faite M. Dufour à une prétendue vieillesse, que démentent avec éclat une santé physique et morale que chacun se réjouit de constater.

Notre vaillant secrétaire général continuera encore longtemps à travailler pour le plus grand bien de la société.

Quant à notre excellent trésorier, M. Popot, la reconnaissance de tous ses collègues lui est acquise, ajoute M. le Président.

Revenant sur le petit fléchissement que M. Dufour a constaté dans l'effectif de la société, M. le Président soumet à l'assemblée, qui adopte la proposition, appuyée par M. Mareuse, qu'une circulaire soit envoyée à toutes les personnes susceptibles de devenir de nouveaux adhérents, et une autre aux Maires des arrondissements de Corbeil et d'Etampes, pour leur demander de faire inscrire leurs communes comme membres de la société.

En ce qui concerne Etampes, l'assemblée pense qu'il y aurait lieu d'essayer de s'étendre de ce côté en donnant une plus grande place aux publications intéressant cette région si riche en monuments, et où les souvenirs du passé ne font pas défaut.

M. le Président entretient ensuite l'assemblée de l'album du mobilier classé de Seine-et-Oise, dont la première partie a été envoyée à tous les sociétaires. Cette publication a plu, et l'assemblée générale décide qu'il y aura lieu de souscrire à la deuxième partie, qui est en cours de préparation ; chacun s'engageant à signaler à qui de

droit les objets non classés se trouvant dans notre région et qui pourraient être reproduits dans le second volume.

Plusieurs membres présents signalent des objets intéressants et qui méritent d'être compris dans la publication en question.

M. le Président invite ensuite l'assemblée à donner son approbation au compte-rendu du secrétaire général, ainsi qu'au rapport financier du trésorier. A l'unanimité, l'assemblée approuve ces deux rapports ; elle donne au trésorier décharge pleine et entière, puis elle vote de chaleureux remerciements aux deux auteurs pour leur dévouement et leur zèle envers la société.

L'ordre du jour appelle ensuite les élections qui doivent se faire, conformément aux statuts, chaque année, à l'assemblée générale.

En conséquence, M. le Président donne lecture de l'article VII des statuts qui est ainsi conçu :

La société est administrée par un conseil composé de vingt et un membres, élus pour trois ans, en assemblée générale. Le Conseil se renouvelle chaque année par tiers. Les membres sortants sont rééligibles.

Le tiers du Conseil sortant en 1911 se compose des sept membres suivants : MM. Creuzet, Depoin, Lasnier, Lelong, Mareuse, Vollant et Marc-Pasquet ; seul ce dernier a manifesté le désir de ne pas voir renouveler son mandat.

M. le Président invite donc l'assemblée à procéder à la nomination de sept membres du Conseil, et il désigne à ses suffrages les six membres sortants qui sont rééligibles.

A l'unanimité, sont renommés membres du Conseil, pour trois ans, MM. Creuzet, Depoin, Lasnier, Lelong, Mareuse et Vollant. Quant au septième membre à nommer, par suite du désistement de M. Marc-Pasquet, M. le Président propose M. Dameron, architecte à Corbeil, qui, pressenti à ce sujet, a accepté. Il en est ainsi décidé, et M. Dameron, architecte, est proclamé membre du Conseil, en remplacement de M. Marc-Pasquet.

M. le Président rappelle ensuite que, pour obéir aux articles II et XIV du règlement, l'assemblée générale doit nommer chaque année les membres du bureau.

Se rendant à cette invitation, l'assemblée renouvelle par acclamation, pour une année, les pouvoirs du bureau tout entier ; elle maintient de même en exercice, pour la même période, les membres du comité de publication.

L'ordre du jour appelle ensuite l'assemblée à désigner le lieu et la date de l'excursion archéologique annuelle, pour la présente année 1911.

Après discussion, l'assemblée décide, à l'unanimité, que l'excursion de 1911 aura lieu, cette année, le 26 juin prochain à Château-Landon.

M. le Président rappelle à ce sujet, l'intérêt tout particulier qui s'attache à la visite de Château-Landon, cette ancienne capitale du Gâtinais où se trouvent de beaux et curieux vestiges du passé, sans parler de sa belle situation sur la petite rivière du Fuzain, dans un site on ne peut plus pittoresque.

Pour terminer, Monsieur le Président donne la parole à M. Creuzet qui lit une curieuse notice sur une visite de Charles VIII à Corbeil, en 1484 (1).

Avant de lever la séance, Monsieur le Président informe l'assistance que le musée Saint-Jean a été exceptionnellement ouvert aujourd'hui à l'occasion de l'assemblée générale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures.

(1) Cette notice sera insérée dans un prochain bulletin.

LES AVED DE LOIZEROLLES

(1702-1845).

§ 1

L'ancienne et noble famille des Havet ou Aved de Loizerolles était originaire des Pays-Bas.

Jacques-André-Joseph Aved de Loizerolles, né à Douai le 12 janvier 1702, était fils d'un Loizerolles, docteur en médecine de la Faculté de Lorraine, conseiller aulique et premier médecin de l'évêque prince de Liège.

Il débuta comme officier au service de la Hollande, dans le régiment des gardes prussiennes, en même temps que son frère aîné. Mais il préférait l'étude des arts et finit par se livrer à la peinture. Il vint à Paris en 1721, et en 1729 il fut agréé à l'Académie royale de peinture et de sculpture.

C'est lui qui peignit en pied l'ambassadeur de la Porte, Saïd Pacha Mehemet Effendi, dont le portrait destiné à Louis XV eut au château de Choisy, en 1740, les honneurs de la salle des gardes (1). On doit encore à son pinceau les portraits notamment de Louis XV, de Jean-Baptiste Rousseau, du stathouder Guillaume IV, du maréchal-marquis de Maillebois, du duc de Chevreuse, du comte du Luc, du marquis de Mirabeau, de l'abbé Capperonnier, professeur de la langue grecque au collège royal, de Crébillon, le poète tragique, du maréchal de Clermont-Tonnerre (qui en 1759 se trouvait son voisin de campagne à Saintry, près Corbeil) ; ce portrait est en pied.

Citons encore ceux de deux membres de sa famille : Anne-Charlotte Gauthier de Toutry et Mlle Gauthier de Toutry, sa belle-sœur,

(1) L'auteur du *Voyage pittoresque des environs de Paris* publié en 1779, parlant du château de Choisy, dit que l'ambassadeur turc est représenté dans son cabinet, tenant ses lettres de créance et près de partir pour entrer dans Paris, et que le fond du tableau offre une vue de cette ville prise du côté de la barrière du Trône.

cette dernière vue à mi-corps filant au rouet; ces deux portraits gravés par J.-J. Baléchou.

Le Petit Almanach parisien de 1762-1764, place parmi les plus célèbres peintres, c'est-à-dire les membres de l'Académie de peinture, Aved de Loizerolles, qu'il indique comme domicilié rue de Bourbon.

Jacques-André-Joseph Aved de Loizerolles mourut en 1766, d'une attaque d'apoplexie.

Après un médecin et un peintre, la famille de Loizerolles était appelée à produire un avocat.

§ 2

Le chevalier Jean-Simon Aved de Loizerolles naquit à Paris, en 1732, fit ses études au collège Mazarin, et de 1760 à 1765, exerça comme avocat au Parlement. Il devint l'émule de Pierre Gillet, de Loyseau de Mauléon, de Bonnières, de Gerbier de la Massilaye, de Tronson du Coudray et de beaucoup d'autres de ses confrères restés célèbres au Palais.

Voici dans quels termes l'un de ses fils, François-Simon, qui dans un temps porta, lui aussi, le titre d'avocat sans en suivre la carrière, rend hommage aux talents qu'il sut déployer dans l'intérêt de ses clients: « Tous ceux qui ont fréquenté le Palais se souviennent « d'avoir admiré dans les plaidoyers de M. de Loizerolles cet art de « classer les faits, de développer les principes avec une clarté tou- « jours égale ; — cette marche, toujours soutenue, qui allait au but « sans lenteur, comme sans précipitation ; — cette dialectique d'au- « tant plus puissante que les formes de la logique y étaient heureu- « sement déguisées ; — cette richesse d'idées et d'expressions où le « goût le plus sévère ne trouvait rien à retrancher, et enfin ces « formes extérieures qu'on ne se lassait point d'admirer ».

Le chevalier avait une haute stature (cinq pieds six pouces), les cheveux et les sourcils bruns, le front haut, les yeux gris, le nez aquilin, la bouche moyenne, le menton rond, le visage rond, et vers les derniers temps de sa vie, plein.

On cite, comme étant ses principaux ouvrages de jurisprudence, trois mémoires contre le marquis de Brunoy, un contre le maréchal duc de Richelieu, et neuf consultations pour le maréchal duc de Clermont-Tonnerre (de qui il était, comme son père, le voisin de campagne à Saintry) contre la comtesse de Lannion.

Vers 1765, il épousa Elisabeth-Geneviève Marteau, et fut appelé, grâce au mérite dont il avait fait preuve, à présider la chambre royale de l'Arsenal, comme chef du bailliage de l'artillerie de France. Le principal office de cette juridiction était de statuer sur tous les différends entre officiers et employés aux ateliers d'artillerie.

Le coup de force que le chancelier de Maupeou, ce ministre cher aux philosophes de son temps, essaya contre le Parlement de Paris (1770-1771), enleva pour un temps au chevalier de Loizerolles l'exercice de ses fonctions de lieutenant général de ce bailliage.

En 1771 il fut proposé pour l'intendance de l'île de Corse, mais sa santé l'empêcha d'accepter.

Pour remplir ses loisirs, il s'occupa d'écrire sous le voile de l'anonyme dans la *Bibliothèque universelle des romans* dont Antoine-René Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy, gouverneur de l'Arsenal, était le principal collaborateur, pour ne pas dire le fondateur. Rappelons en passant que cet ami du chevalier de Loizerolles, après avoir été magistrat et diplomate, se distingua comme un littérateur infatigable, fut nommé membre de l'Académie française et se forma l'une des plus belles bibliothèques que jamais particulier ait possédée. C'est elle qui, après avoir appartenu au comte d'Artois, est devenue, augmentée par ce prince de la majeure partie de celle du duc de La Vallière, et de nombreux ouvrages provenant de la bibliothèque de l'Abbaye de Saint-Victor, le fond originaire de la bibliothèque de l'Arsenal.

L'avènement de Louis XVI au trône et le lit de justice tenu à Paris le 12 novembre 1774, lit dans lequel les anciens membres du Parlement furent rendus à leurs sièges et les six cours souveraines ou grands conseils créés par le chancelier de Maupeou à Arras, Blois, Châlons-sur-Marne, Clermont-Ferrand, Lyon et Poitiers supprimés, permirent au chevalier de Loizerolles de reprendre la présidence du bailliage de l'Arsenal, et le domicile qu'elle comportait cour des Célestins.

En 1787, il fut nommé conseiller d'Etat, c'est-à-dire pourvu du titre honorifique qui sous la monarchie servait à récompenser les anciens magistrats.

La même année et sur le rapport du marquis de Paulmy, chancelier de la reine, celle-ci chargea le chevalier de Loizerolles d'un travail sur la puissance et les prérogatives des reines de France. La manière dont il s'en acquitta lui valut d'être attaché au conseil de

Marie-Antoinette, qui lui conféra en même temps le titre d'avocat général en survivance.

Cependant les états généraux sont convoqués, s'organisent en assemblée nationale et décrètent une constitution qui ouvrait une ère nouvelle pour la société moderne ; la Législative leur succède, et avec la Convention, en proie aux angoisses de l'invasion, la Terreur éclate !

Le chevalier avait deux fils : l'aîné Charles-Jean Aved de Loizerolles qui avait fait partie de la compagnie écossaise des gardes du corps du roi Louis XVI, se trouvait alors en Allemagne avec les princes émigrés. Le cadet, François-Simon, avait, sous leurs ordres, servi pendant les années 1791 et 1792. Revenu à Paris au mois d'août 1793 il avait, sans avoir pu l'obtenir, sollicité un passeport.

Redevenu simple particulier, le chevalier avait pris domicile, rue Saint-Victor, numéro 82 (1). Sa vie publique passée ne pouvait que le rendre *suspect d'incivisme*. Or, depuis le décret du 12 août 1793, tous les gens suspects pouvaient être mis en état d'arrestation, et d'après celui du 4 septembre suivant, les comités révolutionnaires étaient chargés de leur arrestation et de leur désarmement. Un soir du mois de septembre 1793, le chevalier est arrêté au moment où il sortait du cimetière de La Madeleine, où avait été déposé le corps de Louis XVI. Il est avec son fils cadet, également arrêté, amené devant le comité révolutionnaire de la division du Jardin des plantes. De ce comité, il fut conduit à Sainte-Pélagie où il resta incarcéré avec son fils et sa femme, arrêtée elle aussi à son tour, comme comprise sans doute dans la même dénonciation.

Le 21 janvier 1794, à deux heures du matin, tous trois furent transférés avec d'autres détenus à l'ancien couvent de Saint-Lazare, devenu prison. Loizerolles fils y fut logé dans une petite chambre, à côté de celle occupée par sa mère. Il a raconté plus tard les péripéties de leur captivité et les traits d'autant plus touchants de la vertu de son père que ce généreux vieillard s'occupait plus volontiers des malheureux, que le hasard lui avait donnés pour compagnons d'infortune, que de lui-même ! Son attitude et ses discours excitèrent contre lui l'administrateur de Saint-Lazare, Gagnant, prévenu, paraît-il, par des *moutons*. Dans la soirée du 7 thermidor

(1) Depuis le mois de février 1839 et par suite d'une décision du Ministre de l'Intérieur, cette rue s'appelle rue Cuvier.

an II (26 juillet 1794), à sept heures, François entendit appeler Loizerolles père : Loizerolles père au greffe ! criaient les guichetiers. Avant de quitter Saint-Lazare pour la Conciergerie, le chevalier put, en présence des gardiens, s'entretenir quelques instants avec son fils et sa femme, à laquelle il recommanda de se conserver pour leurs enfants. Le fils de Loizerolles ne dormait donc pas sous les yeux de son père, comme il a été raconté plus tard, notamment par Michaud, dans la *Bibliographie universelle* et Feller dans son *Dictionnaire historique*, d'une façon plus légendaire que véridique, et c'est bien à l'appel de son propre nom que le père répondit. Loizerolles père se trouvait placé seul dans une chambre ouvrant sur un corridor éloigné de celui qui déservait la chambre où se trouvait sa femme et la petite chambre où logeait leur fils.

A la Conciergerie seulement, le chevalier de Loizerolles reçut notification de son acte d'accusation. En le lisant, il vit qu'il était dressé par l'accusateur public Fouquier-Tinville à la date du 6 thermidor contre François-Simon Loizerolles, ex-noble, âgé de 22 ans, né à Paris, y demeurant rue Victor, 82, et que l'accusé était appelé à répondre devant le tribunal révolutionnaire du crime de conspiration en l'intérieur de la maison d'arrêt !

De suite il conçut et manifesta la volonté de sauver son fils, en mourant à sa place ! En vain. Boucher, qui avait été le secrétaire de Bailly, et qui venait d'être avec le chevalier transféré de Saint-Lazare à la Conciergerie, chercha à l'en dissuader en lui disant qu'il allait se perdre lui-même sans le sauver.

Mais ici se place une série de questions : Pourquoi le transfert du père plutôt que du fils à la Conciergerie ? A quelle circonstance Loizerolles fils devait-il d'être nominativement, plutôt que son père, l'objet de l'acte d'accusation ? Cet acte avait-il été mis au nom du fils par suite d'une erreur de l'huissier chargé de relever sur le registre d'écrous les indications spéciales à l'accusé ? Cet agent a-t-il ignoré qu'il y avait à Saint-Lazare le père et le fils de Loizerolles, ou n'a-t-il point songé à s'en enquérir ? Ces deux écrous portant, celui du fils le numéro 233 et celui du père le numéro 233 *bis*, n'avaient-ils pas été établis chacun en son temps légal ? Et celui du père, omis peut-être lors de son incarcération à Saint-Lazare, n'y a-t-il été inscrit que plus tard, même après le jugement de condamnation du 8 thermidor ?

Tous ces points, si intéressants à connaître, ne seront sans aucun

doute jamais éclairés. D'après MM. Alboize et A. Maquet, qui donnent la teneur des deux écrous dans leur ouvrage sur les prisons de l'Europe (Paris, 1845), le premier seul portait une date, celle du 11 pluviôse an II.

Quoi qu'il en soit, rappelons qu'à cette époque de la Terreur la procédure du tribunal révolutionnaire avait subi de graves modifications. Depuis le 22 prairial an II (10 juin 1794), Robespierre, sur le rapport de Couthon, avait fait voter une loi afin de *débarrasser* le tribunal *des entraves absurdes ou funestes qui pouvaient arrêter la marche de la justice nationale*. L'interrogatoire secret et préalable aux débats publics avait été rendu facultatif ; les dépositions des témoins, en cas d'existence de preuves soit matérielles, soit morales, pouvant naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable, cessaient d'être obligatoires ; la mort était la seule peine que pût appliquer le tribunal ; la règle des jugements n'était plus que la conscience du juge éclairé par l'amour de la patrie ; en outre le nombre nécessaire de jurés avait été descendu de onze à sept et le tribunal révolutionnaire était déclaré constitué pour punir les ennemis du peuple, c'est-à-dire ceux cherchant à anéantir la liberté publique soit par la force soit par la ruse !

Le 8 thermidor, devant le tribunal, le chevalier de Loizerolles eut une attitude purement passive : Coffinhal présidait, et le substitut Liendon remplissait les fonctions d'accusateur public. En fait, des rectifications furent opérées sur les actes de la procédure, mais incomplètement par suite de la rapidité avec laquelle procédèrent et les jurés et le président. « En voyant arriver, dit Michelet, un vieillard au lieu d'un jeune homme, Coffinhal ne prit pas la peine d'éclairer la chose. Il falsifia tranquillement l'acte, changea les prénoms et surchargea les chiffres d'années ».

Le même jour par une exception étrange et à cause de manifestations hostiles de la part des assistants, le tribunal ne rendit pas son jugement à l'audience : ce fut dans la prison que les accusés se l'entendirent prononcer. C'est sans doute en attendant la sentence que le chevalier de Loizerolles, en présence de M. de Pranville, curé de Champigny, prononça ces paroles rappelées par M. Jules Bonnet, dans sa notice des procès criminels revisés depuis François Ier jusqu'à nos jours, Paris (1869) : « Ces gens-là sont si bêtes, ils vont si vite en besogne, qu'ils n'ont pas le temps de regarder derrière eux ! Il ne leur faut que des têtes ; peu leur importe lesquelles, pourvu

qu'ils aient leur nombre ! Au surplus je ne fais pas tort à mon fils ; tout le bien est à sa mère. Si au milieu de ces orages il arrive un jour serein, mon fils est jeune, il en profitera. Je persiste dans ma résolution ! »

Le chevalier de Loizerolles fut condamné avec vingt-deux de ses co-accusés, tous convaincus de s'être déclarés les ennemis du peuple, en prenant part aux conspirations et complots de Capet et de sa famille ; en assassinant le peuple pour défendre la royauté ; en entretenant des intelligences avec les ennemis de la République ; en leur fournissant des secours ; en participant aux crimes de Bailly, de Lafayette et de Petion ; en tâchant de rompre l'unité et l'indivisibilité ; en conspirant dans la maison d'arrêt dite Lazare, à l'effet de s'évader et ensuite dissoudre, par le meurtre et l'assassinat des représentants du peuple, et notamment des membres des comités de salut public et de sûreté, le gouvernement républicain, et de rétablir la royauté.

Dans la soirée même du 8 thermidor (26 juillet 1794), le chevalier de Loizerolles monta dans l'une des charrettes dirigées sous les ordres d'Henriot sur la place du Trône. Il n'eut pour compagnons de la dernière heure, comme l'a écrit Henri de Latouche dans sa notice sur la vie et les ouvrages d'André Chénier (édition Charpentier, Paris, 1841), ni André Chénier, ni Roucher ; ils n'étaient déjà plus depuis le 7 thermidor ! Mais parmi les victimes conduites avec lui à la mort, nous citerons le marquis d'Usson, âgé de 62 ans. ancien maréchal de camp, — les frères Trudaine, âgés l'un de 29 et l'autre de 28 ans, ces deux amis d'André Chénier, avec lequel ils auraient voulu mourir, — l'ancien conseiller au parlement de Dijon, Nicaut, — Sabine Viriville, âgée de 31 ans, comtesse de Périgord, — Brogniard, âgé de 44 ans, ex-curé constitutionnel de Saint-Nicolas du Chardonnet, — et Boucher, âgé de 36 ans, ancien secrétaire de Bailly.

La pensée qu'il sauvait son fils fut la consolation suprême du chevalier qui, au moment de mourir, manifesta sa joie d'y avoir réussi ! (1)

Cependant et le matin du 8 thermidor, l'assemblée populaire de l'Arsenal, prévenue que le chevalier allait comparaître devant le tri-

1. Loizerolles figure sur la Liste générale des condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire sous le numéro 2.577.

bunal révolutionnaire, avait pris un arrêté pour le réclamer. Ses rédacteurs l'avaient motivé en rappelant que le citoyen Loizerolles avait constamment éclairé les pauvres par ses lumières et s'était même signalé envers eux par beaucoup d'actes de bienfaisance. Cet effort pour le sauver se trouva annulé par la promptitude apportée dans l'exécution du jugement. Un seul jour de répit et le chevalier échappait ! Le 9, en effet, le tribunal révolutionnaire condamnait encore et de nouvelles victimes périrent ; mais le 10, Robespierre, mis, dès la veille, hors la loi par la Convention, montait ou plutôt était porté sur l'échafaud de la place de la Révolution.

M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, consacre quelques lignes aux de Loizerolles : « On commettait, écrit-il, les plus étranges erreurs ! Un digne vieillard, Loizerolles, entend prononcer à côté de son nom les prénoms de son fils. Il se garde de réclamer, et il est envoyé à la mort. Quelque temps après le fils est jugé à son tour, et il se trouve qu'il aurait dû ne plus exister, car un individu ayant tous ses noms avait été exécuté, c'était son père. Il n'en périt pas moins ! »

Il y a là, comme on le voit, une erreur de la part de cet historien, ne pouvant du reste suffire à tous les détails de son labeur. Mais ce qu'il écrit à tort de Loizerolles au point de vue de l'*autorité de la chose jugée* méconnue par le tribunal révolutionnaire, il aurait pu le dire à propos de trop nombreux prévenus amnistiés ou jugés précédemment et néanmoins condamnés à mort ensuite à raison des faits objet de l'amnistie ou du jugement de renvoi (Voir Domenget : *Fouquier-Tinville et le tribunal révolutionnaire* — 1878 — pages 247 et suivantes).

Ce ne fut que le 6 fructidor an III (27 octobre 1794) que Loizerolles fils et sa mère furent mis en liberté à la suite de la visite de Bourdon de l'Oise et de Legendre, membres du comité de sûreté générale.

Deux jours après sur le pont de l'Hôtel-Dieu [1] le jeune de Loizerolles lit une affiche où se trouve insérée sa condamnation à la peine de mort ! il l'arrache, la porte à Bernière, membre du comité de législation et obtient copie du dossier.

Si l'intérêt social commandait de reviser le procès du chevalier,

1. Ce pont était dit aussi *le Pont au double* ; il était à côté de l'Hôtel-Dieu et tenait d'un bout à la rue de la Bucherie, vis à vis la rue du Fouarre, et de l'autre à la cour de l'archevêché.

l'intérêt privé de sa famille rendait d'un autre côté cette procédure inévitable, la confiscation des biens se trouvant la conséquence de la condamnation prononcée.

La Convention s'attribuant le droit de révision, qui n'existait plus pour les tribunaux, entendit dans sa séance du 14 pluviôse an III (2 février 1795) le rapport de Ch. Pottier, l'un de ses membres, au nom du comité de législation.

Ce rapport est un document à transcrire ici dans presque tout son entier :

« Loizerolles fils, âgé de vingt-deux ans, fut compris dans une liste de prévenus de conspiration dans l'intérieur de la maison d'arrêt. Il se trouva au nombre de ceux contre lesquels il fut porté le 6 thermidor un acte d'accusation et qui, par suite, devaient être traduits au tribunal révolutionnaire.

» On assure que Loizerolles père, qui en fut instruit, trompant la vigilance de ceux qui étaient chargés de cette opération, se substitua à son fils.

» Loizerolles père, traduit le lendemain 8 thermidor au tribunal, y fut compris dans la liste des condamnés à mort et exécuté le même jour.

» Des copies officielles et figurées du procès ont été mises sous les yeux du comité de législation. On a vu que l'acte d'accusation du 6 thermidor a été dirigé contre Loizerolles fils ; on y lit : François-Simon Loizerolles fils, âgé de vingt-deux ans. Cette dénomination existe encore sur la minute et n'a éprouvé aucun changement, aucune altération. Il en résulte que c'est Loizerolles fils qui était accusé et qui devait être mis en jugement.

» En deuxième lieu, dans l'acte contenant la déclaration des jurés, on remarque à l'article V les mêmes dénominations que dans l'acte d'accusation : François-Simon Loizerolles fils. âgé de vingt-deux ans. On a effacé le mot François pour y substituer le mot Jean ; le mot fils s'y trouve également rayé et remplacé par celui de père, et les chiffres 22 sont surchargés de ceux 61 ; on y a ajouté ces mots : ancien lieutenant-général *du régiment* de l'Arsenal, ex-noble.

» Loizerolles père avait été lieutenant-général du bailliage de l'Arsenal.

» Cette déclaration, lorsqu'il la fit, fut sans doute mal entendue, et par suite mal rendue.

» En troisième lieu, dans l'expédition figurée du jugement, on

voit dans la récapitulation des noms portés en l'acte d'accusation celui de Jean-Simon Loizerolles père ; ensuite, dans la transcription de l'acte d'accusation, en tête de ce jugement, on lit à l'article V : François-Simon Loizerolles fils, âgé de vingt-deux ans ; on y a seulement effacé le mot François, pour y substituer celui de Jean. Les autres expressions de Loizerolles fils, âgé de vingt-deux ans, y sont restées en entier. Dans le restant de l'acte, on y trouve la dénomination de Jean-Simon Loizerolles.

» Voilà ce qui résulte de l'examen des pièces.

» Le comité a dû ne consulter que les principes.

» Nul ne pourra être traduit au tribunal sans un acte d'accusation.

» Il n'y a point de jugement légal là où il n'y a point d'acte d'accusation.

» La confiscation ne peut être que la suite d'une condamnation légale.

» Par conséquent où il n'y a point de condamnation légale il ne peut y avoir de confiscation.

» Ici c'est Loizerolles fils qui avait été accusé, c'est Loizerolles père qui avait été mis en jugement et condamné : l'illégalité de la condamnation est palpable ».

A la séance même du 14 pluviôse an III (5 février 1795) et sur la proposition du rapporteur, la Convention rendit le décret suivant :

« Considérant, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la pétition de la citoyenne Marteau, veuve Loizerolles, et du citoyen François Loizerolles fils, renvoyée par la commission des revenus nationaux, tendante à obtenir la mainlevée pure et simple des scellés posés après l'exécution de Jean-Simon Loizerolles père ;

» Considérant que l'accusation du 6 thermidor est portée contre François Loizerolles fils, âgé de vingt-deux ans ; que dans la déclaration des jurés se trouvent les mêmes dénominations ; qu'on y a substitué les mots *Jean* au lieu de *François*, PÈRE au lieu de FILS, et surchargé les chiffres 22, pour y mettre les chiffres 61 ; qu'on y a ajouté ces mots : ancien lieutenant-général du régiment de l'Arsenal ;

» Considérant que dans la transcription de l'acte d'accusation, en tête du jugement du 8 thermidor, on trouve seulement le mot Jean, substitué à celui de François ; qu'on y a laissé les mots fils, âgé de vingt-deux ans ; qu'ensuite, dans le vu des pièces et dans la pronon-

ciation du jugement, se trouvent les mots Jean-Simon Loizerolles ;

» Considérant que l'acte d'accusation a été porté contre Loizerolles fils, alors détenu dans la maison d'arrêt dite Lazare, et depuis mis en liberté ; qu'il n'y a aucun acte d'accusation porté contre Loizerolles père ; qu'il ne pouvait, par conséquent, être mis en jugement ; qu'il n'a été compris sur la liste des condamnés que par une substitution de nom infiniment coupable, et qui fait disparaître à son égard toute apparence de formes légales, la Convention décrète ce qui suit :

» Le jugement du tribunal révolutionnaire, du 8 thermidor, est réputé non avenu contre Jean-Simon Loizerolles ; il n'y a lieu à la confiscation des biens dépendants de sa succession ; les scellés et séquestres qui pourraient avoir été mis seront levés sur-le-champ partout où besoin sera.

» Le présent décret ne sera pas imprimé ; il en sera envoyé un exemplaire manuscrit à la commission des revenus nationaux » (1).

La condamnation du chevalier de Loizerolles devait être et fut l'un des points discutés au procès de Fouquier-Tinville. Arrêté en thermidor an II, l'ancien accusateur public du tribunal révolutionnaire avait vu commencer son procès et celui de trente co-prévenus le 23 frimaire an III. Suspendue quelque temps, l'instruction fut reprise le 8 germinal pour avoir en floréal sur la place de Grève, avec l'exécution capitale de Fouquier-Tinville et de quinze autres condamnés, son dénoûment légal. Au nombre de ses co-accusés figurait notamment Foucault, juge au tribunal révolutionnaire (Coffinhal avait été exécuté avec Robespierre). L'un des chefs d'accusation était que Barbier, ex-substitut, Foucault, ex-juge, avaient signé un jugement du 8 thermidor, qui condamnait le père pour le fils, quoique le nom de ce dernier fût énoncé dans l'acte d'accusation et même dans le jugement et que la seule présence du père, âgé de plus de 60 ans, dut assez mettre à portée les spectateurs de connaître qu'il était plus âgé que son fils, qui n'avait que 22 ans d'après les pièces du procès.

Loizerolles fils fut entendu comme témoin. Dans le cours de sa déposition et parlant de son père, amené à la barre quoique non accusé, il prononça ces paroles : « Je demande pourquoi l'accusateur

1. M. Jules Bonnet, avocat à la cour d'appel de Paris, a traité l'affaire Loizerolles. Voir sa Notice des procès criminels revisés depuis François Ier jusqu'à nos jours avec des notes explicatives ; nouvelle édition, Paris 1869.

public ne le fit pas retirer des débats ?... En m'assassinant comme complice de conspirations imaginaires, l'apparence des formes n'aurait point été violée ; mais elle l'a été d'une manière bien criminelle à son égard, puisqu'il n'y a contre lui ni acte d'accusation ni question aux jurés ! »

Dans un mémoire prétendu justificatif, Fouquier-Tinville, avant les débats publics, avait fourni le 6 germinal an III ses explications.

« C'est Loizerolles père, disait-il, qui a été dénoncé comme ayant trempé dans la conspiration de Lazare ; ce fait est prouvé par la dénonciation. Mais comme depuis l'odieuse loi du 22 prairial il n'y avait plus d'interrogatoire secret pour se procurer les prénoms et qualités des prévenus traduits au tribunal, il fallait envoyer dans les différentes maisons d'arrêt où ils étaient, et celui qui a été à Lazare pour prendre les prénoms n'a pas eu l'attention de demander s'il y avait plusieurs Loizerolles à Lazare ; il a pris les prénoms, âge et qualités du fils qui s'est présenté au lieu du père, quoique sa note porte bien Loizerolles père. Les prénoms, âge et qualités ont été remplis par le secrétaire du parquet tels qu'ils ont été rapportés. Voilà l'erreur qui n'aurait pu avoir lieu dans tout autre cas que celui d'une conspiration de prison qui embrassait plusieurs individus. Mais il n'y a pas eu d'erreur quant aux individus : l'huissier était chargé d'extraire Loizerolles père ; aussi l'a-t-il écroué le 7 à la Conciergerie, en notifiant l'acte d'accusation. C'est Loizerolles père qui a été mis en jugement et jugé et condamné. L'identité de la personne a été reconnue dans l'audience ; on s'est aperçu que l'âge, les prénoms, les qualités énoncés dans l'acte d'accusation n'étaient pas les siens ; on a inscrit son âge, ses prénoms et qualités. Mais par l'insouciance coupable du président Coffinhal, qui tenait l'audience, et la négligence répréhensible du commis-greffier, il paraît qu'il y a eu des surcharges sur la minute du jugement et sur les questions, et que le renvoi n'a pas été paraphé. Cette omission et ce délit, s'ils existent véritablement, sont un fait personnel au président Coffinhal et au commis-greffier chargé de l'audience, et non au substitut de l'accusateur public, qui ne signe jamais les minutes des jugements et n'en peut être responsable à aucun titre. En ce moment même, quoique la minute du jugement constate que c'est le père Loizerolles qui a été condamné, le jugement imprimé paraît avoir condamné Loizerolles fils, ce qui est évidemment une erreur et une faute d'impression.

» Il résulte de ces éclaircissements précis et positifs qu'il n'y

a jamais eu aucun dévouement de la part de Loizerolles père pour son fils, qui n'a jamais été dénoncé, à ma connaissance, et qu'il n'y a eu aucune erreur ni substitution du père Loizerolles pour le fils ».

Mais il fut établi que le registre d'entrée de Fouquier-Tinville mentionnait réellement, sous le numéro 3175, non pas Loizerolles père, mais Loizerolles fils (voir DOMENGET, *Fouquier-Tinville et le tribunal révolutionnaire*) — 1878 — page 386), et lors des débats public Fouquier-Tinville finit par déclarer ce qui suit : « C'était le fils Loizerolles qui était traduit en jugement ; après la loi du 22 prairial on ne fit plus d'interrogatoires, on envoyait seulement dans les prisons des individus ou des huissiers qui étaient chargés de prendre les noms des détenus et de les amener au tribunal. Celui qui est allé à Lazare a pris le père pour le fils. *Mon substitut*, je crois que c'était Liendon, *aurait dû mettre le père hors des débats* ». C'était un tardif hommage à la vérité et à la justice.

Quand le décret impérial du 14 décembre 1810 eut rétabli l'Ordre des avocats, supprimé le 2 septembre 1790, le souvenir du chevalier de Loizerolles se retrouva au palais, et dans son discours de rentrée, au mois de novembre 1812, le bâtonnier Lacroix-Frainville, parlant des confrères perdus pour le barreau, se plut à rappeler Aved de Loizerolles, « ce tendre et généreux père dont le dévouement héroïque mérite de consacrer son nom à la postérité ». Enfin dans son tableau (que grava Jazet) de Louis XVI, recevant le duc d'Enghien au séjour des bienheureux, tableau dédié au comte d'Artois, le peintre Rœhn n'oublia pas de placer parmi les personnages dont la fin tragique a aidé à composer sous la Restauration la légende des victimes de la Révolution, le chevalier de Loizerolles, lequel figure entre M. de Nicolaï et Lavoisier.

Mais le domaine de l'histoire est plein de polémiques. Tandis que la plupart des écrivains ayant parlé de cet épisode des temps révolutionnaires, — et notamment François Pagès (*Histoire secrète de la Révolution française*), Delille (*Poème de la pitié*), l'abbé Feller (*Dictionnaire historique*), l'abbé de Montgaillard (*Histoire de France*), Thiers (*Histoire de la Révolution française*), Henri de Latouche, et encore Michelet (*Histoire de la Révolution française*), — glorifient ce père de s'être empressé de mourir pour laisser vivre son fils, il s'est trouvé, pour lui contester son dévouement et son sacrifice volontaire, un historien considérable, M. Louis Blanc !

« Qui n'a lu (écrit-il dans son *Histoire de la Révolution française*,

livre XII, chapitre IV, intitulé *la Terreur à son apogée*) dans une foule de livres, et vu retracée dans un des tableaux historiques de la Révolution, la touchante scène de Loizerolles se présentant à la place de son fils et mourant pour le sauver! Ici encore le roman a été substitué à l'histoire. Les faits tels qu'ils se passèrent réellement sont ceux-ci. Parmi les détenus de la prison de Saint-Lazare, figuraient Jean Loizerolles, vieillard de soixante-un ans, et François, son fils, âgé de vingt-deux ans seulement. Le vieillard avait encouru l'inimitié de l'administrateur Gagnant : il fut dénoncé par ce dernier, mis sur la liste de ceux qu'attendait le tribunal révolutionnaire, et transféré de la prison Saint-Lazare à la Conciergerie. Mais il advint que l'huissier chargé d'aller prendre à Saint-Lazare les prénoms, âge et qualités du père, n'ayant point demandé s'il y avait plusieurs Loizerolles, prit les prénoms, âge et qualités du fils, lesquels se trouvèrent en conséquence portés sur l'acte d'accusation, lequel fut signifié à Loizerolles père après son entrée à la Conciergerie. Il s'aperçut de l'erreur commise, et craignant sans doute, s'il la faisait remarquer, d'appeler l'attention sur son fils, resté à Saint-Lazare, il eut la présence d'esprit de se taire. Mais en cela seul consista son dévouement paternel ; son fils n'avait pas été dénoncé, tandis que lui l'avait été, et il ne pouvait, par suite, ignorer que la victime désignée, c'était lui-même. Il n'y avait donc pas lieu, pour lui, de se sacrifier à son fils, et, en réalité, l'affreux malentendu dont on fait tant de bruit n'exista pas, car à l'audience, Coffinhal, averti de l'erreur commise par l'huissier qui était allé à Saint-Lazare, la rectifia, séance tenante, en rétablissant sur la minute le mot Jean à la place du mot François, le mot père à la place du mot fils, et le chiffre 61 à la place du chiffre 22. En résumé, c'était Loizerolles père qui avait été dénoncé, c'était lui qu'on voulait frapper et ce fut lui que les juges, après avoir constaté son identité, condamnèrent. Il n'y eut donc point, en ce cas, substitution de personnes et la rectification à cet égard était d'autant plus nécessaire qu'il n'est pas de fait dont les ennemis de la Révolution aient tiré meilleur parti dans leurs efforts pour la rendre odieuse : témoin le contraste présenté en ces termes par un narrateur intéressé, que citent par complaisance, page 265, les éditeurs du tableau historique de la maison Lazare : Quel atroce assassinat ! quel sublime sacrifice !

» La vérité ne sanctionne ni l'un ni l'autre terme de ce rapprochement, où la vengeance de l'esprit de parti perce à travers le culte

de l'héroïsme ; et si nos lecteurs regrettent d'avoir un acte touchant de moins à admirer dans les annales du dévouement, leur regret sera tempéré par la satisfaction d'avoir une atrocité de moins à maudire dans les annales de la fureur ».

En écrivant ces lignes, M. Louis Blanc a oublié ou méconnu l'acte de justice nécessaire à la Convention revisant le procès, et il a réédité purement et simplement la première version de Fouquier-Tinville, sans tenir compte de son dernier aveu : en se passionnant, l'historien a fait tort au juriste et enlevé toute autorité à sa prétendue rectification.

De son côté, l'auteur du *Grand Dictionnaire universel du dix-neuvième siècle*, Pierre Larousse, a, dans les articles consacrés au chevalier et à son fils François-Simon, voulu, lui aussi, avoir raison de la légende de l'amour paternel que M. Berriat Saint-Prix, dit-il, a essayé de raviver dans son livre de la *Justice révolutionnaire*, sans rapporter aucun fait nouveau à l'appui. A cet effet Pierre Larousse rappelle qu'un écrivain tout à fait hostile aux hommes de la Révolution, M. Campardon (*Histoire du tribunal révolutionnaire*, tome 2, pages 117 et suivantes), après un examen approfondi des dossiers et de toutes les pièces, déclare loyalement que les assertions de Fouquier-Tinville sont exactes. Il ajoute que M. Campardon a trouvé notamment aux archives la dénonciation des moutons, Charles Jeaubert, Robert et Leymandi ; que cette dénonciation qui motiva la mise en accusation commence ainsi : « Loizerolles père n'a pas cessé de lancer des sarcasmes contre la Convention et les patriotes qu'il qualifiait d'hommes de sang, etc., etc ». Puis il s'attache à démontrer que c'était bien Loizerolles père qu'on entendait traduire comme accusé, *qu'il n'y eut pas de faux commis par Coffinhal*, que ce dernier opéra une *correction indispensable*, que *Loizerolles fils n'avait jamais été en cause*, qu'il *n'y eut pas de substitution de personne*, et que le *père ne put avoir la noble illusion qu'il mourait pour son fils*. A l'appui de ces allégations, Pierre Larousse observe que c'était si bien le père qui avait été condamné, que ses biens et non ceux du fils furent confisqués et que le décret de la Convention qui annula cette confiscation fut *une concession à laquelle* on ne peut qu'applaudir au point de vue de l'humanité et de la philanthropie, mais dont la réaction tira grand parti.

Nous avons cru que, quoique erronés, les aperçus du compilateur

Pierre Larousse avaient ici leur place, ne serait-ce que pour recevoir de tout ce qui précède une réfutation nécessaire.

Avant M. Louis Blanc, MM. Alboize et Maquet avaient déjà écrit que le tribunal révolutionnaire avait frappé la victime réellement visée et que le chevalier de Loizerolles n'avait pu sur ce point se faire illusion, mais ils s'étaient empressés d'ajouter qu'il n'en restait pas moins *certain* que le père crut fermement se dévouer à la mort à la place de son fils. En semblant vouloir dans une certaine mesure disculper, malgré le droit et la raison, le tribunal révolutionnaire, au moins laissaient-ils intact le généreux sacrifice conçu et accompli par le chevalier.

En définitive, parce que Michaud a commis une erreur dans laquelle du reste était avant lui bien involontairement tombé le conventionnel Pottier, lui-même, erreur dont certains historiens ont abusé, et qui semble remonter à l'avocat Réal, devenu depuis comte de l'Empire, ce n'est pas une raison, sous prétexte de la rectifier, d'être injuste envers le chevalier et de lui disputer son titre de gloire.

Le rapport des moutons trouvé par M Campardon ne change rien à la situation personnelle du chevalier recevant comme étant le sien un acte d'accusation libellé contre son fils ; le chevalier en ignorait l'existence comme il ignorait la dénonciation qu'avait pu faire Gagnant. Dans son esprit, son fils, arrêté en même temps que lui comme suspect, pouvait à ce titre être traduit un jour quelconque devant le tribunal ; rien ne lui révélait que c'était lui, le chevalier, que l'accusateur public entendait faire juger ; à ses yeux l'accusation notamment d'avoir conspiré dans la prison n'avait à son égard, pas plus qu'à celui de son fils, aucun fondement spécial ; n'eût-il pas été jurisconsulte que, comme homme, il devait se dire que s'il parvenait à se laisser condamner sous les noms de son fils, ce dernier ne pourrait pas être mis en accusation, puisqu'un jugement aurait déjà condamné une personne portant ses noms. Toutes ces réflexions, le chevalier les a faites ; elles se présentaient d'elles-mêmes à son esprit et elles furent la réalité de ce drame accompli dans le for intérieur, tout en cœur et en pensée.

Sur la liste qui servit à faire l'appel des accusés, se trouve sous le numéro 15 le nom de Loizerolles fils, et nulle part ailleurs celui de Loizerolles père. C'est l'observation que précise Henri Wallon dans son *Histoire du tribunal de Paris avec le Journal de ses actes* (1880-1881).

Loizerolles se trouva être l'une des 1315 victimes qui furent immolées à la barrière du Trône, dite alors la barrière renversée, en moins de sept semaines du 26 prairial an II (14 juin 1794) au 9 thermidor (22 juillet).

Enfouis et dissimulés dans un coin de terre n'ayant pas trente pieds carrés d'étendue, le long des murs du jardin qui appartenait (près du village de Pic-Pus aujourd'hui absorbé par le faubourg St-Antoine) aux religieuses chanoinesses de Saint-Augustin, leurs dépouilles mortelles ont fini par reposer dans un cimetière, le coin de terre dont il s'agit ayant été religieusement approprié. C'est le cimetière fermé de Pic-Pus, près duquel fut élevée en 1817 une chapelle par les soins des Salm Kirbourg, en mémoire de Frédéric rhingrave (*rheingraf* : comte du Rhin) de Salm Kirbourg, mort à 48 ans sur l'échafaud de la place du Trône le 23 janvier 1794 (4 pluviôse an II). Tous les ans une messe est dite pour le repos des âmes des morts qui dorment dans le cimetière du couvent de Pic-Pus, après la quinzaine de Pâques.

Sur les tablettes de marbre posées dans la chapelle, le chevalier de Loizerolles est inscrit chronologiquement sous le numéro 1204. Son nom se trouve mêlé à ceux de Sombreuil et de son fils, de Lavoisier, du duc et de la duchesse de Mouchy née Louise d'Arpajon, de Linguet, de la maréchale et de la duchesse de Biron, du prince de Broglie, ancien membre de la Constituante, de la maréchale de Noailles née de Cossé-Brissac, de la duchesse d'Ayen, sa fille, et de la vicomtesse de Noailles, sa petite-fille, du vicomte de Beauharnais, père du prince Eugène, de Roucher et d'André Chénier.

Nous terminerons cette étude par quelques documents concernant les deux fils du chevalier de Loizerolles.

§ 3.

Charles-Jean Aved de Loizerolles, né en 1770. Il servit d'abord dans la compagnie écossaise des gardes du roi Louis XVI, et dut faire sous les ordres des princes émigrés la campagne de 1791 et 1792. La suite des événements le fit rester hors de France.

Lors de la prise de Magdebourg par Ney, après la bataille d'Iéna (10 novembre 1806), il ne dut la vie qu'à la justice du maréchal.

A ceux qui demandaient qu'il fût passé par les armes avec d'autres émigrés, Ney répondit qu'à Magdebourg il ne connaissait que des Prussiens !

Le retour de Louis XVIII en France lui rouvrit l'entrée de la patrie. Capitaine d'infanterie et chevalier de Saint-Louis et de Saint-Jean de Jérusalem, il fut nommé juge de paix du canton de La Chapelle-la-Reine près Fontainebleau, le 28 avril 1817. Au souvenir de ses habitudes et de ses anciens grades militaires, M. de Loizerolles manifestait volontiers sa surprise à l'occasion de ses nouvelles et pacifiques fonctions.

Il n'en jouit pas longtemps, car il décéda le 26 mars 1813, âgé de 49 ans. Ce jour même M. Hemelot, procureur du roi à Fontainebleau, en reçut la nouvelle et s'empressa d'inviter le maire de La Chapelle-la-Reine, qui se trouvait être M. Testot-Ferry, baron de l'Empire, chevalier de Saint-Louis, premier aide de camp du duc de Raguse et colonel de cavalerie (1), à lui faire conjointement avec l'un des suppléants de la justice de paix et le greffier, un rapport détaillé sur les causes d'une mort si subite.

Du rapport que dressèrent M. le baron Testot-Ferry et M. Langlois, médecin et en même temps suppléant, il résulta que M. de Loizerolles, après de longues et vives douleurs, avait succombé aux suites d'une violente indigestion.

Il fut enterré dans le cimetière de la paroisse de La Chapelle-la-Reine.

§ 4

François-Simon Aved de Loizerolles, son frère cadet, né en 1772, habitait avec leur mère en 1818 rue de Buffon n° 13. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, lui aussi avait servi pendant les années 1791 et 1792 sous les ordres des princes émigrés. Revenu à Paris au mois d'août 1793, il avait, sans avoir pu l'obtenir, sollicité un passe-port et avait été arrêté comme suspect en même temps que son père.

Il s'intitulait avocat, professeur de langue anglaise, de langue latine, de géographie, d'histoire et de littérature. Il fut même directeur d'une maison d'éducation, rue des Morts, faubourg St-Martin.

1. C'est lui qui, lorsque la révolution était devenue menaçante pour la famille royale, avait été chargé de conduire les tantes du roi à Turin.

Nous connaissons de lui les ouvrages suivants :

Vers élégiaques sur les arbres funèbres plantés autour du tombeau du naturaliste Valmont de Bomare (auteur du dictionnaire d'histoire naturelle, mort en 1807) ;

Le printemps, poème, 2 éditions (1811 et 1812) ;

Le roi de Rome, poème allégorique, imité de la 4e églogue de Virgile (1811) ;

La mort de Loizerolles, ou le triomphe de l'amour paternel, poème en 3 chants (1813) ;

Captivité de St Louis II et son martyre, contenant les journées des 5 et 6 octobre 1789, des 20 juin et 10 août 1792, élégie par le chevalier de Loizerolles, ancien chevau-léger de la garde du roi (1817) ;

La vie et la mort de Monseigneur le duc de Berry, poème élégiaque (1821) ;

Le baptême de Sa Majesté Henri Charles Ferdinand Marie Dieudonné d'Artois, duc de Bordeaux (1822) ;

L'Espagne délivrée, poème (1823) ;

Les funérailles de Louis XVIII à l'abbaye St-Denis (1824) ;

Le sacre et le couronnement de Sa Majesté Charles X (1825) ;

La mort de Loizerolles, poème ; nouvelle édition, augmentée d'une notice sur sa vie et de son portrait, suivie de la messe des morts à Pic-Pus et d'un recueil d'élégies (1828).

Cette nouvelle édition, qui n'a qu'un chant, n'a de commun avec celle de 1813 que le titre, le sujet étant traité d'une nouvelle manière. Elle est dédiée à l'un des trois défenseurs de Louis XVI, le comte de Sèze, premier président de la cour de cassation.

Dans la première édition, Loizerolles fils glorifie Napoléon d'avoir clos l'ère révolutionnaire ; dans la seconde il lui était impossible de ne pas se montrer personnellement heureux du retour des Bourbons, qu'avait servis son père.

Les élégies au nombre de neuf publiées à la suite du poème ont été inspirées à de Loizerolles par la mort prématurée d'Auguste, son tout jeune fils.

Lui-même est décédé à Paris en 1845. Il avait passé son enfance à Saintry, où les Loizerolles, depuis le peintre portraitiste, avaient une maison de campagne. Dans sa première édition il en parle avec amour :

Je crois le voir encor ce bois dont le silence
Favorisait les jeux de mon heureuse enfance.

O charmante retraite ! ô champêtre Saintri !
Tu m'offrais la douceur de ton paisible abri.
O mon frère ! à ces lieux que tu prêtais de charmes !
Là nos jours confondus s'écoulaient sans alarmes.
Dans ces bois fortunés, arrondis en berceaux,
Nous croissions tous les deux...
...Mon père, entraîné par le plus tendre amour,
De nous, de nos progrès s'occupait chaque jour.

Cette maison des Loizerolles a appartenu à Madame Goujet (voir Histoire seigneuriale, civile et paroissiale de Saintry par Emile Creuzet, page 9, la note) et est habitée aujourd'hui par Madame veuve Dollois.

Alphonse Boulé.

LA FÊTE A LA RAISON A CORBEIL

1793

—

Nous donnons ci-après un curieux compte-rendu d'une fête révolutionnaire qui eut lieu à Corbeil le 30 Novembre 1793, la Fête à la Raison et l'inauguration des bustes de Le Pelletier et de Marat, qualifiés alors de Martyrs de la liberté.

Ces fêtes eurent lieu un peu partout, avec plus ou moins d'éclat, mais peu de villes en ont gardé le souvenir. A Corbeil, le récit de la cérémonie fut gracieusement imprimé par le citoyen Didot, mais il est probable qu'il ne fut tiré qu'à fort peu d'exemplaires, car je n'en connais qu'un seul et ne l'ai jamais vu passer en vente. Peut-être le trouverait-on à la Bibliothèque Nationale, mais en tous cas, on peut affirmer qu'il est très rare ; c'est pourquoi nous croyons bien faire en l'insérant dans notre bulletin.

Cette « Fête à la Raison » avait lieu sous les auspices de la Société populaire de Corbeil, qui a joué dans notre ville, pendant la période révolutionnaire, un rôle absolument prépondérant. Cette Société menait tout, dirigeait tout ; les pouvoirs publics s'effaçaient devant elle, et l'histoire de la Révolution à Corbeil, sur laquelle les registres municipaux donnent fort peu de détails, serait plus intéressante et surtout bien plus complète, si nous avions les registres de la Société populaire ; mais celle-ci était dirigée par des hommes en vue et animés de passions violentes, et quand la tempête fut passée, ils rentrèrent dans le rang et s'efforcèrent, par tous les moyens, de faire oublier le rôle qu'ils avaient joué au milieu des troubles de la Révolution et, pour arriver à ce but, ils détruisirent les registres et les papiers qui étaient devenus compromettants pour eux. C'est ce qui explique que le petit livret de la Fête à la Raison soit devenu si rare et si introuvable. Le Président de la Société populaire de Corbeil était alors M. Tournant, dont le fils a été notaire, puis juge de paix de Corbeil pendant de longues années ; il a signé le compte-rendu de cette fête, c'était une raison de plus pour qu'il le fît disparaître.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que ce petit retour vers le passé sera lu avec intérêt et que la Fête à la Raison, dont nous avons respecté les termes et même l'orthographe, sera désormais à l'abri de la perte et de l'oubli. — A. D.

COMPTE-RENDU

DE LA FÊTE A LA RAISON ET DE L'INAUGURATION DES BUSTES DES MARTYRS DE LA LIBERTÉ

Célébrée par la société populaire de Corbeil-sur-Seine, le 10 du troisième mois de l'an deuxième de la République Françoise, une et indivisible (30 Novembre 1793).

Le dix frimaire, la société populaire de Corbeil ayant concouru de tout son pouvoir à l'anéantissement du fanatisme, voulant en montrer sa joie, et rendre son respectueux hommage à la Raison ; désirant célébrer sa fête, et solemnellement faire l'inauguration des bustes des martyrs de la liberté, elle s'étoit empressée de prier un vrai Montagnard, un fidèle défenseur de la Liberté, alors en mission à la fabrication des assignats à Essonnes, le citoyen Giraud, Représentant du Peuple, et le Citoyen Niel, Commissaire national au même lieu, qui est également connu par son civisme et les lumières qu'il a propagées, pour partager l'enthousiasme civique de tous les Citoyens.

La Société populaire, ne s'occupant aussi que du soin d'embraser tous les cœurs du feu sacré de la Raison, de la liberté et de l'égalité, avoit cru devoir inviter les 86 Communes du District de Corbeil, à députer dans leur sein plusieurs Citoyens, pour venir fraterniser avec elle, et concourir aux grâces qu'elle rendroit à la Nature, à la Raison, de tous leurs Bienfaits, et au bonheur qu'elle goûtoit.

Tous les vœux de la Société ont été remplis ; le Représentant du peuple, le Commissaire national, toutes les communes, toutes les Autorités constituées ont accouru se joindre à elle pour célébrer la

fête qu'elle avoit préparée avec autant d'ardeur que de plaisir. Dès la veille, une salve d'artillerie annonça le jour mémorable où les Républicains de Corbeil, et le Représentant, le Commissaire national, et les Députés des Communes, devoient tous ensemble rendre hommage à la divinité de la Nature et à la Philosophie. Le même jour 9, la société tenant sa Séance, le Citoyen Desmarets, membre de cette société, ayant demandé la parole, a prononcé le discours suivant qui a été souvent interrompu par des applaudissements, et par les cris chéris et universels de

Vive la République ! Vive la Montagne !

Citoyens,

« Assemblés pour célébrer la mémoire du plus ferme soutien de la liberté et de l'égalité, rappelons-nous ce qu'il a fait et ce qu'il fut.

Marat, incorruptible ami du Peuple, consacra sa vie au soin de l'éclairer, le défendre et l'avertir des complots qu'on tramoit contre sa liberté. Les plus ténébreuses machinations n'échappoient point à son œil pénétrant. Combien de fois fit-il pâlir le Tyran sur son trône en publiant les plus secrettes conspirations ? Le Despotisme alarmé voulut acheter son silence : des monceaux d'or lui furent offerts : Marat ne se contenta pas de les mépriser, il dévoila avec un nouveau courage les intrigues de ceux qui avoient tenté de le séduire. Alors les terreurs d'une Cour perfide redoublent ; le traître La Fayette, digne ministre de ses fureurs, poursuit Marat ; le lâche déploie l'appareil formidable d'un siège pour investir sa maison ; mais les mesures, les efforts du scélérat échouent devant le génie du grand homme ; Marat échappe aux recherches de son méprisable ennemi.

Jusques-là il avoit sacrifié sa fortune et son repos aux Précieux intérêts du Peuple : il fait plus, il sacrifie sa liberté, en descendant dans des souterrains où le soleil ne pénétra jamais ; et là, livré tout entier au soin de sauver sa Patrie, ses brulants écrits s'élancent du sein de la terre, comme les foudres d'un volcan ; mais par un double effet, en même temps qu'ils échauffent, élèvent et fortifient l'âme des Patriotes, l'aristocratie en est pulvérisée.

Enfin les Tyrans font un affreux et dernier effort pour nous asservir ; des milliers d'assassins se rendent par des détours au palais infernal, où les instruments meurtriers sont déposés en secret ; la

trahison nous y attire, et la mort nous y attend ; mais le saint enthousiasme dont Marat a rempli tous les cœurs, nous fait surmonter les dangers.

Le fer, le feu, des tourbillons de fumée, des monceaux de cadavres, n'arrêtent point nos pas ; c'est en les traversant, que nous pénétrons dans l'antre du crime et que nous y exterminons les monstres qui s'étoient livrés à la barbare joie de nous exterminer.

Les traîtres, les esclaves qui échappent au fer vengeur des Patriotes, se cachent ; la Liberté triomphe, le Despote est dans les fers.

O ! jour à jamais mémorable ! Marat sort des entrailles de la terre ; le Peuple, ivre de joie, bénit son ami, son défenseur, et le place au nombre des Juges du Tyran.

Arrivé dans le Sénat auguste, l'infatigable ami du Peuple, ne se borne pas aux pénibles travaux que son poste exige ; le jour, il s'y livre sans réserve ; mais son amour pour la liberté lui donne la force de surmonter la Nature, qui a consacré la nuit au repos ; il éloigne le sommeil de sa paupière, pour continuer l'occupation la plus chère à son cœur ; et sans relâche, il combat le fanatisme, dévoile, poursuit les conspirateurs et les traîtres : aucuns n'échappent à la finesse de sa pénétration ; en effet, elle étoit telle, que dans un siècle moins éclairé, on l'eût proclamé Prophète.

Cependant, du sein de la Convention, s'élève une faction impie, qui forme des projets liberticides ; l'ami du peuple les pénètre ; les conspirateurs effrayés se disent : *Perdons Marat, si nous ne voulons pas qu'il nous perde.*

Aussitôt ils invoquent la calomnie ; cette fille de l'Enfer les abreuve de ses plus noirs poisons, et leurs bouches impures les distillent avec autant d'art que leurs venins se communiquent avec la rapidité de l'éclair ; Mille voix prononcent anathème sur la tête de Marat ; mais Marat conserve au milieu de l'orage cette sécurité qui n'appartient qu'à la vertu.

Alors ses ennemis déconcertés cherchent dans les preuves mêmes de son plus ardent patriotisme, les preuves de ses prétendus crimes ; et après avoir interprété, commenté, envenimé une de ses phrases, ils demandent à grands cris un décret *d'accusation* contre lui. Ses amis épouvantés, répondent que *s'il est prouvé que l'écrit existe, il n'est pas encore prouvé que l'ami du Peuple en soit l'Auteur.* Marat, interpellé, voit la profondeur de l'abime que la haine a creusé sous ses pas, mais dans son âme honnête, l'excès du danger ne justifie

point la dissimulation : *Jamais*, dit-il, *le mensonge ne profana mes lèvres ; quel que soit le crime que mes ennemis veulent trouver dans cet écrit, je le déclare, il est de moi.*

A ces mots, les scélérats qui veulent sa tête poussents des hurlements épouvantables. Qui auroit pu voir sans effroi cette lutte horrible du crime et de la vertu ! On demande l'appel nominal ; la crainte et l'espérance enchaînent la respiration des spectateurs ; on compte les voix ; silence !... Marat est déclaré pur ; la majorité n'est pas corrompue. La rage des traîtres est au comble ; mais leur affreux projet, pour être échoué, n'est point abandonné ; ils prennent des mesures plus perfides et plus sûres. Après avoir éloigné, par différens moyens, les vrais Républicains du sein de la Convention, ils s'y rendent tous ; alors le crime l'emporte : Marat est décrété d'accusation.

Le Peuple, tremblant pour son ami, se porte en foule au palais de la Justice ; le redoutable Tribunal s'assemble ; on voit les spectateurs, la bouche entr'ouverte et le front glacé, attendre dans un morne silence l'arrêt que Thémis va porter.

Citoyens, calmez vos craintes ! la vérité paroit, le mensonge fuit ; écoutons : c'est la voix sonore de l'équité qui se fait entendre ; elle prononce : Marat est innocent. Mille cris d'alégresse font retentir les airs ; le peuple se presse, entoure son ami, l'élève dans ses bras, et le porte en triomphe au sein du Sénat. Là, Marat couvert d'applaudissemens, va reprendre au midi de la Montagne la place que la Gloire lui a marqué.

Qui pourroit peindre le trouble, la confusion, la rage frémissante des conspirateurs ? Ah ! le contentement, la joie vive et pure, l'ivresse des Républicains, peuvent seuls les égaler. Mais, cette faction criminelle ne perd pas encore l'horrible espérance qu'elle a conçue de donner des fers à sa Patrie ; ses trames, ses complots, forment un dédale où l'on se perd dans des milliers de routes inconnues ; mais tremblez, scélérats ! Marat en a saisi le fil ; son œil perçant vous y suit, et votre supplice s'apprête. Déjà ils le pressentent, le craignent ; l'idée de Marat les effraie : sans cesse, il se présente à leur imagination troublée, armé de la preuve de leur trahison. Pour se délivrer des tourmens que ce nom redoutable leur fait éprouver, il faut que Marat périsse ; il le faut, et sa mort est jurée. *Mais quels bras employer ? Qui pourra consommer un si grand crime ?*

C'est au fond d'un Département, où leurs infernales machinations

avoient déjà porté la révolte, qu'ils vont chercher l'instrument propre à servir leur fureur; et c'est avec l'arme dangereuse et pénible de la persuasion qu'ils font passer dans la tête échauffée d'une femme leur sanguinaire projet. Séduite, égarée par leur funeste éloquence, l'Ami, le défenseur du Peuple tombera sous ses coups; elle en fait l'exécrable serment.

Arrête, implacable Furie! dans quel sang précieux vas-tu tremper tes mains cruelles?

La barbare, la perfide, se fraye le chemin qui doit le conduire au crime. O comble de noirceur! c'est en intéressant le cœur qu'elle va percer, qu'elle arrive à lui. *Je suis malheureuse*, écrit-elle à Marat; *vous êtes le refuge des infortunés, ne refusez pas de m'entendre.*

Marat cherchoit dans les eaux salutaires d'un bain à rafraîchir son sang brulé par le travail et les veilles, quand il reçoit ce fatal billet. *Elle est malheureuse*, dit-il. *Ah! qu'elle vienne, je la consolerai.*

Elle entre; la candeur est sur son front, mais l'enfer est dans son âme. Sa victime est sans défense, elle la contemple d'un œil satisfait, lui parle des révoltés du Calvados, de leurs progrès, feint d'en être alarmée; et pendant que Marat cherche à la tranquilliser, elle mesure le coup affreux qu'elle a juré de ne pas manquer.

Le monstre! elle le tient son horrible serment, et d'une main forcenée elle perce le sein à notre ami, à notre véritable ami, qui s'écrie: Je me meurs! On accourt, il est mort.

Marat est mort! ce cri lugubre se prolonge, et couvre Paris de deuil: les conspirateurs jouissent, tandis que, la douleur dans l'âme, le front consterné et les yeux humides, le Peuple accompagne le char funèbre qui porte dans la nuit du tombeau les restes précieux de son ami.

Enfin, Marat redescend dans son souterrain; sa cendre y repose; les honneurs du Panthéon l'attendent et sa mémoire est vengée.

Mais, citoyens, Marat ne nous est pas ravi tout entier, puisqu'il nous laisse un grand exemple à suivre, et ses vertus à imiter. Marat aima, idolâtra sa Patrie; il combattit sans relâche pour la cause de la liberté, de l'égalité; il fut juste, désintéressé, sobre, laborieux; son nom portoit la terreur dans le cœur des méchans en même temps qu'il faisoit l'espérance des bons.

Citoyens, le temps n'est plus où l'erreur et la superstition tenoient lieu de vertus: cette fille du Mensonge avoit détruit les mœurs, elle est détruite à son tour; et les mœurs vont renaître. Marat, du séjour

des âmes pures, jouit de cet heureux changement ; il pouvoit seul nous rendre de vrais Républicains.

Jurons donc tous par lui, par Le Pelletier, par leurs mânes révérés, d'aimer la Patrie, de défendre la liberté, l'égalité ; de chérir, de pratiquer la vertu ; de fuir, de détester le vice ; et mériter par là le plus désirable des biens, celui d'une conscience pure et d'une âme vraiment républicaine ».

L'Assemblée fait le serment et l'Orateur reprend :

« L'ombre de Marat, celle de Le Pelletier, sont au milieu de nous ; elles ont reçu notre serment ».

Vive la République !

Après cet Eloge funèbre, le citoyen Desmarets à chanté, en l'honneur de Marat, les couplets qui suivent :

AIR : *Charmante Gabrielle.*

En cette auguste fête,
François, signalez-vous.
Du fond de sa retraite,
Marat vient parmi nous ;
Que son brûlant génie
Porte en nos cœurs
L'amour de la Patrie
Et ses ardeurs.

Marat incorruptible,
Fut toujours vertueux ;
Et son âme sensible
Vouloit qu'on fut heureux ;
Il avait pour Déesse
La Liberté
Et pour toute richesse
L'Egalité.

Il ébranla le Trône
Du fond de son caveau.
Minerve sa patronne
Dirigeoit son cerveau.
Aussi craint que la foudre
Il a cent fois
Pensé réduire en poudre
Sceptres et Rois.

Traitres, brigands, perfides ;
Vous poignardez Marat,
Et vos bras parricides
Sont pour l'assassinat.
Ah ! tous les Patriotes
Le vengeront
Oui, les vrais sans-culottes
En jureront.

Au temple de Memoire
Son nom sera gravé
Par l'honneur et la gloire
Il sera conservé.
On lira ce distique
« L'heureux Marat
Mort pour la République
Toujours vivra ».

La Société a vivement applaudi à l'Eloge funèbre et aux Couplets, et en a ordonné l'impression.

Le dix, jour de la Fête, douze coups de canons, tirés dès six heures du matin, indiquèrent que nous étions arrivés à l'heureuse époque où le Peuple François étoit véritablement libre.

A neuf heures, le Représentant du Peuple, le Commissaire national et le Président de la Société furent conduits à la place de la Halle par Divers Citoyens, ayant à leur tête une musique guerrière. Là, un peuple innombrable se rangea sur deux lignes ; les hommes et les femmes de tous les pays étoient indistinctement, se tenant sous le bras comme de bons amis et de bons frères ; au milieu d'eux on vit arriver un groupe de blessés ; la Déesse de la Guerre, représentée par une citoyenne grande, belle, vertueuse, décorée des attributs de la guerre, portée en triomphe par quatre militaires, entourée de quarante guerriers, et derrière un trophée d'armes.

Ensuite, à douze pas, quatre femmes portoient un grand vase, et deux à côté y répandoient de l'encens à chaque pose.

Six pas plus loin étoit une femme aimable et patriote, représentant la Liberté, portée par quatre citoyens ; sous les pieds de la Liberté, on remarquoit des sceptres, des couronnes brisées, et différens attributs qui annonçoient la superstition terrassée ; de chaque cotés étoient des Vestales.

Douze pas après, on voyoit les bustes de Marat, Le Pelletier,

Brutus et Rousseau, portés chacun par quatre Vestales, et entourés de plusieurs autres.

Au milieu de ces bustes, étoit un vieillard portant les Tables de la Loi.

Après étoient les jeunes enfants, au milieu desquels quatre portoient, sur un autel antique, quatre couronnes civiques.

Plus loin, venoit une charrue sur laquelle étoit un vieillard, ayant sur la tête une couronne d'épis et de feuilles de chêne ; des deux cotés huit Seyeurs, avec une faucille à la main et une poignée de blé, et derrière étoit un groupe d'Agriculteurs.

Le tout étoit précédé de la musique, et immédiatement, du Représentant du Peuple, du Commissaire national et du Président de la Société populaire.

Dix coups de canons ont indiqué l'ouverture de la marche. Dans cet ordre, tout a marché avec une règle admirable, dans toutes les rues de Corbeil ; et de suite, on s'est rendu au champ de l'union, ou étoit élevé l'autel de la Liberté. La Guerre et la Liberté, telles qu'elles étoient accompagnées dans la marche, se sont placées sur deux façades de l'autel; sur les quatre coins ont été posés les bustes; au milieu et sur les plus hauts degrés étoient le Représentant du Peuple, le Commissaire national, et le Président de la Société. Jusqu'à ce moment, tout le Peuple avoit chanté des Hymnes patriotiques ; son âme sembloit prendre une nouvelle vie: alors Tournant, Président de la Société populaire, demande la parole ; un grand silence se fit, et tout le monde entendit et partagea de bon cœur ses sentiments ; des applaudissements et mille cris de « Vive la République » ont couronné son discours. Il étoit ainsi conçu :

Citoyens :

Elle est donc enfin arrivée, l'époque mémorable du triomphe du Peuple !

Citoyens, prenez-y garde ! Ce n'est que depuis quelques jours que vous êtes véritablement libres, car, celui-la étoit encore esclave, qui ployoit le col sous le joug honteux de la superstition ; et naguères le prestige et le mensonge exerçoient une partie de leur empire. Lorsqu'en 1789, nous secouâmes les fers qui nous flétrissoient depuis tant de siècles, nous crûmes les avoirs brisés ; et pourtant, nous n'avions fait que les changer de place, nous les avions soulevés des

endroits qu'ils nous avoient meurtris, pour les laisser retomber ailleurs.

La Bastille s'écroule avec fracas ; mais le trône, mille fois plus hideux que les Bastilles, le trône, père et créateur des Bastilles, restoit sur pied ; et à l'ombre de cette machine infernale, inventée pour le malheur, le désespoir et la perte des Nations, se formoit, de toutes les ligues, la plus funeste pour notre liberté.

Le monstre qu'on appeloit Roi, les Vampires qu'on appeloit agents du gouvernement, les imposteurs qu'on appeloit Prêtres, les lâches qu'on appeloit Nobles, les riches égoïstes, les faux savans mêmes ; toutes ces hordes ambitieuses, avares, orgueilleuses, tyranniques, travailloient de concert à river de nouveau nos chaînes ; et cette conjuration étoit d'autant plus dangereuse, qu'elle se composoit naturellement d'une foule d'intérêts particuliers, tous également opposés à l'intérêt commun du Peuple.

Le dix août, vît tomber le trône, et avec lui, l'imbécile Tyran qui l'occupoit. Cet ouvrage sublime et dont la mémoire passera aux siècles les plus reculés, fut celui des Sans-culottes ; alors seulement nos chaines se rompirent et tombèrent véritablement.

Mais l'autel, élevé à l'inintelligible et absurde révélation par les mains intéressées de l'imposture, l'autel, complice éternel des crimes et des forfaits du trône, subsistoit et sembloit braver la vérité à la honte de la Raison. Le sacerdoce, tout dégoûtant du sang de tant de victimes innocentes et infortunées, sacrifiées à sa haine ou à sa cupidité, avoit besoin du despotisme pour prolonger et soutenir son existence. Tôt ou tard, il nous eût ramenés sous la tyranie d'un Despote ; et la liberté n'eut été que précaire et incertaine, si le culte superstitieux et ses Prêtres fanatiques avoient continué de subsister.

Le Génie du Peuple François, armé du flambeau de la Raison, porta enfin ses regards étincelans sur cette idole, jadis si terrible, et, d'une main hardie, il la renversa dans la poussière. Sa chute étonnante et presque inconcevable découvrit sa fragilité et son néant ; et les hommes libres, étonnés eux-mêmes de leur propre ouvrage, furent honteux et confus d'avoir si longtemps craint et redouté un fantôme vain et ridicule.

Elle est donc enfin véritablement conquise, cette Liberté sainte, puisque le trône du despotisme et l'autel religieux de l'imposture sont également renversés et anéantis !

Fille de la Nature ! Liberté bienfaisante ! tu n'as plus d'ennemis

parmi nous, et toi seule désormais recevras nos hommages. C'est pour toi que ce Romain immortel brava la puissance odieuse des Rois, et qu'il fit couler le sang de ses propres enfants.

C'est pour toi qu'un autre Romain du même nom plongea un poignard dans le sein de son père.

C'est à toi que ce Philosophe sensible consacra ses veilles ; c'est pour toi qu'il souffrit une longue et douloureuse persécution et qu'il déposa, dans un ouvrage à jamais célèbre, les titres qui ont enfin rendu à l'homme l'exercice de ses droits.

O Brutus ! O Rousseau ! vous fûtes, toi, l'artisan de la Liberté de Rome, toi, le Précurseur de la Liberté des François.

Et vous, Marat et Pelletier, votre sang a coulé aussi pour la Liberté. Vous en fûtes les héros et les martyrs ; vous êtes morts pour faire vivre le Peuple ; *vous donnâtes enfin votre dernier soupir pour vos frères et vos amis ; de votre tombeau, recevez nos larmes, ce sont les tributs de nos cœurs.* Mânes de Marat et de Pelletier, soyez témoins du triomphe que la Raison vient de remporter sur les préjugés religieux qui nous ont si longtemps fasciné les yeux.

Oui, le Peuple François ne reconnaîtra jamais que lui seul pour souverain ; il n'aura d'autre divinité que la Nature, et d'autre culte que celui de la Liberté, de la Vérité de l'Egalité et de la Raison.

Le Citoyen Giraud, Représentant, qui remarquoit dans tous les yeux, dans tous les gestes, l'enthousiasme général, annonce qu'il va parler; aussitôt il règne un profond silence : on l'écoute, tous les esprits sont électrisés, et cent fois on crie à l'unanimité : Vive la Montagne ! Çà va ! Et vive à toujours la Raison ! son discours étoit en ces termes :

Citoyens,

« Les honneurs que chaque Commune de la République s'empresse de rendre à la mémoire de Le Pelletier et de Marat, sont une preuve non équivoque qu'ils en sont dignes ; et leurs bustes placés à côté de ceux de Brutus et de Jean-Jacques, nous disent qu'ils ont marché sur les traces de ces grands hommes.

Brutus poignarda un Dictateur; le Pelletier condamna un Tyran ; Rousseau, aussi grand que la Nature, dans ses Ouvrages où respire l'air de la liberté et le sentiment de l'humanité, s'y peint sur chaque

page ; Marat, par ses écrits philosophiques, ramena l'homme à sa dignité ; Marat fut l'ami du peuple.

Le Pelletier apporta en naissant une tache originelle, celle d'être né d'une caste privilégiée ; mais il l'effaça bientôt par le nombre de ses vertus. Aussi bienfaisant qu'il étoit opulent, il ne se servit de sa fortune que pour soulager la misère ; de ses talens, que pour défendre l'opprimé ; de ses perfections, que pour en faire pratiquer l'exemple : sans ambition, il jouissoit de la considération de ses égaux, et tous les hommes l'estimoient. Marat, dans ses écrits, paroissoit quelquefois sortir des bornes du juste, mais ceux qui lui ont fait ce reproche, étoient bien loin de le connoître. Né avec un caractère pétulant, il vouloit que le feu qui l'embrasoit dévorât tous les cœurs, et nous devons peut-être à son enthousiasme la hauteur de notre révolution ; son génie perçant lui découvroit l'avenir, et lui indiquoit le lieu où il devoit s'arrêter. Il avoit pris naissance dans une République : mais les bornes étroites de son pays ne pouvoient contenir ses grands principes ; il chercha à les propager sur un continent plus vaste ; il passa en Angleterre. Là, il vit des hommes avares et cruels. Le sordide intérêt conduit l'esprit de la Nation ; les Ministres, jaloux de leur autorité et de leurs rapines, pour se maintenir en place, agrandissent la puissance de leur maître aux dépens de celle du Peuple. C'est en cachant ses chaînes, qu'ils disent au Peuple, vous êtes libres. Marat, voulut faire disparoître l'illusion, il voulut éclairer les Anglois ; mais les Ministres, qui sentirent que leur pouvoir alloit s'evanouir auprès de cette masse de lumières, semèrent sous ses pas les dangers et les persécutions ; le Peuple même, dans son aveuglement, contribua à s'avilir encore.

Marat indigné, abandonna cette contrée ingrate, et dirigea ses pas vers le sol le plus fortuné de l'Europe ; il vint en France, il crut ce pays digne de posséder le trésor de la Liberté ; il s'imagina que c'étoit là le terme de sa mission.

Pendant les premières années, il commença d'abord par étudier les mœurs de ses habitans ; il découvrit beaucoup de génie et quelque légèreté ; il comprit qu'il ne seroit pas difficile de fixer le Français et d'agrandir sa raison. L'entreprise ne l'étonna pas et l'espoir du succès sembloit lui en offrir la certitude. Longtemps avant la Révolution, il prépara donc la France à la recevoir ; dans ses écrits, par gradation, il découvroit à l'homme son origine, et, lui offrant la perspective de son bonheur, il parvint à le conduire au but. L'instant

étoit favorable ; l'heure de la Liberté approchoit, et Marat sonne l'heure de la Liberté. Ce son effraya le Tyran, les Aristocrates ambitieux, les Prêtres fanatiques, et pour la première fois, ils pâlirent ; le premier vit son trône renversé, les autres leurs pouvoirs anéantis, la superstition détruite. Quels moyens n'employa-t-on pas pour corrompre cette âme incorruptible ! Amitié perfide des grands, tu lui offris des places, des trésors ! Marat méprisa ton or et tes caresses. Ne pouvant le séduire, tu cherches à l'intimider : trois mille assassins sont à sa poursuite ; et c'est La Fayette, qu'il avoit eu le courage de dénoncer dans les plus beaux jours de sa gloire, de la crédulité du Peuple, qui veut que Marat soit la première victime immolée à sa perfidie. Marat, pour se dérober aux poignards des assassins, est réduit à s'enfoncer dans un souterrain. Des amis lui restoient encore, ils alimentoient sa pénible existence, tandis que du fond de son caveau, chaque jour sortoit une feuille périodique qui éclairoit le Peuple. Enfin, le traître La Fayette se démasque, fuit, et Marat reparoît ; cette apparition console ses amis ; elle fut un astre nouveau pour la République, un coup de foudre contre le despotisme, lorsqu'une main perfide vient l'éteindre pour jamais.

Vous rappellerai-je ses derniers momens ? Il les employa à tendre des secours à son assassin. Cette Furie savoit que le plus sûr moyen de se faire introduire auprès de Marat, étoit de l'intéresser par son infortune ; elle feignit d'être malheureuse, pour devenir plus criminelle.

Mais, par combien d'épreuves a-t-il passé avant de terminer sa carrière ? Haï par les méchans, persécuté par le fanatisme, accusé par une faction, il eut à descendre tous les degrés de l'humiliation. Ce défenseur des droits du Peuple parut devant un Tribunal impartial ; là, l'innocent prit la place du coupable ; mais Marat accusé, fut le dénonciateur de ceux qui l'avoient calomnié. Que ce jour fut beau pour toi, où ton âme paroissant tout entière aux yeux de tes Juges, tu revins, rayonnant de ta propre Gloire, reprendre ta place sur la Montagne, suivi par cinquante mille Républicains ! Je semblois partager ton triomphe ; tu vins t'asseoir auprès de moi.

C'étoit du haut de cette Montagne que son génie prenoit son essor et planoit sur toute la République ; son œil vigilant suivoit les traces de la malveillance et les pas de l'infortuné : d'une main il tenoit la foudre toujours prête à frapper les Tyrans ; de l'autre, il distribuoit des bienfaits. Tant de surveillance, tant de vertus, auroient

dû le dérober aux fureurs des ses ennemis ; mais la vengeance n'écoute point le remords, et le crime est aveugle.

Citoyens, Marat et Le Pelletier ne sont plus ; mais leur mémoire sera éternelle : la mort n'ensevelit pour toujours dans le même sépulcre que les dépouilles de l'esclave et du Tyran ; tandis que ceux qui ont bien servi leur Patrie, passeront à l'immortalité.

Les fêtes civiques célébrées à leur réputation, resteront dans le souvenir de nos enfans, et ceux-ci les transmettront à la postérité.

Vous avez voulu célébrer la vôtre par un concours réuni de députations des différentes Communes de ce District : vous y avez appelé un Représentant du Peuple, il s'est montré jaloux de répondre à votre invitation : il est au milieu de vous et partage votre alégresse ; il partage encore votre sensibilité à la vue des blessures de ces deux martyrs de la Liberté ; leur plaies sont autant de bouches éloquentes qui nous instruisent de nos devoirs, et le sang qu'ils ont versé, fertilisant le sol de la Liberté, enfantera des héros.

Citoyens soldats, les ombres sanglantes de Le Pelletier et de Marat appellent la vengeance, ne différez pas ; partout des sons guerriers se font entendre ; la voix de la Patrie appelle ses enfants ; elle met votre courage en réquisition, et sa voix parle plus puissamment à vos cœurs que celle de la Nature. Parent, ami, voisin tout est dans la Patrie ; le Berger même oublie son chalumeau, sa houlette se change en pique meurtrière, et l'écho ne répète plus que ce refrein : Aux Armes ! Citoyens ! Hâtez vos pas, la course la plus rapide ne pourra encore prévenir vos désirs ; craignez d'arriver trop tard pour cueillir des lauriers ; joignez-vous à vos frères d'armes, associez-vous à leurs dangers comme à leur gloire ; c'est en présence de l'ennemi que la Renommée jettera sur tous un œil attentif ; c'est de là qu'elle publiera les louanges, ou la honte ; c'est là qu'elle ramassera les feuilles de notre révolution pour en composer son livre éternel. Que votre nom se trouve donc inscrit sur la page qu'on aimera à relire ; que son burin y trace vos actions, qu'elles servent de modèle à la postérité. De nombreux bataillons offrent à l'Europe étonnée les ressources de la Nation ; ils s'agitent, ils roulent leur masse énorme ; le despotisme en sera écrasé : il ne reste qu'un dernier coup de massue à porter pour exterminer les monstres, et vos bras en seront le levier formidable ; conduits par le courage et la vengeance, le coup n'en sera que plus assuré.

Le Peuple Français est debout contre la tyrannie ; il ne se repo-

sera qu'après l'avoir terrassée, semblable au lion qui a brisé sa chaîne, le charme de la liberté qu'il s'est procurée enflamme sa fureur ; il la conserve, et finit par dévorer son oppresseur.

Jeunes Guerriers, la Liberté présente à vos yeux des rayons éternels ; qu'ils conduisent vos pas; qu'ils percent à travers le nuage de l'erreur ; n'imitez pas ces lâches qui ont trahi leur serment ; ils avoient juré de vaincre ou de mourir, ils ont fui, et ils se sont couverts d'infamie. Vous, revenez couverts de gloire : cette noble fierté répandue sur vos traits est déjà l'augure de vos succès.

Tremblez, Tyrans, le Peuple Français est debout ; déjà les tambours sonnent la charge, bientôt ils sonneront votre défaite, de jeunes héros s'ébranlent, ils sont en mouvement, vos trônes vont disparoître, vous avez déjà vécu.

Citoyens soldats, songez à votre gloire, songez que votre mission ne sera terminée qu'après que le dernier de vos ennemis ne sera plus ; alors, vous reviendrez au sein de vos familles, la Renommée vous y aura devancés ; elle y aura publié vos actions ; elle aura appris que c'est dans les champs semés de dangers que vous avez moissonné les lauriers qui ne se flétrissent jamais. Sexe intéressant, vous serez le prix du courage comme vous êtes le modèle des vertus ».

Immédiatement après ce discours, le Représentant et le Commissaire national prirent chacun la main de la Liberté, et la conduisirent aux bustes de Marat et Le Pelletier qu'elle couronna. Après l'avoir remise à sa place, ils donnèrent également la main à la Guerre, qui couronna Brutus et Rousseau ; et pendant ce temps, une musique guerrière et une salve d'artillerie se faisoient entendre.

Jamais il ne sera possible de peindre les transports de joie que le peuple éprouvoit en ce moment ; ses mains, son cœur et sa bouche étoient d'accord pour applaudir ; ses embrassements annonçoient que rien ne pouvoit exprimer son alégresse.

Après ces élans sublimes de sa raison, le cortège reprit sa marche, et alla dans la ci-devant église Notre-Dame, lieu ordinaire des séances de la société populaire ; là furent déposés les quatre bustes couronnés.

De nouveaux discours furent prononcés ; et des chansons patriotiques furent chantées. On y remarqua surtout une chanson chantée par le Citoyen Supersac, Administrateur du Département de Seine-et-Oise.

Elle est conçue en ces termes :

Chanson Patriotique

Quels accens ! Quels transports ! partout la gaîté brille ;
La France est-elle donc une même famille ?
Aux lieux mêmes où les Rois étaloient leur fierté,
On célèbre la Liberté. (*bis*)
Est-ce une illusion ? Suis-je au siècle de Rhée ?
J'entends chanter partout d'une voix assurée :
Nous ne reconnoissons, en détestant les Rois,
Que l'amour des vertus, que l'empire des lois.

Enfans, guerriers, vieillards, épouses, filles, mères,
Le riche citoyen, l'habitant des chaumières,
Tous jurent, réunis par la Fraternité,
De mourir pour la Liberté. (*bis*)
En chassant les Tarquins, Brutus ne vit que Rome :
Pour réformer le monde, instruits par ce grand homme,
Nous ne reconnoissons... etc...

O Spectacle enchanteur ! au nom de la Patrie,
Tout s'anime et reprend une nouvelle vie :
Le vieillard semble encor, par sa vivacité,
Revivre pour la Liberté ;
Et l'enfant, oubliant la faiblesse de l'âge,
S'irrite d'être jeune, et chante avec courage
Nous ne reconnoissons, etc...

Jadis d'un oppresseur, l'injuste tyrannie
Assouvissoit sur nous sa fureur impunie,
Et l'homme vertueux dans sa captivité,
Soupiroit pour la Liberté. (*bis*)
Aujourd'hui l'homme juste a brisé ses entraves :
Les Français indignés de s'être vus esclaves,
Ne reconnoissent plus, etc...

Peuples, qui gémissez sous un joug tyrannique,
Venez voir les Français à la fête civique ;
Comparez vos terreurs à la sécurité
Des enfants de la Liberté ; (*bis*)
Comparez à vos fers ces guirlandes légères
Que porte en s'embrassant tout un peuple de frères ;
Vous ne reconnoîtrez, etc...

Après cette chanson, la Citoyenne Vandet qui avoit part active dans la Fête, s'exprima en ces termes :

Citoyens,

Comme Prêtresse de la Liberté, la Déesse me charge d'être son organe.

La Liberté ne voit dans les Français, devenus Républicains, que des immortels, des égaux, en un mot, des amis. On se doit d'exemple à ses amis, et on leur doit des conseils : la Déesse veut que sa morale soit chantante, et elle vous assure qu'elle n'envoie personne dans l'enfer.

Voici, Citoyens, ce que la Déesse de la Liberté vous adresse ;

AIR : *Des bonnes gens.*

Célebrez la mémoire
De mes zélés defenseurs ;
Que toute votre gloire
Soit de gagner tous les cœurs ;
Le feu du patriotisme
Est le flambeau de la Raison ;
Eloignez le fanatisme
Vous verrez naître l'Union.

Les Citoyens :

Eloignons le fanatisme,
Nous verrons naître l'Union.

Déjà votre Commune
A signalé son ardeur :
La vérité n'est qu'une,
Et va remplacer l'erreur :
Vous pouvez tous la connoître ;
Car ce précepte est certain :
Que le bien ne sçauroit croître
Sans l'amour de son prochain.

Les Citoyens :

Que le bien ne sçauroit croître
Sans l'amour de son prochain.

Jurez, jurez ensemble,
En vous donnant tous la main :
Le cœur seul nous rassemble,
Oui, tout est Républicain.
Vos sermens étant sincères,
Aimez-vous donc à jamais,
Soyez un peuple de frères,
Ne vous divisez jamais.

Les Citoyens :

Soyons un peuple de frères,
Ne nous divisons jamais.

La Liberté, Citoyens, tient son empire de la Raison ; rendre un hommage à la Raison, c'est donc servir la Liberté. Sous l'ancien régime, la Raison étoit esclave ; aussi, vous lui chantiez : *Triste Raison*... etc... Mais aujourd'hui, on peut lui chanter l'inverse. Je vais commencer par lui rendre l'hommage que mon cœur me dictera.

Douce Raison, je suis ton empire ;
Le petit Dieu n'a point séduit mon cœur.
Te voir, t'aimer, le prouver, te le dire,
Sera toujours mon plus parfait bonheur.

A la Citoyenne Brochier, représentant la Déesse Bellone :

Bellone, reçois l'encens des mortels ;
Tu nous peins si bien la divinité !
Va, les Républicains ont des autels
Pour la valeur, l'amitié, la beauté.

Il étoit alors trois heures ; chacun des Membres de la Société prit sous les bras deux des Citoyens des Commune du District, les emmena diner chez lui, et ensuite comme une famille de frères, tous se rendirent dans la ci-devant église Saint Spire, qui étoit bien éclairée. Là, le maire de Corbeil commença à danser, et tout le monde l'imita. Au même moment, toutes les rues étoient illuminées, de sorte que la gaîté et la joie étoient répandues par-tout ; et ce ne fut que vers le lendemain matin que le sommeil put succéder aux danses, aux chants d'alégresse, et aux cris de : *Vive la République ! Vive la Montagne ! Vive la Raison.*

Certifié par le Président de la Société populaire de Corbeil.

TOURNANT.

LA PAROISSE

DE

SAINT-MARTIN D'ÉTAMPES (1)

La paroisse de Saint-Martin est, à ce que l'on croit, la plus ancienne de la ville, antérieure à Etampes-le-Châtel, peut-être même à l'antique prieuré de Saint-Pierre ; elle constituait le bourg d'*Estampes-les-Vieilles*, ou des *Vieilles-Estampes*, comme il est dit dans certains actes, le berceau de notre cité ; nous ne reviendrons pas sur ce qu'en ont dit les historiens locaux, et notamment M. E. Dramard dans sa « Notice historique sur les origines de la ville d'Etampes », notre but est plus modeste ; nous voulons seulement essayer de donner à nos concitoyens, en compulsant les registres paroissiaux, quelques renseignements sur notre histoire, que l'on ne trouve que là.

La paroisse de Saint-Martin, séparée de celle de Saint-Gilles — jadis son annexe — par les rues du Rempart et du Filoir, formait un faubourg à part de l'agglomération, au delà de fortifications importantes, dont la seule issue était la porte de la Barre, ou de Saint-Martin, située à l'entrée de la rue d'Enfer ; d'autres travaux de défense moindres la protégeaient vers la route d'Orléans et des autres côtés. Son territoire, très étendu, comprenant un certain nombre de hameaux ou d'écarts, était borné par les paroisses voisines de Saclas, de Guillerval, de Chalou, de Saint-Hilaire, de Chalo-Saint-Mard, de Boissy-le-Sec et de Brières-les-Scellés.

Un état de division du territoire d'Etampes en sections, dressé à

1. La monographie de la paroisse disparue de Saint-Pierre d'Etampes a été publiée dans le Bulletin de Corbeil et d'Etampes en 1907-8-9.

la date du 19 Février 1791, nous montre exactement quelle était cette étendue à la fin du XVIII[e] siècle, et ce qu'elle est encore.

« 3[e] section dite du *Grippe-Jésus* — limitée au levant par le chemin de Saclas, au nord par celui de Chalo-Saint-Mard, au couchant par celui de L'humery à Bois-Renault et Villesauvage et au midy par les confins de la paroisse de Saclas.

« 4[e], *de L'humery* — limitée au levant par le chemin de L'humery à Bois-Renault et Villesauvage, au nord par celui d'Etampes à Chalo-Saint-Mard, au couchant par le territoire de Chicheny et Chalou-la-Reine et au midy par le territoire de Guillerval.

5° *de Vaujouan* — bornée au levant par le hameau de Charpaux et le faubourg Saint-Martin jusqu'au moulin de Chauffour, au nord par le chemin d'Etampes à Pierrefitte, au couchant par le territoire de Saint-Hilaire, au midy par le chemin d'Etampes à Chalo-Saint-Mard.

6° *de Chandoux* — bornée au levant par le faubourg Saint-Martin depuis le moulin de Chauffour jusqu'à la ruelle dite de Saint-Jean, au nord par le chemin des terres de la Folie, ou Croix de Chandoux, et par la route d'Etampes à Dourdan, au couchant par le territoire de Boissy-le-Sec, et au midy par le chemin d'Etampes à Pierrefitte.

7° *de la Marnière* — bornée au levant par les fossés de la ville, depuis la ruelle dite de Saint-Jean, jusqu'à l'encoignure du mur du rempart du côté de la vallée Colin, et, depuis ladite encoignure, jusqu'à la pointe de Brières, au-dessous de la Marnière ; au nord par les terres de Brières et de Boissy-le-Sec, le territoire de Chesnay situé au couchant borné par celui de Boissy-le-Sec, au midy par le chemin de la Folie et la route d'Etampes à Dourdan ».

La dernière section, qui est la neuvième, comprend le faubourg proprement dit avec les ouches, jardins enclos et non enclos qui en dépendent.

I. — *LES REGISTRES PAROISSIAUX*

Le premier des actes qui ont été conservés est un baptême du 13 avril 1566 ; il faisait suite à d'autres qui ont été perdus, ce qui est regrettable, car les registres de Saint-Martin étaient peut-être aussi anciens que ceux de Notre-Dame qui datent de 1545, et ils auraient pu fournir bien des renseignements encore inédits.

D'avril à juillet 1566, les actes ne portent aucune signature ; plus tard et pendant un certain temps, on n'y voit que celle de l'officiant, c'est presque toujours le vicaire qui fait les baptêmes, rarement le curé. Ces actes sont très brefs, trois ou quatre lignes au plus, sans grand intérêt pendant des années ; l'écriture blanchie est difficile à lire.

Les registres ont été mal entretenus ; des feuillets manquent parfois ou ne sont pas dans l'ordre ; on en voit un de 1570 dans le cahier de 1665, un autre de 1582 dans celui de 1594 ; de plus, beaucoup sont déchirés, ou rongés par les souris (1571 à 1576, 1581, 1582, etc).

Les intitulés diffèrent au gré de l'inspiration du moment du rédacteur. Enfin on ne remarque dans ces registres, aucune observation, aucune de ces réflexions qui donnent tant d'intérêt à ceux de certaines autres paroisses, comme par exemple à Saint-Gilles, pendant la durée des fonctions du curé Nicolas Plisson, fils de l'avocat général, auteur de *la Rapsodie* que nous avons éditée dans les Annales du Gâtinais.

1572. — Le dix-huitième jour de septembre, je mis au greffe du bailliage la coppie des baptesmes cy-dessus escripts... Jacques Lamy, notaire royal à... suyvant la sentence du bailly... des domaines du Roy. Signé : Charpentier, curé.

(Les points marquent les endroits où les rongeurs ont troué le papier).

La sentence du bailli d'Etampes précédait de plus d'un siècle l'ordonnance d'octobre 1691, par laquelle le Roi créa les offices de greffiers conservateurs des registres de baptêmes, mariages et sépultures et prescrivit aux curés et vicaires d'avoir deux livres, *cotés et parafés*, pour inscrire en double tous les actes ; la minute devant rester dans les archives de la paroisse, et la grosse, être remise au greffe de la juridiction. Sage mesure dont l'application eut lieu jusqu'à la Révolution.

1576. — Registre de l'année mil cinq cens soixante et seize des baptesmes quy ont esté faits en ceste dicte année.

1577. — Voicy le commencement des baptesmes pour l'an mil cinq cens septante et sept.

1582. — Registre des baptesmes de l'église parochialle mons^{r} Saint-Martin d'Estampes-les-vieilles, faicts et escripts par Joachim Charpentier, prêtre et curé d'icelle église... comme il appert par les signatures cy apposées concernant les dicts. Faict ce vi^{e} jour de juillet

1582 et moy soubsignez. La table des baptesmes est à la fin du registre. (Cette table manque).

L'an 1584, messire Guy de Vérambroys, pr. chanoine de l'église Sainte-Croix d'Estampes, fust reçu curé de l'église Mons^r Saint-Martin *les Vieilles-Estampes*, le 23^e^ jour de juin, et suivent les baptesmes quy ont esté faicts en son tems.

1585. — Quelques actes sont en latin.

1586. — Il est écrit, en marge d'un baptême : « Extrait délivré à Nicolas Poullin, le 3 octobre 1653 ».

1587. — Ensuyt le registre des baptesmes de l'année.

1597. — Baptistaire commençant en l'an 1597 à 1619. — Registre second des baptesmes faicts en l'église et paroisse mons^r^ Saint-Martin d'Estampes-les vieilles, sous messire Guy de Vérambroys, curé de lad. église, commençant au mois de janvier 1597, tesmoing mon cin cy mis (*sic*).

1601. — Fin des baptesmes de l'année mil six cens un, soubz M. Guy de Vérambroys, curé de la paroisse mons^r^ Saint-Martin d'Estampes-les vieilles.

1611. — Cy commencent les registres des baptesmes quy ont esté faicts, par la Grâce de Dieu, en la présente année, M^re^ Loys Guillet, estant vicaire.

1616. — Le registre relié se termine par un acte du 17 juin ; le relieur l'a indiqué : « Paroisse de Saint-Martin d'Etampes, 1594 à 1596 », tandis qu'il contient les actes de 1594 à juin 1616. Le registre suivant qui a pour titre « 1627 à 1638 », s'ouvre par un baptême du jeudi 3 novembre 1616.

1617. — *In nove ani.* Icy *commence* les baptesmes faicts en 1617, premièrement... (sans date de jour). A la fin du mois de juillet sont inscrits ces mots : *Laus Deo !*

1619. — A la suite des actes de cette année, mais à la date du 1^er^ janvier 1620, on lit : « Je soubsignez Gui de Vérambroys, prestre doyen de la Xtienté et de l'église collégiale de Sainte-Croix, aussy curé de l'église parochialle mons^r^ Saint-Martin-les Vieilles Estampes, certifie que les baptesmes cy dessus ont esté administrez soubz moy, non par moy ».

Le doyenné d'Etampes au XVII^e^ siècle comprenait deux abbayes, une d'hommes (Morigny) et une de filles (Villiers) ; deux chapitres, 77 cures ; plusieurs prieurés simples, chapelles et maladreries (1).

(1) E. Menault.

L'abbé de Morigny pourvoyait à quatre prieurés simples : Saint-Martin des Vieilles-Estampes; Saint-Pierre de Dourdan; Saint-Etienne d'Etréchy et Notre-Dame de La Ferté-Alais; ainsi qu'aux cures de Saint-Germain-lès-Etampes, de Saint-Martin, de Saint-Gilles d'Etampes, d'Etréchy, de La Ferté, de Baulne, de Cerny ; et à d'autres hors du diocèse de Sens.

1620. — Registre des baptêmes faicts par moy Guy de Vérambroys, prestre du diocèse de Chres (Chartres) etc. (ou par nos vicaires commis), commençant le jour mons^r^ Saint-Jean-Baptiste année 1584 jusques à présent 1620 que commence le présent : *Laus Deo Virgini Mariæ et sanctissimo dno Martino patrono nostro.* — En marge : « commençant en l'an 1620, finissant en l'an 1628. *In Noiē Dmi. Amen* ».

1621. — Mémoire des baptesmes faicts en l'an 1621 par moy, messire Eloy Sergent, vicaire de Saint-Martin lez Estampes.

1622. — Baptesmes faicts dans l'année 1622 soubz M. Noel Bauldry, prestre curé de l'église mons^r^ Saint Martin les Vieilles Estampes.

1628. — Le registre finit le dimanche 27 août, suivant une mention du curé Bauldry ; le suivant, dont le 1^er^ feuillet est déchiré, porte en marge : « Nota que les mortuaires depuis 1635 jusqu'à 1639 ne se trouvent point. Baptistaire de 1628 jusques en 1638, et mariages de 1635 à 1639 ».

Jusqu'ici nous n'avons vu que des baptêmes ; les actes de mariages sont inscrits en 1635, mais ceux des sépultures ne le sont qu'en 1652, c'est-à-dire très tard.

1638. — Le cahier des mariages se termine par un acte du samedi 5 juin ; ces actes se continuent dans le registre des baptêmes à partir du 12 du même mois jusqu'au 8 mars 1639. Ils suivent sans interruption à la suite d'un baptême du 28 mars 1638 qui est le seul de son feuillet.

Le relieur a intercalé des cahiers de Saint-Pierre de 1636 à 1653, mariages et sépultures ; ensuite sont des actes de Saint-Martin. « Le registre baptistaire commence en l'année 1638 jusqu'à l'an 1642 ». Le 1^er^ acte est du 9 avril 1638.

1640. — Après les actes de 1639, il est écrit d'une autre main : « il y a deux mois de manque depuis le 25 novembre 1639 jusqu'au 16 février 1640 ».

Les livres des années 1648, 1649 et 1651 sont en très mauvais état ; feuillets déchirés, actes intercalés, etc...

1652. — Registre des mortuaires de l'église par^lle de Saint-Martin, commencé au mois d'octobre 1652, premièrement, le 7 octobre,...

Registre des mariages de l'église Saint-Martin d'Etampes, par M. Simon Leblanc, prestre et curé de la dite église.

On compte 9 décès en octobre, 5 en novembre et 3 en décembre. Les mariages sont nombreux jusqu'à la fin de l'année et dans les premiers mois de 1653, malgré la guerre et la peste.

En 1653, le registre des décès n'a que des actes sans intérêt et il est incomplet, il y en a un de février, un d'octobre et cinq de novembre. Il n'y a pas de baptême du 18 janvier au 14 juillet, ils se suivent ensuite sans interruption jusqu'à la fin de l'année. On trouve cependant, après le cahier de 1660, des mariages et des baptêmes signés « Leblanc » de juin, d'août, d'octobre, de novembre et de décembre 1653.

1654. — Le registre des sépultures porte deux actes en janvier, un en août et un en octobre. On trouve des actes de 1654 à la suite de ceux de la deuxième moitié de 1653 ; trois d'octobre 1663 sont intercalés par le prêtre en janvier 1654.

Il n'y a qu'un seul acte d'inhumation en 1655, celui de Jacques Durandet, sonneur de l'église.

1656. — Aucun mariage. Les actes sont inscrits sans ordre de date, ainsi qu'en 1658, quelques-uns de cette dernière année sont reliés avec ceux de 1649.

1659. — Registre batistaire de l'église parochialle de Saint-Martin les Vieilles-Estampes, faict par moy, curé soussigné, pour l'année 1659, au mois de janvier audict an 1659 — *Guillelmus Fortier, parisiensis rector dictæ Ecclesiæ parochialis.*

1665. — L'encre est blanche et presque effacée ; il en est de même en 1692.

1667. — Les actes de baptême s'arrêtent le 27 juillet et les mariages le 12 novembre, pour reprendre dans un autre registre. Après un acte de sépulture du 30 décembre, est écrit : « nota que la suite est dans le registre des baptêmes jusqu'à l'année 1670 ». Des actes d'inhumation du 18 mars 1670 et du 31 décembre 1673 suivent immédiatement mais d'une autre écriture, avec la signature « Chassecuillier, curé ».

1668. — Après le baptême du 27 juillet 1667 mentionné plus haut et dans un autre cahier, sont les actes de sépulture de 1668 ; « Extraicts des morts dans la paroisse Saint-Martin d'Estampes, depuis

le 1er janvier 1668 jusqu'au 22e jour de novembre 1669 qui ont esté tirez sur les originaux des registres des baptesmes commencés en l'année 1667, et ce pour la plus grande facilité pour les curez mes successeurs.

La note suivante est inscrite en tête du cahier de 1670 : « le commencement de cette année 1670 doit estre mis dans le 23e registre à la page 23, pourtant le 1er acte est du 3 janvier ; — il y a les trois sortes d'actes, mais seulement jusqu'au 23 mars. Voir en l'année 1667, Chassecuillier, curé ; Loys Caillet, vicaire ».

1680. — Registre pour la paroisse de Saint-Martin d'Estampes des baptêmes, enterremens et mariages qui commencent au mois de mars 1680, faictz par moy, Ely Ferry, curé delad. pssse et maistre Pierre Ingouf, mon très digne vicaire ».

1693. — Nombreux décès ; les officiants désignent rarement le lieu de la sépulture. Indépendamment de l'église, la paroisse avait deux cimetières : le cimetière près de l'église et y attenant, cité dès 1672, et le cimetière, commun avec la paroisse de Saint-Gilles, appelé le cimetière de la porte Saint-Martin, ou proche la porte (1661), le cimetière du faubourg (1680), du haut pavé (1703) ; le grand cimetière (1680), etc. Il en reste des vestiges au lieu dit le Vivier.

1709. — Année de froid extrême qui cause beaucoup de décès, surtout parmi les enfants.

1718. — « On a commencé cejourd'huy 22 Février 1718 à escrire sur ces registres, ne nous ayant pas été rendus plus tôt paraphez et signez de M. le Lieutenant-général.

On trouvera sur ceux de l'année précédente 1717, les extraits faits dans les mois de Janvier et de Février jusqu'à ce jour ».

On rencontre assez souvent dans les registres de toutes les paroisses des actes qui, comme le suivant que nous rapportons à titre de curiosité, constituent de véritables recherches de la paternité pour les enfants naturels, le père supposé est inscrit comme tel dans l'acte, malgré ses dénégations, sur le rapport fait au Curé par la sage-femme, ou les voisins.

« Le 14 Janvier 1753, a été présenté au sacrement de baptême, par Madame Julienne Chaudé, un enfant mâle, né vendredy du présent mois qu'elle a dit être des œuvres de Simon Babault, garçon majeur; lequel enfant, j'ay, ptre vicaire de cette paroisse baptisé comme tel, nonobstant opposition faite de la part dudit Babault par Baudet, huissier, attendu que j'y ay été autorisé par une ordonnance rendue

hier, 13, par le Sr de Gomberville, lieutenant général civil et criminel du bailliage d'Etampes. L'enfant a été nommé Gabriel Simon ; le parrain a été Gabriel Chevrier, et la marraine, Antoinette Mizon ».

Dès lors, les actes se suivent régulièrement, nous n'avons rien vu qui mérite d'être signalé jusqu'en 1792, date à laquelle l'autorité civile en prit la rédaction après avoir ainsi arrêté les registres paroissiaux :

« Le présent registre clos et arrêté par nous, maire de la commune d'Etampes soussigné, au désir de notre procès-verbal de ce jourd'huy, 20 Octobre 1792, l'an 1er de la République Française ». Signé : SIBILLON.

Le même cahier sert cependant jusqu'à la fin de l'année.

II. — *CURÉS ET VICAIRES.*

On cite avant l'ouverture des registres paroissiaux :

1° Benedicti Baron, presbyteri ordinis sancti Benedicti, prioris prioratus et parochialis Ecclesiæ sancti Martini de Stampis [1] ; 2° en 1530, Pierre Fougné, curé, censitaire du fief de Saint-Bonnet, à Etampes ; 3° Maître Jean Théret qui fut convoqué à la rédaction des coutumes du Bailliage en 1556, en qualité de curé de Saint-Martin.

Ainsi que nous l'avons vu, les premiers actes datent de 1566, Joachim Charpentier étant alors en fonctions. Il eut pour vicaires :

1566. — J. Douppillières.

1567-1568. — Joachim Bruant, ou Bruyant.

1568-1575-1577. — Claude Hêmes.

1568 à 1580. — Claude Hémery ; ce prêtre est ainsi mentionné en 1588, 1589, 1592. En 1593, il est dit « prestre habitué de la paroisse Saint-Martin ». Parrain en 1604, l'acte l'indique comme étant né dans la paroisse. Il signe encore des actes en 1611.

1575 à 1577. — F. Francvallet.

1575. — Damien Doulcet ; en 1607 « prestre maistre ès Arts en l'Université de Paris » ; en 1612, curé de Saint-Gilles.

1576-1577. — Guyton et Claude Chevallier.

1576. — Louis Guillet, natif de la paroisse Saint-Martin, chanoine de Sainte-Croix. Il est qualifié vicaire jusqu'en 1619.

1. Acte de consécration de l'église de St-Martin, 1526, rapporté par D. B. FLEUREAU, page 8.

1580. — De Laporte.

1582. — Moulin.

1583. — Pierre Feillet, qui ne signe qu'un seul acte.

1584. — Wavet et Langlois, ce dernier jusqu'en 1594.

Hémery, Doulcet, Guillet et Langlois continuèrent donc leurs fonctions sous le nouveau curé, messire Guy de Vérambroys, qui prit possession de la cure le 23 Juin 1584. Il était chanoine de Sainte-Croix. Peut-être était-il originaire d'Etampes ? Une dalle tumulaire conservée jusqu'à nos jours, décrite par M Maxime Legrand dans sa très intéressante notice sur l'*Eglise Saint-Martin d'Etampes et ses Pierres tombales*, nous apprend, en effet, que sa famille habitait la ville et que cette dalle recouvrait les restes de sa mère et de sa sœur, ou de sa tante.

On y lit :

« Cy gysent deffucte Barte Godet vef »
« Feu Jehan de Verrabroys qui tres »
« passa le XXV^{e} jō de Juillet 1587 »
« Leonerd de Verrambroys vefve »
« de feu Claude Soupassart et »
« trespassa le 22^{e} jō de Juin »
« audict an natifves S^{e} Arnou »
« P. P. pō Le^{s} Ames »

Les actes d'inhumation ne commençant que bien plus tard, nous ne connaissons pas ceux de ces personnes.

Autres Vicaires de M. de Vérambroys :

1589. — J. Hertray.

A partir du 7 Août 1592 et en 1593, Lelong.

Le 26 novembre 1597, acte rédigé par Nicolas Quinault, « prestre chapelain de l'église Mons^{r} Saint-Martin ».

1598. — Noël Baudry, « prestre soubz Mons^{r} le curé de cette paroisse » ; en 1601, chanoine de Sainte-Croix. Il est cité jusqu'en 1621, époque à laquelle il succéda à M. de Vérambroys, ainsi que nous le verrons.

1600 à 1602. — Joachim Le Clerc, habitué de Saint-Martin.

On voit aussi dans l'église le monument funéraire très remarquable de ce prêtre. Comme pour le précédent, M. Max Legrand en

a donné la description. On nous saura peut-être gré de copier ici l'épitaphe que notre savant confrère a reproduite dans une brochure :

« Epitaphe de vénérable et discrète personne
Mre Joachim Le Clerc prêtre et chanoine
de Saincte Croix d'Estampes.

SONNET

« Arreste icy tes pas et sache, catholique,
Que la mort sans pitié presse sous ce tombeau
Maistre Joachim Le Clerc prestre qui jouvenceau
Natif de ce lieu ci menoit vie angélique.

« Mais les astres jaloux de cette perle unique
Congnoissant sa bonté et son esprit si beau
Nous ont voulu ravir ce terrestre flambeau
Pour leur servir là haut d'un ornement célique.

« Las à peine avoit-il autour de son menton
Mollement espaddu son jaunissant coton
Que la Parque trancha le filet de sa vie.
Lors pour le voir gisant dans l'oubli du cercueil
Chacun en priant Dieu se lamentoit de dueil
Prie aussi Dieu pour lui, pécheur, je te convie ».

« Requiescat in pace. Amen.

« Deceda le jour St Martin d'esté 1602
Berthelemy Le Clerc et Perinne Le
Bœuf ses père et mère pour l'amitié
qu'ils lui portoient ont fondé en l'église de
céans un obit à son intention qui se doit
. . . . . .

Le reste de l'épitaphe est effacé par l'action du temps.

1611. — J. Cadou. En 1587, un Jehan Cadou est curé de Blandy.

1612. — P. Auziard, curé de Boissy la Rivière en 1625, et de Saint-Cyr en 1644.

1613. — Saillart.

1614-1616-1618-1620. — Witzemier.

1615. — Foucquet, mentionné comme desservant de Pussay en la même année.

1615. — Prangeay, qui était curé de cette même paroisse en 1619.

1617. — J. Hochereau ; en 1656, Jacques Hochereau est curé de Fontaine la Rivière. Peut-être cependant n'est-ce pas le même personnage, les dates étant assez éloignées l'une de l'autre.

1620-1621. — Eloy Sergent.

Louis Baudry, frère, ou parent de Noël, continue ses fonctions jusqu'en 1629.

Mre de Verambroys laisse au registre la note ci-dessous, datée du 6 juin 1619 :

« Je soussigné, doyen de la Xtienté et de l'église collégiale Saincte-Croix d'Estampes, aussy curé en l'église parochialle Monsr St Martin les Vieilles Estampes, certifie à tous ceux qu'il appartiendra, et ce, sur le commandement de Mgr le Reverendissime archevesque de Sens, donné à Sens le 4e jour du mois d'April, l'an 1629, j'ay publié et faict scavoir publiquement au prosne de ma messe paroch. ditte et célébrée par moy susdict Curé, le décret du Concile de Trente concernant la nullité des mariages clandestins, afin que personne s'en print à l'avenir et prétendit cause d'ignorance ; lad. publication faicte à la messe de pisse le dimanche neufviesme jour de Juin 1619. Ce que je certifie estre véritable », etc...

En 1620, les chanoines de Notre-Dame et les habitants d'Etampes ayant résolu de restaurer et d'enrichir la châsse qui contenait les reliques des Saints Can, Cantien et Cantienne, patrons de la Ville, et celles de Saint Jean Chrysostôme, s'adressèrent à l'archevêque de Sens, qui donna pouvoir de l'ouvrir à M. Guy de Vérambroys, curé de Saint-Martin, doyen de la chrétienté d'Etampes. Cette commission est du 1er Juillet. La solennité eut lieu le 30.

« Mardy 1er jour de Juin 1621 et second jour de la Pentecoste, j'ay, Mre Noël Baudry, ptre, commencé à faire les offices et administration des Saints Sacremens en l'église parochialle Monsr St Martin les Vieilles d'Estampes, et ce au moyen de la résignation à moy faicte de la Cure dudict lieu par vénérable et discrette personne messire Guy de Verambroys, aussi ptre, curé de ladicte église, doyen de la Xtienté et de l'église collégiale Saincte-Croix dud. Estampes, lequel a esté curé l'espace de 37 ans en ladicte paroisse.

et m'ayant faict ladicte résignation, est allé demeurer à Rueil-en-Parisis, où il est après curé de. . . Premier baptesme que je fais en mon tems que je suis en charge ».

En marge sont écrits ces mots : « Noel Baudry, *curé de mauvaise foy* ». Cette mention injurieuse, dont nous ignorons les motifs, est bâtonnée, mais de façon à rester très lisible.

Contrairement à l'habitude de ses prédécesseurs, Noel Baudry signe presque tous les actes. Il était aussi chanoine de Sainte-Croix, plus tard chantre de cette collégiale. Il est souvent parrain.

Indépendamment de Louis Baudry, il eut pour vicaires :

En 1622. — Delacroix.

1624 à 1629. — Barthelemy Chossidon, chanoine de Sainte-Croix.

1626-27. — Delange ; B. Lemerle qui passa ensuite à Saint-Pierre.

1627-1628. — Jean Papillon, simple sous-diacre, plus tard, vicaire à Notre-Dame.

1634. — Guillain ; Hémart, prêtre habitué.

1635. — Cantien Legendre et Hanoy, prêtre habitué.

Noel Baudry mourut, ou cessa ses fonctions vers cette époque, car en 1636 et en 1637, Cantien Legendre se qualifie de desservant de la paroisse, plus tard (1639) il dessert le prieuré de Saint-Martin.

A partir du 4 7bre 1636, nous voyons paraître le nouveau curé Louis Nolleau, qui n'en prend pas le titre de suite. En 1639, il a pour vicaire M^tre^ Berthereau qui le remplace en septembre 1640, et qui ne reste pas longtemps. Le 8 décembre de la même année, messire Edme de Bièvre, ancien curé de Méréville, est installé à Saint-Martin qu'il quitte en 1648 pour la dignité de Chantre de Sainte-Croix.

(*A suivre*) CH. FORTEAU.

SOCIÉTÉ

HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL, D'ÉTAMPES ET DU HUREPOIX

PROMENADE ARCHÉOLOGIQUE

DU 26 JUIN 1911

A CHATEAU-LANDON

La promenade annuelle de la Société a offert cette année un intérêt tout particulier ; Château-Landon en était le but principal, avec Nemours et Larchant.

La plupart des excursionnistes, partis de Corbeil, firent le voyage en voitures-automobiles, tandis que leurs collègues, venus de Paris, arrivaient par le chemin de fer et le tramway de Souppes.

Voici la liste complète des convives qui prirent part au déjeuner de Château-Landon :

M. et Mme Maurice Tourneux ; M. et Mme Chambon ; M. Martellière, fils ; M. Ablon, de Paris ; M. Mme et Mlle Humbert, de Brunoy ; M. M. Périn et Mme Boggio, de Morsang-sur-Orge ; M. Martellière père, de Pithiviers ; M. Le Paire, de Lagny ; Mlle Clavier ; M. Creuzet ; M. Cros ; M. et Mme Dameron ; M. et Mme Darnet ; M. Dufour, M. et Mme Geoffroy ; M. Mme et Mlle Gérard ; M. et Mme Haber ; M. Jarry ; M. et Mlle Jozon ; M. M. Paul et Maurice Mainfroy ; M. et Mme Léon Mallet ; M. et Mme Louis Mallet ; M. et Mme Radot, M. Robin, M. Sabron, M. Vignat, de Corbeil ; M. Duclos, d'Essonnes.

Le départ de Corbeil eut lieu par un temps un peu gris, mais agréable, vers huit heures et quart. Jusqu'à Nemours les voitures suivirent la grande route de Paris à Antibes (elle s'appela, dans les jours de gloire, route de Paris à Rome) et traversèrent la forêt de Fontainebleau.

Voici Nemours, la jolie ville ; voici le canal du Loing, le vieil hospice, la grande rue, puis la place de l'Eglise qu'on ne peut voir sans penser à la sortie de la messe, si curieusement décrite par Balzac dans *Ursule Mirouet*.

La ville s'est agrandie, augmentée de jolies constructions, mais autour de la belle église, du château des ducs de Nemours, restauré en 1893, sur les bords du Loing, la ville a conservé son aspect de 1829, l'époque à laquelle le génial écrivain l'a si copieusement décrite dans son admirable et populaire roman.

On visite l'église, le château, avec le musée si intéressant qu'on y a fondé, il y a une dizaine d'années, et qui contient, à côté d'œuvres d'art remarquables, d'importants documents ayant trait à l'histoire de la Ville et de la région.

A dix heures et quart tout le monde se trouve réuni à Château-Landon sur la place du Larry, qui domine, comme un vaste balcon, la vallée du Fusin, avec, vers l'est, la ville haute, suite de constructions plantées sur les anciens remparts, la tour romaine de Saint-Thugal et les hautes tours, les bâtiments massifs de l'abbaye de Saint-Séverin. Le coup d'œil est superbe, on a devant soi la charmante vallée plantée de grands peupliers, avec ses prairies, auxquelles les pluies de ces derniers jours ont conservé les tons les plus frais ; il n'existe sans doute, dans ce beau Gâtinais, un point de vue plus pittoresque et plus riant à la fois, que celui qui s'offre à nos yeux.

On s'arrache avec peine à la contemplation de toutes ces belles choses pour suivre M. l'abbé Préau, curé-doyen de Château-Landon, qui nous fait visiter d'abord les ruines du prieuré de Saint-André, dont il ne reste qu'une tour ruinée, du commencement du XIII^e^ siècle, qui présente cette particularité fort rare, c'est qu'au-dessus d'un porche à l'arc nettement brisé, on voit deux fenêtres romanes.

C'est un curieux spécimen de l'architecture de transition datant évidemment de l'époque à laquelle l'arc ogival faisait déjà une apparition timide.

Toujours groupés autour de M. l'abbé Préau, nous allons visiter

l'église Notre-Dame, au sujet de laquelle notre aimable et savant guide nous donne les renseignements les plus précis, nous faisant admirer en détail chacune des parties de cet édifice commencé, ou plutôt reconstruit, au xe siècle et terminé au xve.

L'église a été, il y a quelque vingt ans, restaurée avec goût, elle constitue à l'heure actuelle un monument curieux et harmonieux, malgré qu'il ait été construit ou réédifié à plusieurs reprises pendant le cours de cinq siècles.

L'intérêt de cette visite approfondie, ne languit pas un seul instant, grâce à la science et au talent de notre guide, auquel les remerciements vinrent de toutes parts, comme les applaudissements saluent la fin d'un beau discours.

A midi, à l'hôtel du Chapeau-Rouge, un modeste, mais réconfortant déjeuner, nous restaurait copieusement.

A la fin de ce repas vivement servi, où la plus franche cordialité ne cessa de régner, M. Cros, vice-président de la Société, a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

Voici que nous faisons notre première excursion depuis que nous avons perdu le charmant collègue auquel j'ai eu le grand honneur de succéder, sans jamais avoir eu la pensée de pouvoir le remplacer. Vous allez sentir une fois de plus quelle perte nous avons faite en la personne de Paul Boucher, en m'entendant à sa place. Il avait le don de l'éloquence et je ne l'ai pas ; il possédait, au plus haut point, les traditions de notre Société qu'il avait fondée avec nos éminents collègues MM. de Courcel et Dufour et il me faudra longtemps pour m'en pénétrer.

Château-Landon nous a été rendu accessible par les automobiles, je remercie donc ceux d'entre vous qui ont mis à notre disposition leurs voitures, nous facilitant un voyage qui eût été long et malaisé par le chemin de fer.

Je remercie les dames qui sont ici pour l'honneur qu'elles nous font, pour le charme qu'elles donnent à notre réunion.

Ce matin, M. l'abbé Préau nous a fait faire la visite complète de son église, sur laquelle il a écrit un livre définitif, le livre d'un savant et d'un homme de goût. Il nous a conduits aussi au prieuré de Saint-André. Il a été pour nous le guide le plus sûr et le plus averti, et tout à l'heure, il nous accompagnera à l'abbaye de Saint-Séverin, que nous ouvre libéralement son aimable directeur M. Germain.

Je les remercie en votre nom.

Ce que vous avez déjà vu, ce que vous allez voir encore, vous laissera, je l'espère, Mesdames et Messieurs, des souvenirs intéressants ; vous penserez, j'en suis

persuadé à l'avance, que cette journée aura été bien employée puisque nous en aurons vécu quelques heures dans une ville curieuse, pittoresque, toute pleine de monuments, de restes du passé, toute chargée d'histoire, si je puis dire.

Il faudrait être historien ou archéologue, je ne suis ni l'un, ni l'autre (je ne suis qu'un médiocre amateur) ou conférencier, et je ne veux pas l'être ici, pour esquisser même à grands traits l'histoire de Château-Landon.

Il s'appelait Vellaudunum quand César le traversa, allant de Sens à Orléans, et le châtia pour sa résistance.

Il fut plus tard, et presqu'en 1404, date de sa réunion au duché de Nemours, la capitale du bas Gâtinais.

Toutes les grandes guerres, toutes les crises de notre histoire y laissèrent une trace douloureuse ou un souvenir glorieux. Ville forte, prise ou défendue victorieusement, elle subit le choc des Sarrazins, des Anglais pendant la guerre de cent ans, des reîtres allemands de Condé et des Ligueurs.

Henri IV, y passant, s'y sentit piqué d'un de ces lardons dont parle le dicton ;

« *Château landon, petite ville de grand renom, personne n'y passe qui n'ait son lardon* ».

Enfin c'est la pierre de ses célèbres carrières qui a servi à construire l'arc de triomphe de l'Étoile.

Philippe I et Louis VI y battirent monnaie ; la peste le ravagea en 1607.

Au milieu de ces événements, la population demeurait brave, tenace et gaie, comme la France.

C'est pour toutes ces raisons qu'une visite ici est particulièrement évocatrice, et que j'y reviens pour la troisième fois avec un plaisir renouvelé.

M. l'abbé Préau vous dira tout à l'heure, en vous faisant visiter la curieuse abbaye, l'histoire de Saint-Séverin et son origine, une église construite en souvenir de la guérison de Clovis par Saint Séverin. La châsse d'argent que Saint Eloi fabriqua de ses mains, pour conserver les restes du saint, la vénération de ces reliques qui fit de Château-Landon un lieu de pélerinage célèbre. Il vous racontait ce matin l'héroïque conduite d'un chantre de 80 ans et d'un diacre de 20 ans qui se laissèrent martyriser plutôt que de révéler l'endroit où la châsse précieuse avait été cachée.

Nous reviendrons par la vallée du Fusin, par cette curieuse ville basse que dominent, comme une sorte de Mont Saint-Michel terrien, les imposantes constructions de l'abbaye, et nous prendrons congé de nos aimables guides en les assurant, encore une fois, de notre vive et sincère gratitude.

Puis nous irons à Nemours où l'église du XVI^e^ siècle, le château restauré il y a une dizaine d'années, dont nous avons parlé plus haut, méritent de retenir encore notre attention.

Enfin ceux qui ne les connaissent pas auront la possibilité en rentrant à Corbeil, de visiter les belles et curieuses ruines de l'église de Larchant.

Notre cher et vénéré secrétaire général m'autorise — j'insiste sur ce mot — car

vous savez tous que rien ne se fait sans son assentiment dans cette Société, dont il fut le père et dont il est devenu l'âme — à vous parler des projets de votre bureau pour les excursions à venir.

Nous avons à Paris un groupe de sociétaires assez nombreux et tout à fait sympathique pour lequel nous devons témoigner de la déférence et de l'empressement. Nous ne saurions mieux le faire qu'en organisant des excursions au départ de Paris et, par exemple à Provins ou à Montfort-l'Amaury. Votre assemblée générale de 1912 voudra sans doute décider quelque chose dans ce sens.

En tout cas souhaitons-nous, pour l'année prochaine, une belle promenade, comme celle d'aujourd'hui (*Vifs applaudissements*).

Et maintenant en route pour la ville haute et pour l'abbaye de Saint-Séverin, toujours conduits par notre bon guide, dont la science inépuisable comme son obligeance, nous fournit, sur chaque maison ancienne, chaque poterne, chaque vestige du passé, les renseignements les plus intéressants.

M. Germain, directeur de l'asile départemental de vieillards, qui occupe aujourd'hui le bâtiment de l'ancienne abbaye de Saint-Séverin, nous reçoit, dans l'établissement qu'il dirige, avec la plus entière bonne grâce et nous fait admirer une organisation parfaite avec tous les perfectionnements de la vie moderne, qu'on s'étonne de trouver entre ces vieux murs.

L'intérêt de cette visite est double, puisque dans un fort curieux monument du XII[e] siècle on trouve, ingénieusement appliquées, les dernières découvertes de la science moderne : électricité, chauffage, buanderie et cuisine à vapeur, et tout cela servant au soulagement de la misère physique de 124 pauvres vieillards hospitalisés.

La propreté est parfaite, les parquets brillent, les cuivres étincellent, on chercherait en vain un grain de poussière.

Dans la cour, on a converti en chapelle un reste du cloître gothique de l'antique abbaye, dont l'église en ruines est visitée en détail, avec les savants et judicieux commentaires de M. l'abbé Préau.

Mais il est trois heures et la journée n'est pas finie, on prend congé de M. Germain, de M. l'abbé Préau, qui ont rendu la visite de Château-Landon si attrayante ; chacun tient à leur exprimer en particulier sa gratitude.

La place du Larry que l'on regagne, en suivant l'unique rue de la Ville-Basse, entend les ronflements des automobiles qui vont nous ramener à Corbeil.

Nous reconduisons à la gare de Souppes les excursionnistes qui rentrent à Paris, et nous retournons à Nemours.

Ceux qui ne les ont pas visitées le matin vont voir les curiosités de la ville, pendant que d'autres prennent le chemin des écoliers, rentrant à Corbeil par la délicieuse vallée du Loing, par Moret, traversant ensuite la forêt de Fontainebleau dans toute sa longueur.

De Nemours un groupe va visiter l'église de Larchant, à moitié détruite par l'incendie de 1568, avec sa magnifique tour dressant en l'air ses murs écrêtés, que les corneilles entourent sans cesse de leur vol circulaire. Ces restes grandioses remplissent le vaste cirque où s'étalent les vieilles maisons, les petites fermes du village, groupées autour de cette imposante et mélancolique ruine.

Et chacun revient au gré de la fantaisie, par Fontainebleau ou par Milly, à Corbeil où tous étaient rentrés à sept heures du soir, heureux d'une journée si bien remplie, féconde en impressions d'art et de beauté.

EVRY-SUR-SEINE [1]

ET LES CHATEAUX DE PETIT-BOURG

ET DE MOUSSEAUX

L'approche de la fête de ce petit village, qui est plutôt celle de la résidence quasi-royale de Petit-Bourg qui l'a sorti depuis longtemps des ténèbres, m'a déterminé, non pas à écrire l'histoire d'Evry, petit noyau d'une commune célèbre dans nos fastes et fort étendue, mais tout au moins, à analyser celle des châteaux de Petit-Bourg et de Mousseaux qui en dépendent et sont contigus.

Disons d'abord que Saint Pierre et son compagnon Saint Paul, tous deux apôtres du Christ et patrons de cette paroisse, amènent chaque année, au retour périodique du 29 juin, une foule joyeuse sous les sombres avenues du magnifique parc de Petit-Bourg, car la journée d'une fête patronale n'est plus rien, c'est la soirée qui maintenant est tout ; cependant, si par un hasard qui ne s'est pas renouvelé l'année dernière, Rossini, le divin Maëstro, l'hôte et l'ami du château, composait, comme en 1833, une messe pour cette solennité, et l'exécutait, aidé de quelques virtuoses, oh ! alors, la foule des dilettanti se grouperait dans le temple ; mais n'y comptons pas. La foule joyeuse dont je parlais tout-à-l'heure, trouve encore sous les ombrages du vaste parc (ouvert à tous venants), de quoi augmenter l'attrait d'une fête champêtre ; aussi, on y accourt des alentours, même de Paris.

Il y a dans l'histoire de ces deux domaines, de Petit-Bourg et de Mousseaux, tant de rapprochements, tant de coïncidences dans les

(1) Cette notice sur Evry-sur-Seine a été trouvée dans les papiers du regretté Docteur Boucher, elle provenait probablement de son grand-père, le Dr Edouard Petit qui fut Maire de Corbeil en 1848. Elle a certainement été écrite vers 1830. Ce petit mémoire manuscrit n'est pas signé et nous l'insérons tel qu'il est parce qu'il concerne deux châteaux historiques, voisins de Corbeil et dont le passé se confond avec le nôtre.

événements dont ils ont été les témoins, qu'il y a nécessité de les lier étroitement. Leurs commencements paraissent avoir eu la même source. Avant le onzième siècle, si ces cantons n'existaient pas déjà comme domaines, au moins, l'un, et c'est Petit-Bourg, était planté d'un mauvais bois, si l'on s'en rapporte à l'abbé Lebeuf, qui fait venir son étymologie de mots gaulois qui voudraient qu'on l'appelât Petit-Bois, se fondant sans doute sur l'historien de Corbeil qui l'a écrit au XVII[e] (1) siècle, Bout-le-Petit, dont on a fait Petit-Bourg par corruption ; l'autre, je veux dire Mousseaux, s'écrivait jadis Montceau, probablement parce qu'il est sur la colline ; ce dernier était un labour.

Evry était connu sous son nom beaucoup plus tôt et, pour le distinguer d'Evry-en-Brie qui n'en est pas fort éloigné, on l'appela Evry-sur-Seine (2). Cette paroisse et son territoire appartenaient alors à l'abbaye de S[t]-Maur des Fossés, la même qui a fourni à la France cette foule de savants Bénédictins, dont le nom est inséparable de notre histoire. Ces Religieux tenaient ce domaine des libéralités du comte de Corbeil, Bouchard I[er] et d'un écuyer, nommé Adam de Champrosay, seigneur d'un hameau voisin. Au treizième siècle, l'abbaye aliéna cette terre à titre d'engagement. C'est à cette époque que les cantons de Petit-Bourg et de Mousseaux furent acquis par des seigneurs et devinrent seigneuriaux, à la charge d'hommages et de redevances envers Saint-Maur. Des métairies y furent créées ou y existaient déjà pour leur exploitation ; ce n'est qu'au seizième siècle, qu'un conseiller au Parlement de Paris, nommé Pierre de Longueil, qui fut empoisonné par les huguenots, vers la fin de 1581, se trouve signalé possesseur de Petit-Bourg ; après lui, vint un Chanoine de la cathédrale de Paris nommé Courtin. « Il y com-« mença une belle maison, dit de la Barre, l'historien de Corbeil, « que fit parachever M. Galland, greffier au conseil, qui y employa « tous les artifices possibles, pour l'enrichir de quantité de sta-« tues, de jardins, de fontaines, cascades et autres ornements, pour « la rendre signalée entre celles de son voisinage ». Ces prodigalités annoncent que ce dernier s'était rendu propriétaire incommutable de Petit-Bourg. De là date la fortune de ce domaine et la suite presque non interrompue de sa splendeur jusqu'à nous.

La Veuve de Galland vendit cette terre, au fameux abbé de La

(1) Les antiquités de Corbeil, par le Prévôt Jean de la Barre, Paris, 1647, in-4°.
(2) Evry est dénommé aujourd'hui Evry-Petit-Bourg.

Rivière, ambitieux personnage qui domina le duc d'Orléans (Gaston) à qui il dut son élévation et sa fortune. Il gouverna ce prince absolument, et lui causa les nombreuses disgrâces qui abreuvèrent ses jours et le firent éloigner de la cour. La Rivière est mort âgé de plus de soixante ans, en 1670, à Montfort-l'Amaury, qui l'avait vu naître.

Je ne sais pas qui eut Petit-Bourg après lui, toujours est-il que ce ne fut que vingt-cinq ans après sa mort, lacune assez longue, il fut acquis par Madame de Montespan. C'est Madame de Coulanges qui me l'apprend (Lettres à Mad^e de Sévigné, Tome X, p. 82, édition in-8° de 1822): « Madame de Montespan avait acheté Petit-Bourg, 40.000 écus, elle le destina après sa mort à son fils, le duc d'Antin ». Si l'on en croit la marquise elle-même (Voyez ses Mémoires, Tome I, chapitre 34, page 192, in-8°, 1829), elle tenait cette admirable retraite des libéralités de Louis XIV. Athénaïs y reçut souvent son royal amant et toute la cour. Ce monarque y vint encore nombre de fois, alors que M. d'Antin, fils légitime de la marquise, en fut possesseur.

Louis XV vint, comme son aïeul, à Petit-Bourg, mais il n'y était pas conduit par les mêmes motifs ; les plaisirs de la chasse le lui firent plusieurs fois désigner comme rendez-vous. On y vit également, dans ce temps-là, le souverain le plus extraordinaire de son siècle ; je veux parler du tzar Pierre I^er, de Russie ; il y était à la fin de mai 1717. Je citerai encore parmi les personnes qui y furent reçues avec magnificence, M. le Duc et M^me la Duchesse du Maine, la célèbre duchesse de Berry, à qui M. d'Antin donna une fête brillante en septembre 1716 et à laquelle assista le régent son père, (Journal de Verdun, page 180). J'ajouterai tout de suite à cette liste le fameux sermonnaire Anselme, qui avait été précepteur de M. le duc d'Antin. Il y passa plusieurs années.

On lit dans la Biographie universelle (Tome 18) : Le duc d'Antin se distingua, dit Voltaire, par un art singulier, non pas de dire des choses flatteuses, mais d'en faire. Louis XIV va coucher à Petit-Bourg ; il y critique une grande allée d'arbres qui cachait la vue de la rivière. Le duc d'Antin la fait abattre pendant la nuit. Le Roi, à son réveil, est étonné de ne plus voir ces arbres. « C'est, répond le duc, parce que votre Majesté les a condamnés qu'elle ne les voit plus ». Le duc d'Antin avait la charge de surintendant des bâtiments de la Couronne. Le Roi, dans un voyage à Fontainebleau,

témoigna le désir qu'on abattît un petit bois. L'ingénieux courtisan en fit scier tous les arbres, et posta derrière des hommes prêts à les abattre au premier signal. Le jour suivant, le roi étant allé se promener de ce côté avec toute la cour, ne manqua pas de répéter combien ce bois lui déplaisait : « Sire, dit le duc, il sera abattu dès que votre Majesté l'aura ordonné. — Vraiment, répondit le Roi, je voudrais déjà bien en être défait ». — Au même moment, partit un coup de sifflet, et on vit tomber la forêt comme par enchantement. Dans sa surprise, la duchesse de Bourgogne s'écria : « Ah ! Mesdames, si le roi avait demandé nos têtes, M. d'Antin les ferait tomber de même ».

L'Assurance fut chargé par M. le duc d'Antin, non pas de restaurer le château, mais d'en construire un nouveau parallèlement au fleuve; celui qu'on détruisit, au contraire, présentait une aile à la Seine. Cet architecte éleva ce palais comme par enchantement. Peu de châteaux offraient, dit-on, plus de magnificence et de goût; soit qu'on en considérât l'immensité ou la richesse.

M. d'Antin, courtisan par trop délié, laissa, à son décès, arrivé à la fin de 1736, sa fortune bien délabrée. Ce ne fut cependant qu'en 1754, dix-huit ans après sa mort, que Madame la Présidente Chauvelin acquit Petit-Bourg, de ses héritiers. Je lis dans le journal de Collé (Septembre 1748) : « A propos de démolition (il s'agit de l'hôtel de Soissons à Paris), celle de Petit-Bourg est affichée, et va se faire incessamment; on vendra aussi les bois ». Tout y était en ruines, et les jardins de Lenôtre étaient livrés à la pâture des troupeaux. C'est dans cet état que l'acheta Madame la Présidente. Elle chargea M. Chevotet de faire revivre ces beautés enfouies ou dégradées par le temps. Cet architecte a élevé, dans de bien moins grandes proportions, le château actuel sur les fondations de l'ancien.

Après Madame de Chauvelin, Petit-Bourg a été possédé par le marquis de Poyanne, colonel des carabiniers. En 1770 ce régiment y fut passé en revue par M. le Dauphin, depuis Louis XVI. Il était accompagné de Marie-Antoinette et d'une suite nombreuse. A ce propriétaire succéda son beau-frère, le marquis de Rays, puis S. A. S. Louis Philippe, duc d'Orléans, aïeul du roi régnant. Il en fit l'acquisition pour Madame la duchesse de Bourbon, sa fille, qui ne le quitta que pour aller dans l'exil. De combien de regrets son départ fut-il l'objet ! la mère du trop malheureux duc d'Enghien,

de l'infortuné dernier Condé avait fondé à Evry un hospice, témoignage bien grand de la bonté de son cœur.

Petit-Bourg, devenu domaine national, fut acquis par les frères Perrin : l'aîné d'entre eux l'eut ensuite seul et le posséda environ trente ans. Ce dernier fut longtemps à la tête de la ferme des jeux et sa fin fut malheureuse. Alors, il avait vendu ce beau domaine (fin 1827) à M. Aguado, Marquis de Las Marismas, qui est devenu maire d'Evry en 1831 ; il a rendu à cette terre sa vie, et est devenu pour les habitants de cette commune le bienfaiteur qu'ils avaient perdu lors de l'éloignement de Madame de Bourbon, c'est tout dire.

Je m'empresse de revenir vers Mousseaux dont on a sans doute déjà oublié le nom. C'est aussi un peu avant le 16e siècle qu'on commence à en connaître les possesseurs. A la fin du 15e, il appartenait à un prévost de Corbeil, nommé Jean Laisné. L'historien de cette ville, qui écrivait en 1647, le dit alors possédé par un M. de Maupeou, de cette famille illustrée dans la robe, qui était secrétaire du roi et gendre du prévost Laisné. Les guerres de la Ligue avaient ruiné Mousseaux ; l'habitation qui avait été brûlée fut relevée par M. de Maupeou.

On trouve, vers le même temps où Mme de Montespan habita Petit Bourg, Mousseaux dans les mains d'une belle bretonne de la maison de Rieux, je veux parler de la duchesse de Portsmouth, qui, par ses charmes, y fit oublier à Charles II, la perte du trône d'Angleterre. Ces amants y coulèrent d'heureux jours, et l'ambition de ressaisir un sceptre les en arracha subitement. Les mémoires du comte de Grammont par Hamilton, et ceux de la duchesse de Mazarin par Saint-Evremont, peignent bien l'esprit de galanterie, ou plutôt de libertinage qui régnait à cette cour.

Ce domaine passa ensuite, dans la maison de Brissac, puis dans celle de Noailles-d'Ayen, par alliance. On raconte que le duc de ce nom, joueur effréné, n'en fut qu'un usufruitier : aussi dit-on qu'il bouleversa ce domaine et n'y laissa pas pierre sur pierre. On prétend même qu'il le vendit, avant la majorité de ses enfants, à un sieur Audigé, ex-intendant du prince de Tingry, avec la clause d'y construire un château qui ne serait point aperçu de la route de Fontainebleau. Voici donc l'origine de Mousseaux, humble et inaperçu ! Ne soyons plus surpris de la modicité des cinq pavillons qui composent ce château.

Audigé vendit à M. Bouchinet, dont le fils, aussi poursuivi par la passion du jeu, s'empoisonna à Mousseaux. Ce dissipateur avait résolu d'assassiner son père. Avant d'expirer, il se rendait au salon pour consommer ce crime, lorsque le poison, exerçant tout-à-coup sur lui ses ravages, lui fit rendre le dernier soupir dans l'antichambre qui le précédait. Ainsi échappa M. Bouchinet à la mort ! Cette scène se passa il y a environ quarante ans.

M. Perrot, maréchal de camp, pour qui cette terre fut érigée en Baronnie, en a été longtemps possesseur ; il y est mort en 1826, et depuis, elle est habitée par sa Veuve et son gendre, le général de Montlivault.

Voilà l'histoire de deux châteaux qui bordent la Seine et sont à sept lieues au-dessus de Paris.

LA PAROISSE

DE

SAINT-MARTIN D'ÉTAMPES

Suite (1)

Vicaires :

1641. — Baillard ; Fr. Jottereau.
1643. — J. Auclerc.
1644. — J. Trubergs.
1648. — David.

Pendant une absence du curé en 1641, des actes sont rédigés par M. Thomas Gamaches, curé d'Andonville.

La cure paraît demeurer vacante quelques années ; Jean Papillon, chanoine de Sainte-Croix, et L. Guillet, remplissent l'intérim en 1649, 1650 et 1651.

1652. — Novembre, Simon Leblanc, ancien curé de Maisse, est curé de Saint-Martin. Il est mort en 1656 d'après l'acte suivant, inséré dans ses registres par le curé Fontaine, de la paroisse Saint-Pierre.

« Jeudy 27 janvier 1656, est mort et inhumé (*sic*) dans l'église Saint-Martin, faubourg d'Etampes, et ce devant l'autel de la Vierge, messire Simon Leblanc, natif de la p^sse^ Saint-Basile, âgé d'environ 35 ans, prestre curé de la ditte église Saint-Martin, chanoine de Sainte-Croix, très digne prestre et pasteur, regretté de tous les gens de bien. *Requiescat in pace.*

1. Pour la partie qui précède, voir le Bulletin de 1911, page 53 et suivantes.

Vicaires :

1653. — Jacques Petit, diacre et chanoine de Sainte-Croix.

1653. — Mazille.

1654-55. — Duchesne.

1656. — Fr. René Rislé et Joseph Champ.

Le nouveau curé de Saint-Martin Guill. Fortier, signe son premier acte le 31 août 1656 ; ses vicaires sont Zichnoir et J. Marin Lemaire. Il est remplacé, en 1661, par Louis Fizillié, qui demeurait *devant l'église proche le Puits du Palais* [1].

Nazare Anroux, ministre du couvent de la Trinité, qui souvent, sous le ministère des deux prédécesseurs de Louis Fizillié, avait assisté les curés de Saint-Martin dans l'administration des sacrements, célébra le 14 septembre 1661 le mariage de la sœur du titulaire actuel. Ce fut l'un de ses derniers actes dans cette église.

1661. — 14 septembre, mariage entre Guillaume Flagy, fils de deffunt Jean et de Cantienne Chossidon, et Renée Fizillié, fille de feu Charles, marchand bourgeois de Paris, et de deffunte Geneviève Charbonnier, fait par vénérable et scientifique personne messire Nazare Anroux, ministre de la Très Sainte Trinité et Rédemption des Captifs en la ville d'Estampes, en présence de messire Louis Fizillié, prestre, curé de Saint-Martin les vieilles Estampes et frère de ladite mariée, etc.

Ce dernier inscrivit son dernier acte sur les registres le 5 septembre 1669. En 1672, il est cité comme curé de Brières-les-Scellés, et, en 1684, comme curé de Mérobert.

1669. — Pierre Darras, vicaire.

1670.— David Chassecuiller, curé de Saint-Martin jusqu'en 1680 et ensuite de Saint-Pierre, où il est décédé en 1705, promoteur du détroit d'Estampes.

Vicaires :

1670. — Loys Caillet, curé de la Forêt Sainte-Croix en 1678.

1672. — P. Colleau.

1673. — Broutier, qui signe « Prêtre indigne vicaire de ce lieu ». Il passa à Saint-Basile, en la même qualité l'année suivante.

1. « A gauche de la rue Saint-Martin, presqu'en face de l'église est une ancienne ferme appelée la *Grande Maison* dans laquelle (?) est un puits appelé le *Puits du Palais*, et le carrefour qui est en face de cette maison s'appelait le *Carrefour du Puits du Palais* ». (Léon MARQUIS, Les *Rues d'Etampes*). Voir *Etampes pittoresque*, la *Ville*, p. 58, 2e édition.

1678. — Guitton.

Pierre Ingouf est cité comme vicaire le 23 janvier 1680. Elie Ferry, « curé chefcier de Saint-Martin » rédige son premier acte le 2 Avril. Il ne reste en fonctions que quelques mois.

« Le 28 septembre 1680, inhumation dans le chœur, du corps de messire Elie Ferry, prestre de l'Oratoire, docteur ès-loix, très digne curé chefcier en cette paroisse Saint-Martin — signé, Ingouf.

Le successeur, Jacques Auguste de Beauclerc apparaît dans les registres dès le 16 octobre. Il décéda en 1695.

« Le 24 septembre, mourut messire Jacques Auguste de Beauclerc p^tre^, curé de cette paroisse, bachelier de Sorbonne et fut inhumé dans l'église de cette paroisse, devant l'autel de la S^te^-Vierge, proche le tombeau de Christine Sanson, sa mère, en présence de nous soussigné, Le Frère, curé d'Abbéville.

Christine Sanson, V^e^ de Henri de Beauclerc, S^r^ de Frémigny, avait épousé en secondes noces Claude Hemard, seigneur du petit Saint-Mard.

René Le Frère, mentionné plus haut, avait été vicaire de 1681 à 1686 ; les autres sont Pierre André Textorius (1692), et Froucourt (1694) qui desservit seul jusqu'à l'arrivée du titulaire ; il est encore cité en 1700.

Parmi les actes de mai 1685, se trouve « un catalogue des noms de ceux qui ont esté confirmez par Mgr l'Evesque de Bethléem à Notre-Dame, le dimanche de la Quasimodo de l'année 1685, en présence de moy (de Beauclerc) soussigné ».

Cette liste comprend 83 noms masculins — 82 féminins ; l'âge n'est pas indiqué.

1695. — 3 novembre. Guillaume Blanchet, curé ; nommé à Saint-Gilles en 1703, il signe encore quelques actes à Saint-Martin après son installation dans la paroisse voisine.

Jean Collard, vicaire de 1702 à 1705, fut plus tard curé d'Ormoy-la-Rivière.

1703. — 5 mai. Basile Charpentier, curé, qui passe à Saint-Basile en 1705.

Vicaires :

1705. — Dufour.
1706-1707. — Simonneau.
1707 à 1710. — Gillant.

En décembre 1706, on voit quelques signatures « Daubray, prestre, en l'absence du curé ». Il signe ensuite presque tous les actes et s'intitule prêtre desservant.

Charpentier reprend ses fonctions avec le vicaire Basterot qui lui succéda dans la cure en juillet 1706 et signa son dernier acte le 31 janvier 1710.

« Aujourd'hui dimanche 9 février 1710, a esté inhumé dans le chœur de cette église, près la place affectée au S^r^ curé, le corps de messire Jacques Basterot, vivant prestre, curé chevecier de cette p^sse^, décédé le jour d'hier portant dans son cœur tous ses pauvres paroissiens en mourant, de même qu'il les y avait portés durant sa vie et dans la résolution de les faire ses uniques héritiers ce que Dieu n'a pas permis qu'il ait exécuté, étant tombé en léthargie dans le moment qu'il se disposait à faire son testament ; a esté, dis-je, inhumé ainsi qu'il est marqué cy-dessus, par nous, Claude Nicolas Voizot (doyen du chapitre de S^te^-Croix), assisté de MM. les curez de la ville et lieux circonvoisins et autres ecclésiastiques et personnes de considération qui regrettent fort le dit curé ».

13 août 1710. — Premier acte du curé Pierre Goupil qui en 1717, proteste contre la *Bulle Unigenitus* avec son vicaire, Maurice Le maire (1711) et un grand nombre de ses confrères.

Les autres vicaires sont :

1725. — Gudin.

1728. — Pierre Baron, plus tard curé d'Estouches. Né à Etampes, il revint y terminer ses jours en 1762 et fut inhumé dans l'église de S^t^ Gilles.

Il est à remarquer qu'un grand nombre des prêtres qui exercèrent leur ministère dans notre ville, en étaient des enfants.

1739. — Hanoy.

« Le 24 novembre 1739, inhumé dans le chœur du côté de l'Evangile, M. Pierre Goupil, prestre, curé de cette église, décédé hier à l'âge de 62 ans, dont il y en avoit trente qu'il exerçait avec édification et applaudissement de tout le monde ses fonctions. La dite inhumation faite par M^tre^ François Piquart (Picart de Saint-Adon), prestre, docteur de Sorbonne, doyen de l'église royale de Sainte-Croix et doyen rural dans le détroit de l'archidiaconé d'Etampes, en présence de Henry Louis David, curé de Saint-Gilles, M. Philippe Poussin bachelier en droit, chanoine de l'église Sainte-Croix ».

Les vicaires Hanoy et Carré, licentié ès-lois de la Faculté de Paris,

desservent la paroisse jusqu'au 5 Juillet 1740, date de l'arrivée du curé Delahogne.

Carré continue ses fonctions même pendant le temps du successeur de ce dernier Edme Louis Richardot, bachelier en théologie, installé en octobre de la même année.

1741. — Dif, vicaire. En 1747, il se dit « vicaire de cette paroisse (Saint-Martin), et curé de Méréville ».

1747-48-49. — C. Ruelle, curé du Coudray et vicaire de Saint-Martin.

En 1749, des actes sont signés C. Boivin qui, en 1750 est le seul vicaire.

1755. — Noël Pierre Moryc, le vicaire, décédé en 1758, à l'âge de 30 ans, fut inhumé dans l'église de Sainte-Croix dont il était chanoine.

1757. — Pierre Duperche, d'abord « Maître des enfants de chœur de Milly-en-Gastinois ».

1766. — Claude-Julien Boullemier, chanoine de Notre-Dame, vicaire de Saint-Basile en 1774 (1). Ce prêtre fut nommé officier municipal en Février 1790, ce qui lui suscita des difficultés avec ses collègues du chapitre; il en résulta même des scènes assez vives et la municipalité eut beaucoup de peine à apaiser ce conflit. Le 26 mai 1791, il fut élu maire à une grande majorité, mais cette élection ne fut pas maintenue sur l'avis du Procureur de la Commune d'Etampes, M^tre^ Goupy, qui fit valoir que M. Boullemier, prêtre et ci devant chanoine de Notre-Dame, venait d'être pourvu tout récemment par le corps municipal, d'une desserte à l'Hôtel-Dieu lui rapportant 120 livres par an, ce qui était un cas de nullité.

En 1765, en Janvier, un mariage est célébré par le F^r^ Adrien de Danoy, capucin; et un autre en Juin par M^re^ Dufresne, chanoine régulier de la Sainte-Trinité, ministre de Saint-André. Il se donne le titre de prieur de Saint-André.

En 1769 et en 1770, quelques actes sont signés « Thiénot, religieux cordelier d'Etampes », et par un autre chanoine de la Sainte Trinité, Jean Claude Rigault. Après la dissolution de sa Maison, ce dernier entra dans le clergé séculier. D'opinion assez avancée, il est élu, pendant la Révolution, capitaine de la Garde nationale, grade qu'il accepte avec empressement. En le présentant en cette qualité

1. Voir notre notice . *Quatre mois de l'histoire d'Etampes pendant la Révolution.*

à la municipalité, le 1er Jour de la 2e décade du 2e mois de l'An II, c'est-à-dire le 22 octobre 1793, ses chefs disent de lui que, s'il est prêtre, il est bien connu par son civisme, et les officiers municipaux répondent que les citoyens de sa compagnie ont accordé leurs suffrages à celui d'entre eux qu'ils ont jugé digne de leur estime.

Le 16 frimaire de la même année, il dépose, en même temps que Legrand, son curé, ses lettres de prêtrise et tous deux déclarent renoncer à toutes fonctions et à la qualité de prêtre, suivant en cela l'exemple du deuxième vicaire, Jean Baptiste Antoine Nicolas Tabary qui l'avait fait quelques jours auparavant. Les lettres sont aussitôt brûlées publiquement.

Le 28 frimaire an IV, le corps municipal considérant que la pension dont jouissait autrefois le Sr Rigault, qu'il avait abandonnée à la Nation sous le règne affreux de la Terreur et pour se soustraire à la tyrannie et aux actes arbitraires qui menaçaient sa liberté, était sa seule ressource et qu'elle lui avait été accordée à la suite de sa renonciation à son patrimoine, comme membre d'une corporation religieuse, qu'il est à la charge de sa famille (il était né à Etampes), est d'avis qu'il y a lieu de le remettre sur la liste des pensionnaires de la Nation pour la somme de 1500 livres à laquelle avait été fixé son traitement comme religieux, et ce à partir du 1er vendémiaire an II, jour de la cessation de son payement.

Malgré le passé, nous retrouvons Jean Claude Rigault, curé de Saint-Martin en 1802. Il est mort en fonctions en 1814, âgé de 68 ans, dans la maison qu'il habitait au n° 21 de la rue Reverseleux. Le décès fut déclaré à la Mairie par MM. Godin-Rigault, son neveu et Sureau, ancien juge de paix.

Revenons au prédécesseur de Me Legrand, M. Richardot qui abandonna l'administration de la paroisse en septembre 1772, sans la quitter cependant jusqu'à sa mort survenue en 1779.

« Le 10 novembre 1779, inhumation par messire Charles Boivin, curé chevecier de Notre-Dame (ancien vicaire de Saint-Martin), du corps de messire Edme Louis Richardot, bachelier en théologie, ancien curé de cette paroisse, âgé de 71 ans. En présence de M. Philbert Legrand, curé actuel, de messire Charles Chrétien Périer, vicaire de Saint-Gilles, et de Nicolas Gautier, vicaire de Saint-Martin (depuis 1772).

M. Legrand avait pris possession en septembre ou en octobre 1772. En 1789 et 1790, il prononça des discours dans diverses céré-

monies patriotiques. Le 3 octobre 1792, il prête, à l'Hôtel de Ville, en même temps que son vicaire Tabary, le serment constitutionnel. Il fut le dernier curé de Saint-Martin avant la Révolution. Le 13 avril 1793, il obtient de la municipalité un certificat de résidence qui constate que, depuis 20 ans, il habite la maison curiale, faubourg Saint-Martin et qui donne son signalement : âge, 61 ans ; taille, 5 pieds 2 pouces ; menton carré, bouche ordinaire, nez long, yeux gris, sourcils châtains peu garnis, front ordinaire, visage rond et plein.

Le 5 thermidor an VI (23 juillet 1798), il vient déclarer à l'administration municipale qu'il transfère son domicile à Paris et que, pensionnaire de la République pour une allocation annuelle de mille francs, en sa qualité d'ancien curé de Saint-Martin, il désire toucher désormais sa pension au siège de sa nouvelle résidence ; ce qui lui est accordé, conformément à l'arrêté du 13 germinal an IV.

Il eut encore pour vicaires :

1782, Lefebvre ; 1785, Pinard ; 1789, J^n^ B^te^ Antoine Amédée Barrault qui, le 20 janvier 1791, se présente au greffe de la municipalité pour déclarer qu'il est dans l'intention de prêter le serment requis des fonctionnaires ecclésiastiques par la loi du 26 décembre 1790.

En 1781 et en 1782, on voit quelques actes rédigés par Pierre Buttet, frère du chirurgien F^ois^ Buttet et ancien curé de Rouvray-St-Denis qui quitta Etampes vers 1790 pour aller habiter Oysonville.

Un certificat de résidence qui le concerne, daté du 23 thermidor an II, que nous empruntons à l'ouvrage de M. le Comte de Rilly, « *Oysonville, son Château, ses Seigneurs* », nous donne des détails sur son compte :

« Pierre Buttet, ex-curé de Rouvray-St-Denis, ex-desservant de la fondation de Oysonville, âgé de 80 ans et six mois, jouissant d'une pension de 400 livres de la Nation en vertu de la résignation qu'il a faite de la ci-devant cure de Rouvray-St-Denis, non marié, résidant depuis quatre ans dans cette commune sans interruption, connu généralement pour un homme pur et sans reproche, jouissant de l'estime de tous les bons citoyens ».

Le vicaire Tabary dont nous avons parlé plus haut, s'était marié avant même de renoncer publiquement à son sacerdoce. Il avait épousé Marie Victoire Chevrier, âgée de 25 ans, fille de laboureurs de Saint-Martin. Dans l'acte, il est dit « ci-devant prêtre du ci-devant culte romain, constitutionnel », âgé de 30 ans (30 brumaire an II).

Quelques jours plus tard, il demande et obtient un emploi dans les bureaux de la Ville. Il continue d'occuper la maison du Vicariat qu'il loue à la Commune. Par les actes de naissance de ses enfants, nous voyons qu'il s'était ensuite établi comme instituteur (10 fructidor an III), et qu'il demeura successivement rue Badran, rue Saint-Martin, n° 20, où se trouve précisément aujourd'hui l'école communale des garçons. En l'an IV, il paraît avoir été demeurer à Bapaume ; de retour à Etampes, il habita au n° 102 de la rue Saint-Martin (an XII), étant toujours instituteur. Il mourut à Etampes en 1819, rue Courte, n° 2. Il était né à Riencourt, dans le département de la Somme.

III. — *LA FABRIQUE.*

Parmi les noms des censitaires du Bourgneuf en 1535 et 1537 (1), on relève ceux de Jean Legendre, Cantien et Guillaume Godin ; et de 1580 à 1585, ceux de Jean Charier et de Guillaume Cornet, « proviseurs marguilliers de l'église Saint-Martin ».

1526. — Consécration de l'église de Saint-Martin (2).

Les registres paroissiaux mentionnent en qualité de marguillier pendant le XVII^e^ siècle et la première moitié du XVIII^e^.

1618. — Nicolas Mercier, maréchal.
1648. — Jean Bauge.
1661. — Claude Hamouy, huissier.
1663. — André Thibault.
1664. — Brosse, sergent royal.
. . . — Guillaume Chillet.
1665. — Antoine Dolibeau, laboureur.
1666. — Blaise Vallée, boulanger.
1668. — Charles Mauge, laboureur au Petit-Saint-Mard.
1681. — Louis D'heure.
. . . — Jacques Mauge.
1682. — Cantien Menault, cordier, marguillier du Saint-Sacrement.
1696. — Mathieu Hamouy, laboureur.
1697. — Etienne Rousseau, boisselier.
1698. — Eloy Sainsard, meunier.
. . . — Pierre Caquet, laboureur.

1. Archives de Seine-et-Oise, E. 3824.

2. Fleureau, p. 8, Joannis Legendre, Joannis Durant, Joannis Clément et Guillelmi Godin, *provisorum dictæ Ecclesiæ.*

1710. — Etienne Lautié.

. . . — Jacques Barbier.

1711. — Pierre Godin, notaire à La Forêt Sainte-Croix, marguillier de Saint-Martin d'Etampes.

Inhumation le 18 avril 1714, du corps d'Accurse Carnevilliers, marguillier en charge.

1729. — Charles Boivin, marchand épicier, marguillier-boursier de cette paroisse.

1731. — Louis Chennevière.

1732. — Sébastien Gastine, marguillier-boursier.

1735. — Antoine Philippeau, meunier.

1737. — Louis Mornet.

1740. — Simon Villemaire, m^tre^ maréchal.

1741. — Gilles Raveton, laboureur et Claude Guéroult.

De plus, et surtout à partir du XVIII^e^ siècle, les registres se terminent fréquemment par les procès-verbaux d'élections de marguilliers, soit de la paroisse, soit du Saint-Sacrement, soit de Notre-Dame de Liesse. Dans le cahier de 1720, à la date du 26 Décembre, se trouve la liste suivante :

« Noms des Confraires de la Confrairie de S. Vincent ».

Antoine Renon	Charles Hiou	Henri Lecoup
Gilles Raveton	Pierre Morné	François Chenu
Pierre Hardy	Louis Alain	Louis Argand
Charles Riquois	Jean Thomas	Jean Hémard
Louis Le Conche	Pierre Fontaine	Mathieu Chanon
P^re^ Coquet l'aisné	Claude Richard	Esprit Boudier
Antoine Hervet	Louis Nicolle	Pierre Colleau
Jean Chennevière	J. B^te^ Chennevière	Pierre Ouj
Simon Dupuis	Jean Ruelle	Eloi Peschard

La plupart de ces noms existent encore à Etampes.

Sont également cités parmi les officiers, ou serviteurs de l'église des choristes qui étaient en même temps maîtres d'école de la paroisse :

1624. — Jehan Papillon.

1670. — Guillaume Flagis, qui est mort en 1720.

1741. — Charles Pithois, qui épousa à Saint-Basile, en 1765, Marie Anne Rousseau, veuve de Jean Baptiste Coquentin, huissier au Châtelet de Paris. En 1779, Charles Pithois était receveur des droits des

Célestins de Marcoussis et leur agent d'affaires. Ces religieux possédaient de grands biens à Etampes et aux environs.

1787. — Jean Chevalier.

Des bedeaux :

1671. — Pierre Fontaine.

1731. — Etienne Vramant.

1773. — Pierre Vramant.

Le 1er octobre 1774, inhumation du corps de Pierre Olivier, bedeau, âgé de 65 ans.

Des sonneurs :

1661. — Etienne Bellanger.

1666. — André Bellanger.

1734. — Le 21 novembre, inhumation du corps de René Vramant, sonneur de cette église, 74 ans.

On peut voir que ces deux dernières fonctions étaient, pour ainsi dire, héréditaires.

Plusieurs procès-verbaux du Conseil de Fabrique sont intercalés dans les actes ordinaires. Nous rapportons ceux qui peuvent avoir quelque intérêt.

« Aujourd'hui, 28e jour de novembre 1694, en vertu de l'ordonnance de Monsieur l'Archidiacre d'Etampes, dans le cours de sa visite en date du 21 avril de la même année, pour le règlement de la sonnerie des glas, enterrements et services, afin d'obvier aux désordres qui sont arrivés sur ce subject, se sont assemblés au bureau, issue de la grand'messe célébrée le Dimanche dudict jour, vingt huit novembre, le sieur Curé, les anciens et nouveaux marguilliers, avec les habitans soussignés de la paroisse Saint-Martin d'*Etempes*, et ont fait, en présence et du consentement de René Vramant, sonneur de ladicte paroisse, le règlement qui suit pour être, à l'avenir, observé :

1° il a esté réglé qu'il serait donné au sonneur pour les enterremens des enfants et la fosse, 10 sols.

Item, pour le glas des enfants et la fosse, 20 sols.

Item, pour un glas qui sera sonné avec une cloche et pour la fosse, 1 livre 10 sols.

Lorsque les habitans sonneront le glas, il sera donné au sonneur pour l'accord et pour la fosse, 1 livre.

Item, pour un glas de la grosse cloche avec l'accord et la fosse, lequel doit durer 1 heure 1/2, 3 livres.

Item, pour un glas de la grosse cloche avec l'accord, le soir et le matin, lorsqu'il faut sonner ou le soir, ou le matin 4 livres 10 sols.

Item, pour les services en particulier des bouts de l'an où l'on doit sonner le soir et le matin environ une demi heure, et pendant le service, 2 livres.

Suivent les signatures :

6 juillet. — Nous soussignés Nicolas Chardon, Louis Gudin, Guill. Bourgeois, Fois Bourgeois, nous obligeons et promettons tout un chacun solidairement l'un pour l'autre donner à l'église et fabrique de S. M. d'Et. la quantité de 40 livres de cire blanche bonne et valable à laquel quantité le bâton s'est trouvé se monter aujourdhui par l'enchère que nous avons fait, lesd. 40 livres de cire promettons fournir pour le jour et feste de Saint-Martin du mois de juillet de l'année 1699 ; fait, passé en pce de messieurs le curé, marguilliers de lad. psse le 6e jour de juillet de l'année 1698 (signatures).

1701. — 11 juillet. Jean Paris, Michel Baudet, Fois Herbron et Louis Mialin soussignés avons pris le bâton de Saint-Martin d'été prochaine la quantité de 20 livres de cire blanche bonne et valable pour estre placé devant le gd autel et les autres autels de l'église.

1701. — 10 octobre. Après avoir averty les habitans au prône de la messe paroissiale d'une assemblée pour affaires de l'église, nous soussignés curé, marguilliers et habitans de la psse S. M. d'Etampes, nous sommes assemblés, issue deladicte messe, au son de la cloche, en la manière accoutumée pour convenir ensemble des dépenses nécessaires qu'il convient faire dans la sacristie de cette église, et avons résolu de faire faire un coffre à mettre les ornements où il y aura 6 tiroirs, et 2 armoires, le tout en bois de chêne avec un marchepied au dessous dud. coffre, un porte-manteau pour attacher les chapes et les robes, 2 forts volets en bois de chêne à mettre dans le mur, 2 marchepieds aux autels de N. D. de Pitié et de Saint-Sulpice, et une porte de chambre au presbytère au lieu de celle qui y est, laquelle pourra servir à revêtir les côtés du mur dans la petite armoire de la sacristie. Que le tout sera donné au rabais par les marguilliers ; avons aussi résolu de faire faire une étolle noire pour les enterrements, une étolle de cérémonie pour les processions et offices des jours solennels, un voile pour l'ornement vert et une soutane pour le porte-croix ; et aussy dit que le marguillier du Saint-Sacrement fournira la moitié de la dépense qui sera faite pour cela.

Suivent les signatures.

1718. — 10 juillet. A comparu devant nous, curé et marguilliers, Mathieu et Jacques Petit, Vincent Lhoste et Jean Deffonds, qui, pour honorer et entretenir l'église de Saint-Martin, ont promis et s'obligent solidairement par les présentes de donner à l'œuvre de cette église 45 livres de cire de aujourdhui en un an. Fait et signé, etc.

1720. — A la fin du registre, on lit : « Aujourdhuy, 10 novembre 1720, à l'issue de notre grand'messe et au son des cloches, nous soussignés, curé, marguilliers tant de l'Œuvre, que du Saint-Sacrement, que de Notre-Dame de Liesse, et habitans, après les avoir avertis (*sic*) qu'ils répondraient de leurs biens de ceux qu'ils nommeroient pour marguilliers s'ils devenoient insolvables, aïant déboursé l'argent de l'église, nous nous sommes assemblez pour procéder à l'élection de nouveaux marguilliers, etc... »

(*A suivre*) CH. FORTEAU.

RECHERCHES SUR LES ENSEIGNES

ET LES VIEILLES HOTELLERIES DE CORBEIL

Suite (1)

Rue Notre-Dame

La rue Notre-Dame, qui, de la place Galignani (2) donne accès à la place du Marché, doit sa dénomination à l'église Notre-Dame, située jadis à son extrémité, vers la place du Marché.

Sans vouloir donner ici une monographie de ce monument religieux, nous nous permettrons de dire que cette ancienne église collégiale, fondée vers le milieu du XI[e] siècle, devint l'église paroissiale de la ville en 1601, en remplacement de l'église Saint-Nicolas, qui avait été détruite pour les besoins de la défense, lors du siège fait par les Espagnols en 1590 (3).

Désaffectée, puis dévastée en 1793 (4), l'église Notre-Dame servit pendant la Révolution, et même jusqu'à son aliénation en 1819, de grenier à fourrage, de dépôts de bois, etc., et à remiser les voitures des maraîchers les jours de marché. Le 3 Juillet 1792, la municipalité avait bien exprimé le vœu que cette église fut convertie en Hôtel-Dieu, mais elle ne put obtenir satisfaction ; cependant, sur la demande du Conseil général de la commune et de la Société popu-

1. Voir Bulletin de 1907, p. 100 et suiv. et Bulletin de 1908, p. 31 et 122.

2. Autrefois place Saint-Guenault.

3. Arch. de Seine-et-Oise, G. 298.

4. La chaire avait été transportée au *Temple de la Raison* (église Saint-Spire), dès le 13 décembre 1792, pour le service de la société populaire.

laire, ce monument fut cédé à la ville par arrêté du 20 frimaire an II, des représentants du peuple Musset et Delacroix, portant que :

« l'édifice cy devant église Notre Dame sera converti en maison commune, « grenier d'abondance et autres établissements d'utilité générale ; la partie du ter- « rain qui est au chevet de cette église sera réservé pour la construction du « chemin de hallage, interrompu par les concessions des cy devant seigneurs de « Corbeil »(1).

Cet arrêté n'avait encore reçu aucune exécution lorsqu'il fut annulé par décret de Napoléon Ier, daté du camp de Boulogne, le 8 fructidor an XIII. Remis tout d'abord au Domaine public, l'édifice fut enfin restitué à la fabrique de l'église Saint-Spire par décret du 31 mai 1806 ; celle-ci en prit possession le 28 avril suivant.

La municipalité, ayant alors à sa tête M. de Boisneuf, fit à nouveau des démarches pour acquérir de la fabrique l'ancienne église Notre-Dame, et la transformer en Hôtel de Ville. Des plans, des devis nombreux furent dressés, mais l'administration supérieure refusa d'approuver le projet, jugé trop important dans l'état où se trouvaient les finances de la ville ; l'arrêté du Préfet est du 27 février 1808.

A cette époque, l'église Notre-Dame était dans un tel état de dégradation et de vétusté, notamment dans la partie du clocher, que des craintes s'étaient élevées sur sa solidité. La fabrique se trouvait dans l'impossibilité de faire faire les grosses réparations nécessaires pour en empêcher la ruine.

Devenue désormais pour elle une propriété inutile, dont le revenu était absorbé, presque entièrement, par les réparations annuelles et d'entretien, la fabrique se détermina à la sacrifier et à en provoquer la vente.

L'aliénation eut lieu, après avis de l'évêque et du préfet, en exécution d'une ordonnance royale du 23 Juin 1819, et des lettres préfectorales des 13 Juillet et 8 Septembre suivants ; l'adjudication fut prononcée par M. de Croze, sous-préfet de Corbeil, le 19 novembre même année, en présence de M. Boucher, maire, et du marquis de Sy, président du Conseil de fabrique.

L'église, ensemble le terrain sur lequel elle était bâtie, ainsi que le petit bâtiment qui servait au logement du vicaire de l'église de

1. Archives de la ville de Corbeil, Période révolutionnaire.

Saint-Spire, et la portion de terrain formant jardin derrière, qui n'était autre que l'ancien cimetière Notre-Dame, furent adjugés, moyennant le prix de 17250 francs au profit de Messieurs François *Pinard*, maître charpentier à Corbeil et Louis-François *Magdelain*, maître maçon à Essonne. Le prix a été encaissé par la fabrique le 20 novembre 1820 (1).

Il avait été imposé aux adjudicataires, par l'article 10 du cahier des charges, de démolir le clocher et le portail dans l'année de l'adjudication ; ils ne pouvaient se réserver que les bas-côtés.

C'est ainsi que l'église Notre-Dame, le plus beau monument de Corbeil, par l'ordonnance et la beauté de son architecture, fut détruite. L'archéologie en regrettera toujours la perte.

Un acte du 18 mai 1823 (2), constate que, à cette date, Pinard et Magdelain avaient opéré en grande partie la démolition de l'église, et qu'ils avaient fait édifier sur partie de son emplacement deux bâtiments d'égale dimension.

L'impasse Notre-Dame, voie privée, a été ouverte en 1822, dans l'axe même de la nef de l'église ; le café de la Paix et la maison habitée, de nos jours, par un bijoutier, occupent l'emplacement des nefs latérales. En 1840, lors de la construction du quai, cette impasse devint la rue neuve Notre-Dame.

La rue Notre-Dame, presque aussi ancienne que l'église dont nous venons de parler, est la plus centrale et l'une des plus commerçantes de la ville.

Au point de vue administratif elle se confond dans la traversée de Corbeil avec le chemin de grande communication n° 68 de Versailles à Lieusaint par Corbeil. Sa longueur actuelle est de 83 mètres ; sa largeur qui était de 5 mètres 50, seulement, lors du dressé du plan d'alignement de la ville, en 1850, est maintenant de 8 mètres.

Pour parvenir plus rapidement à obtenir la régularité et l'élargissement de cette voie, dont l'étroitesse causa de nombreux accidents autrefois, la municipalité et le département eurent l'ingéniosité de verser des primes à titre d'encouragement, allant de 50 à 60 fr. par mètre superficiel, aux propriétaires qui consentirent à reporter leurs

1. Acte de quittance reçu par Me Desforges, notaire à Corbeil.
2. Minute Tournant, notaire à Corbeil.

bâtiments, cours et jardins sur l'alignement tracé par le plan de la ville. C'est ainsi, notamment, que les maisons Lallier, Roger, Charpentier et Robert, furent mises à l'alignement en 1855 (1).

Les travaux exécutés dans la ruelle des Prêtres, en 1843, et à la rue du Port Saint-Guenault, l'année suivante, avaient déjà grandement amélioré la circulation et la propreté de la rue Notre-Dame ; la construction, à cette époque, de ruisseaux qui conduisent les eaux aux égoûts l'ont rendue praticable en tout temps ; auparavant, surtout à son débouché sur la place, elle était parfois, même en été, d'une grande malpropreté.

La suppression de l'ancien hôtel des *Créneaux* ou *Carneaux* et sa transformation en maison bourgeoise, en 1846, ainsi que la reconstruction de la maison du *Cygne*, sur le même alignement, ont contribué également à l'amélioration et à la régularité de cette voie qui, jadis, devait être d'une étroitesse extrême, puisque suivant les historiens, vers l'an 1180, les seigneurs du Donjon, descendants des anciens comtes de Corbeil, firent abattre trois maisons pour rendre l'entrée de l'église Notre-Dame, plus facile, et moins resserrée.

Avant la réunion du Chapitre Notre-Dame à celui de Saint-Spire, ordonnée le 9 août 1601, les chanoines de Notre-Dame jouissaient du privilège de la boucherie :

« *Nul ne pouvait construire aucun estal à boucher, estaller, vendre ny* « *débiter chair en la ville et faulx bourg, ailleurs que aux boucheries* « *des sieurs du Chapitre, qui sont contre l'église Notre-Dame, sans* « *leur congé, aisances et commission, et leur payer leurs droictz* ».

Après cette réunion le Chapitre de Saint-Spire continua l'exercice de ce droit jusqu'à la Révolution, bien qu'il lui ait été sérieusement dénié par le prévôt de la Barre, qui le débouta même de ses prétentions par sentence et ordonnance de janvier 1614. Les boucheries Brizard et Billaut, existant de nos jours, rue Notre-Dame et rue de l'Orberie, à l'emplacement de ces étaux, sont des vestiges de cet ancien état de chose.

Le principe de la liberté du commerce, inscrit dans la loi des 2 et 7 mars 1791, a fait disparaître le privilège.

La Ville possédait, aux XV^e^ et XVI^e^ siècles, une place, située entre la rue *Notre-Dame* et la rue aux *Tisseurs*, devant l'immeuble appelé l'hôtel *du Cygne* où, en 1845, décéda Louis-Jacques Darbonne, et la

1. Délibération du Conseil municipal des 25 février 1848, 25 février, 29 août 1854 et 23 février 1855.

maison contiguë, dénommée l'hôtel du *Petit Cygne*, que Jean-Baptiste Darbonne y annexa en 1787. On voit par les comptes de Pierre Barré, procureur de la commune en 1482, que cette place fut close par elle à ses frais pour y placer avec sécurité des matériaux, tels que bois, pavés, tuiles, etc... nécessaires à l'entretien des ports, ponts et bâtiments à la charge de la Ville (1).

L'existence de cette place est encore attestée par une ordonnance du 12 décembre 1544, où il est dit :

« Vous, procureur et recepveur des deniers commungs de la ville et faulxbourgs « de Corbueil, baillez et délivrez des deniers provenant des habitans desd. faulx- « bourgs, c'est assavoir : à la veufve Nicolas Lemerle, quinze sols tournois, pour « le cheriage de onze cens carreaux... depuis la place fermée, à la dicte ville ap- « partenante, estant audevant et à l'opposite de l'hostel du *Grand Cygne*, aud. « Corbueil, jusques és faulxbourg de Corbueil, près la porte du Chasteau... » (2)

Sur cette place ont été depuis construites deux maisons, portant les numéros 19 et 21 en vertu, sans doute, d'une cession faite par la Ville, mais dont nous n'avons trouvé aucune trace dans les archives.

Toutes les maisons de la rive droite de la rue Notre-Dame, de la rue des Prêtres à celle du Port Saint-Guenault, avaient autrefois des vues sur la ruelle joignant le rempart de la ville, qui permettait de communiquer du Port Notre-Dame, où étaient des chambres dites aisées ou latrines, d'un côté, jusqu'au port des Degrés, près le grand Pont, et de l'autre jusqu'aux buttes Saint-Louis ; mais il était interdit aux propriétaires d'y avoir des portes. Les propriétaires des hôtels des *Grand et Petit Cygne*, en ayant ouvert deux, furent contraints de les boucher, ainsi que le prouve une quittance de Jean Gerbault, maçon, en date du 6 avril 1525, qu'il donna au receveur des deniers de la ville pour avoir clos ces deux portes. Il paraît même que cette ruelle ayant été surélevée et pavée en 1546, il fut ordonné d'exhausser les appuis des fenêtres pour garantir la sûreté publique.

Avant 1542, la rue Notre-Dame n'était pas pavée ; elle le fut aux frais de la ville à cette époque, et en 1545, notamment, en face de la place dont nous venons de parler, ainsi qu'il est constaté par une quittance du 21 décembre de cette année, donnée par le paveur Le Dan, à Barthélemy Rousseau, receveur, en exécution de l'ordonnance suivante :

« Vous Barthelemy Rousseau, procureur et recepveur des deniers commungs

1. Arch. de la Ville, CC., 1.
2. Arch. munic. CC., 55, pièce 75.

« de la ville et faulxbourgs de Corbueil, payez à Jehan Le Dan, paveur, demeurant « à Longemeau, la somme de trente solz tournois, pour avoir par led Le Dan, « pavé en la rue Nostre Dame dudict Corbueil, devant la court appartenant à la- « dite ville, environ trois toises de pavé, au prix de cinq solz tournois pour chacune « toise... »

Signé : DUPRÉ (syndic) (1).

Depuis cette époque la ville a entretenu le pavé, notamment en 1748, et jusqu'au classement de cette rue comme chemin de grande communication de Versailles à Lieusaint. Par suite, les travaux qui s'y exécutent sont maintenant à la charge du département.

En 1792, la rue Notre-Dame reçut le nom de rue du District, qu'elle conserva jusqu'à l'Empire.

Nous signalerons ici que deux enfants dont Corbeil a le droit de s'enorgueillir : Mauzaisse et Lasaudade, sont nés dans deux immeubles situés sur le côté gauche de la rue Notre-Dame : le premier dans la maison portant le numéro 17 (2) et le second dans la maison ayant de nos jours le numéro 25.

Le premier de ces enfants : Jean Baptiste Mauzaisse, peintre de talent, élève de Vincent et de Gros, et duquel plusieurs musées de France possèdent des œuvres, est né le 1er novembre 1784. Sa biographie a été donnée par M. Dufour, l'érudit secrétaire de la Société (3).

Quant au second : Jean François Lasaudade, né le 12 avril 1741, du mariage de Jean François, maître chirurgien à Corbeil et de Marie Catherine Formager, après avoir été substitut du procureur, à Paris pendant la Révolution, il devint conseiller à la Cour de cassation et officier de la Légion d'honneur. C'était, dit Pinard, qui le connut, un magistrat des plus distingués par ses lumières, son expérience et son austère probité. Il est décédé à Paris le 10 novembre 1824 ; il était célibataire.

Baptisé à l'église Notre-Dame le 13 août, Lasaudade a eu pour parrain Philibert Marie Dei, commis des poudres et salpêtres du Roi à Essonnes.

1. Arch. munic., CC., 56, pièce 47.

2. Cette maison, appartenant encore, en 1847, à Marie-Jeanne Mauzaisse, veuve Gauthier, sœur de Mauzaisse, a été démolie en 1849, et depuis reconstruite.

3. Voir Bulletin de 1902, 2e livraison, page 90.

Rue neuve Notre-Dame

Cette rue privée, qui appartient aux riverains, va de la rue Notre-Dame au quai Mauzaisse.

Elle a été ouverte en 1822 par Messieurs Pinard et Magdelain dans l'axe de la nef de l'ancienne église Notre-Dame.

Sous cette nef existait une crypte qui fut démolie et comblée, lors de la destruction de l'église. C'est dans cette crypte, sous le chœur, du côté du quai, que Bourgoin, autre enfant de Corbeil, qui devint colonel et gouverneur de Corbeil, sous Louis XIV, fut inhumé le 13 novembre 1661. Son mausolée a été transféré dans l'église Saint-Spire en 1805.

Il avait été établi, à l'extrémité de cette rue, par les adjudicataires de l'église, une potence en fer avec poulie pour puiser de l'eau dans la Seine ; elle subsista jusqu'à la construction du quai, en 1840.

Lorsque Pinard et Magdelain firent cesser l'indivision existant entre eux, relativement à l'immeuble par eux acquis de la fabrique de l'église Saint-Spire, ils stipulèrent dans l'acte de partage, portant la date du 18 mai 1823, que :

« le propriétaire de chaque lot pourra clore sa propriété de la manière qu'il « jugera convenable, toujours à l'alignement du bâtiment actuellement existant, « *de manière à laisser entre les deux propriétés un espace de quatre mètres 875 milli-* « *mètres ou quinze pieds, pour la rue commencée entre les bâtiments, et devant se pro-* « *longer jusqu'à la rivière, laquelle rue sera pavée aux frais communs entre les copar-* « *tageants. S'il arrivait que l'un des copartageants voulut* dans les temps que ce fut, « faire fermer cette rue ou cul de sac au public par une grille en fer ou en bois « ou telle autre fermeture, son copartageant serait tenu de participer pour moitié « dans les frais que ce travail occasionnerait ».

Les chaînes qui fermaient cette rue ont été enlevées vers 1890.

Rue Notre-Dame

Côté droit ou côté de la Seine.

LE CHAPEAU ROUGE. Emplacement actuel, nº 6.

La maison du *Chapeau rouge*, appelée aussi dans certains actes *Maison Rouge*, tenait d'une part et aboutissait par derrière à l'église Notre-Dame de Corbeil, d'autre part à Jean Lusson, et d'autre bout à la rue Notre-Dame.

Elle est mentionnée, de même que la maison du *Plat d'Etain*, y attenant, dans de nombreux titres, dont les plus anciens remontent au XIVe siècle.

En exécution de chartes de 1310 et de 1328, Michel *Bournigal*, cordonnier, déclare au terrier du chapitre de l'église Notre-Dame, en 1608, qu'il est tenu d'acquitter moitié de 4 sols parisis de cens, à cause de Denise Lebert, sa femme, veuve en premières noces de Nicolas Hémery, sur la maison assise rue Notre-Dame, appelée la *Maison Rouge*, qui fut jadis à Jean *Delacroix* et depuis à Robert *Audebert*, à Denis *Jumeau*, à cause de sa femme, à Pierre *Lesperon*, et à Jehan *Regnault*, notaire à Melun, et autres.

La fabrique de l'église de Notre-Dame de Corbeil avait le droit de percevoir 5 livres de rente sur cet immeuble, ainsi qu'il résulte d'une déclaration faite le 26 janvier 1699 (1), par Nicolas Carré, Jean Carré et Pierre Rimbault à cause d'Etiennette Carré, sa femme. La constitution de cette rente était de 1614. Des titres des années 1600, 1615, 1626 et 1681 font également mention d'une autre rente de 25 sols au profit de la même église.

Par contrat passé devant Jacques Barré, notaire royal à Corbeil, le 2 juillet 1657, honorable homme Nicolas Barré, marchand tanneur, bourgeois de Corbeil, avait constitué au profit de l'œuvre et fabrique de l'église Notre-Dame et Saint-Nicolas de Corbeil, ce acceptant par :

« Vénérable et discrette personne Messire Josèph *Adine* prestre, conseiller et « aulmosnier du Roy, bachelier en théologie et curé de la dicte église ; noble « homme maistre Jean de *Launay*, conseiller du Roy, prévost du dict Corbeil ; « et Michel *Guynand*, aussi conseiller de Sa Majesté, et son procureur audict lieu ; « noble homme Me Pierre *Marie*, aussy conseiller du Roy et docteur en faculté « de médecine ; Jean *Musnier*, marguillier de la dicte église ; Me Nicolas *Tarteret*,

1. Acte passé devant Me Nicolas Regnault, notaire à Corbeil.

« Pierre *Pya* et Simon *Fauvelier*, eschevins de la ville de Corbeil », et autres habitants et paroissiens de cette église.

Une rente annuelle et perpétuelle de douze livres tournois à prendre chacun an, le jour Saint Martin d'hiver, sur une maison, rue Nostre-Dame, appelée la maison du *Chapeau Rouge*.

Cette constitution de rente était faite à la charge par les marguilliers de l'église Notre-Dame de faire dire, chanter et célébrer en cette église, perpétuellement, pour le repos de l'âme de Nicolas *Barré* et de celle de défunte Françoise *Doublet*, sa femme, et de leurs parents et amis deux obits hauts de vigiles et une messe à chacun, « et en fin « d'iceux la procession à laquelle sera chanté le *Libera me Domine*, et sur la fosse « où la dicte deffuncte Françoise Doublet est inhumée, devant et à l'opposite de « l'autel de la Conception, *De profundis*, et les versets et oraisons accoustumez ; « le premier des dictz obitz le 22e janvier, et l'autre le 23e jour de juillet ; et en- « core un salut le samedy veille de Pasques ; lequel sera commencé au chœur de « la dite église et chanté *Domine non secundum*, puis se fera la procession dans la « dite église, à laquelle sera aussi chanté les litanies du Sainct nom de Jhésus, et, « après, l'oraison ordinaire ; estant la procession arrivée dans la nef, audevant du « crucifix, sera pareillement chanté l'hymne *O filii et filiæ*, et devant l'autel de la « Vierge et Saint Claude, *Regina cœli lætare* ; ce faict la procession retournera au- « devant du dict autel de la Conception, sur la fosse, ou sera chanté *Ne recordare « miserere* et *De profundis*, puis la procession retournant au chœur l'antienne *Lux « æterna* ».

Tous les prêtres habitués de l'église Notre-Dame devaient assister à ces obits et saluts, qui étaient rappelés sur la pierre tombale de Françoise Doublet.

LE PLAT D'ETAIN. Emplacement actuel, n° 8.

La maison où avait coutume de pendre pour enseigne « le *Plat d'Estain* », désignée dans des actes remontant au commencement du XIVe siècle, était contiguë à la maison du *Chapeau Rouge* et tenait, par derrière, à la masure de la Chevecerie Notre-Dame. Vers 1550, à la suite de partage, cet immeuble fut divisé en deux parties : l'une appartenait à un cordonnier, l'autre à un bourrelier.

La maison du *Plat d'Etain* était de la censive de l'église Notre-Dame de Corbeil.

En 1601, Michel *Bournigal*, cordonnier, était tenu d'acquitter

moitié du cens, qui s'élevait à 4 sols parisis, à cause de l'acquisition qu'il avait faite de Pasquier *Thomain* et Anne *Robert*, sa femme, de partie de la maison du « *Plat d'Estain* » qui fut aux hoirs Simon *Lombert* et ensuite à Pierre *Santeny*.

L'autre partie de maison appartenait à cette époque à Jehan *Liger*, bourrelier, qui l'avait acquise de Charles *Guiard*, chantre de l'église Notre-Dame de Corbeil.

Hubert *Lusson* et Marie *Lusson* en étaient propriétaires en 1699.

Par contrat du 11 novembre 1779 (1) Marie Madeleine *de la Broquaire*, célibataire, vend à Jacques François *Chrétien*, épicier, et à autres, moyennant 3000 livres :

« une maison appelée le *Plat d'Estain*, située à Corbeil, rue Notre-Dame, consistant en 2 boutiques sur le devant, salle à côté, chambres et greniers au-dessus, cave dessous ; un corps de bâtiment sur le derrière appliqué en fournil, petits celliers ; chambres et greniers au-dessus ; le tout couvert en tuiles, tenant d'une part à Brault, d'autre aux héritiers Raimbault, d'un bout par derrière sur Brault, d'autre sur la rue ».

Cette maison, dont les deux parties étaient alors réunies, appartenait à mad^lle^ de la Broquaire, savoir : pour la portion qui tenait à Brault, en qualité de seule et unique héritière de Marie *Lusson*, sa mère, veuve de Simon *de la Broquaire* ; et pour l'autre partie, qui tenait à *Raimbault*, au moyen de la vente par licitation qui lui en avait été faite par Louis Alexandre *Duclerc*, vitrier, par acte du 17 juin 1774 (2).

La maison du *Plat d'Etain* était chargée de huit livres de rente envers l'église Notre-Dame.

LES TROIS PUCELLES. Emplacement actuel, n° 10.

Cette enseigne était connue à Corbeil dès le milieu du xv^e^ siècle ; l'hôtel qui la portait était situé à l'encoignure de la ruelle des Prêtres, anciennement rue du Port Notre-Dame (3) et attenait à la maison du *Plat d'Etain*.

Il est ainsi désigné dans un acte de 1457 (4).

« Un hostel à pignon sur rue, cour et apartenances d'iceluy ou *pend pour en-*

1. Minute Marsault, notaire à Corbeil.
2. Ibidem.
3. Elle était aussi connue sous le nom de rue du Cloître Notre-Dame.
4. Archives du Château de Saint-Germain-lès-Corbeil.

« *seigne les trois Pucelles*, assiz en la dicte ville de Corbueil, en la rue Nostre-
« Dame, tenant d'une part à l'hostel du *Plat d'Estain*, et d'aultre part faisant le
« coin d'une ruelle par où l'on descend à la rivière de Seine, aboutissant par der-
« rière à un hostel appartenant à l'église Nostre-Dame de Corbueil ».

Un compte du chapitre de Saint-Spire, de 1517-1518 (1), constate que Jean *de Laval* avait payé six deniers pour sa maison assise en la rue Notre-Dame, où souloit pendre pour enseigne « *Les Trois Pucelles* ».

Guillin *Guichard*, apothicaire à Corbeil, et Jeanne Colonoret, sa femme, passèrent titre nouvel le 7 juillet 1649, au profit du Chapitre de Saint-Spire, pour une maison et lieux sis en la rue du *Cloistre Nostre-Dame*, ci-devant appartenant au chevecier de cette église, tenant d'une part à l'église, d'autre part à la rue, d'un bout à la petite ruelle ou allée qui conduit à ladite église Notre-Dame (2), et d'autre bout à la maison des *Trois Pucelles*.

Par acte passé devant Me Aubry, notaire à Corbeil, le 19 août 1664 (3), messire Jean de Launay, abbé, et les chanoines de Saint-Spire, firent cession à André *Souchon*, valet de chambre du prince de Condé, et à Geneviève Quettier, sa femme, de partie de l'immeuble, sis à Corbeil rue Notre-Dame, dénommé « *Les Trois Pucelles* » ainsi que de diverses sommes, le tout à charge de constitution de rente, et aux autres charges énoncées au transport.

Des titres des années 1646, 1654, 1675 et du 28 mars 1706, ce dernier passé par Charles *Richard* devant Me Boisneuf, notaire à Corbeil, font mention de quinze livres de rente due par les héritiers de Jean *Richard*, au lieu des héritiers André *Souchon*, de bail de partie de la maison *des Trois Pucelles*, donnée à l'église Saint-Spire par Magdelaine *Gallot*, pour la fondation de 12 messes solennelles du Saint-Sacrement des premiers jeudis des mois, suivant le contrat de fondation de 1646.

LA PIE. Emplacement actuel, n° 12.

L'enseigne de *la Pie*, remontant à la fin du XIVe siècle, était appendue à un hôtel faisant l'encoignure de la rue Notre-Dame et de la rue du Port Notre-Dame, actuellement ruelle des Prêtres.

1. Archives de Seine-et-Oise, G. n° 243.
2. Cette allée existe encore.
3. Arch. de Seine-et-Oise, E. 6900.

Un compte de 1461, de la fabrique de l'église Notre-Dame, constate que Jehan le Lorrain a versé 32 sols de rente pour sa maison, où il demeure, qui fut à Jehan le *Jay* et auparavant à Me Jehan *Morize*, assize en la rue Notre-Dame, « *à laquelle pend pour enseigne* La Pye, et faisant le coing de la rue du port Nostre-Dame, d'une part, et d'aultre part tenant à l'hostel du *Cygne*, aboutissant par devant à icelle rue et par derrière aux hoirs feu messire Jehan Jolis ».

Cette rente était due en 1480 par Estienne Le Lorrain, cordonnier, fils de Jehan.

Un inventaire de 1723 porte que Claude Philippe Dreux, à cause de Claude Bluteau, sa femme, au lieu de Remy Bluteau, doit 12 deniers parisis de cens sur une maison rue du Port Notre-Dame, tenant à la rivière de Seine, d'autre part à la maison de *la Pie*.

Par acte notarié du 12 juillet 1639, Jean Rousseau, bourrelier à Corbeil, sous-loua pour 2 ans et 3 mois, du jour Saint Remi, à Etienne Bataille, taillandier à Villeneuve-Saint-Georges, moyennant un loyer annuel de 36 livres :

« une boutique sur la rue où il y a une chambre, une chambre au-dessus lad. boutique, et un grenier au-dessus de la seconde chambre ; le tout dépendant d'une maison sise à Corbeil, rue Nostre-Dame, faisant portion de l'*hostel de la Pye*, que ledict Rousseau tient des propriétaires ; le surplus qui se consiste en un cellier, une chambre sur le derrière, une bluterye et un petit grenier, réservé par le dict Rousseau pour y mettre autre locataire ; aussi réservé le passage pour y aller par la boutique ».

LE CYGNE et la CROIX DE FER, devenus le SIGNE DE LA CROIX puis le PETIT CYGNE. — Emplacement actuel, nº 14 et partie nº 16.

L'hôtellerie qui, à son origine, vers la fin du XIVe siècle, avait pris pour enseigne « *Le Cygne* », joignait d'un côté la maison du *Coq*, d'autre côté l'hôtel de la Pie ; ses dépendances allaient jusqu'à la Seine.

Vers 1540, l'aubergiste voisin, ayant substitué à la marque de sa maison qui portait celle « du *Coq* », l'enseigne du *Cygne Coq*, le propriétaire du *Cygne*, sans doute à cause de la concurrence qu'il éprouvait de cette substitution, changea l'enseigne de sa maison contre celle du *Signe de la Croix*.

Nous devons dire que cette hôtellerie avait une certaine renommée aux XVe et XVIe siècles.

Dès 1470, Girard Dufour, maître de l'hôtel du *Cygne*, y avait réuni

la maison contiguë portant l'enseigne « de *la Croix de fer* ». Ce n'est que vers 1585 que l'immeuble qui nous intéresse fut connu sous le nom d'hôtel du *Petit cygne*, qu'il conserva jusqu'à la Révolution.

Il relevait de la censive du Chapitre de l'église Notre-Dame, qui fut réuni au Chapitre de Saint-Spire en 1601.

Un compte de 1459, nous apprend que Pierre Dufour, devait 12 sols parisis de rente à cette église, à raison de la cession que lui avait faite Lison la Coquillarde, sur sa part « de l'*hostel du Cygne*, tenant d'une part à Jehan Lorrain et d'aultre part aux hostels ou souloient pendre pour enseignes la *Croix de fer* et le *Coq* ».

Cette rente était payée en 1480 par les héritiers de Girard Dufour.

C'est en cet hôtel que, en 1484, le maréchal des logis du Roi et ses fourriers descendirent ainsi que l'établit le registre des comptes du receveur Barré où il est dit :

« Le vendredy, XXIIe jour d'avril, audit an (1484) vindrent en ceste ville de « Corbeil, mgr le mareschal des logis du Roy, nostre sire, et ses fourriers pour « prendre les logis du Roy, et en ce faisant fut despendu (1) en l'*hostel du Cygne* et « payé par Pierre Barré, procureur desd. habitans pour le disner desd. fourriers, « presens Me Estienne Privé, Hugues de la Borde, Nicolas Privé et aultres, la « somme de xx sols parisis » (2).

Par déclaration passée au profit des chantre, chanoines et chapitre de l'église collégiale Notre-Dame de Corbeil, en 1597, devant Etienne Grégoire, notaire à Corbeil (3), Barbe Cliquet reconnaît devoir deux sols de cens sur la maison « du *Petit cygne* ». Par sentence du Châtelet de Paris, du 16 janvier 1660, Nicolas *Regnault*, substitut du procureur du Roi à Corbeil, fut condamné à payer ce cens.

En 1706, Spire *Charlot* et Marguerite Lozier, sa femme, qui étaient aux droits des héritiers Nicolas Regnault, firent aussi déclaration à terrier pour ces 2 sols de cens.

Le 12 août 1586, par acte passé devant Étienne Grégoire, notaire à Corbeil (4), les chanoines et la fabrique de la collégiale de Notre-Dame de Corbeil, conclurent marché avec Guyon de la Bouticle et Guyon de Longchamp, marchands fondeurs, demeurant à Troyes, « estans de présent logez en ceste ville de Corbueil, en l'hostel où

1. Dépensé.
2. Arch. comm. CC 1.
3. Archive de Seine-et-Oise, E. 6858.
4. Arch. de Seine-et-Oise. E. 6843.

pend pour enseigne « Le *Petit Signe* » pour la fonte des 1re et 3e cloches, hors d'usage, du clocher de cette église ».

Par cet acte ces derniers s'engagent :

« à fondre et refaire de neuf la grosse et première cloche et « la troisième, qui sont de présent casséez et faire les dictes cloches « accordantes avecque la seconde cloche, laquelle est de présent, « bonne et entière,... et ce, au dire des musiciens et gens, à ce con- « gnoissans ».

Suivant contrat du 26 août 1637 (1), Jehan *Tortouyn*, conseiller du Roi, commissaire des guerres, Catherine *Tortouyn* et Claude *Tortouyn*, veuve de César Delalande, apothicaire à Corbeil, en leurs noms et comme se portant fort de Mathurine Tortouyn, mineure, consentirent bail pour 6 ans, du jour Saint-Remy suivant, à Louis Desfriches, marchand à Corbeil, moyennant un loyer annuel de cent livres tournois de :

« la maison et hostellerye du *Petit Cigne*, size à Corbeil rue Nostre-Dame, qui « se consiste en plusieurs corps de bastimens et dépendances, tenant et joignant le « *Grand Cigne*, d'aultre à l'hostel de la Pye, et aultres, d'un bout par derrière à « l'esperon et rivière de Seine, et d'aultre bout pardevant à la rue Nostre-Dame ».

Par acte du 17 mai 1619, Jehan Tortouyn, apothicaire, avait loué le même immeuble à Nicolas Garnier, moyennant un loyer annuel de 120 livres ;

En 1760, Nicolas *Collardet*, cavalier de maréchaussée à Corbeil paya 120 livres tournois à compte sur les droits de lods et vente par lui dus au chapître de Saint-Spire, sur le prix des acquisitions qu'il avait faites de Etienne Marnier, de portion de la maison et hôtellerie du *Cygne*, sise rue Notre-Dame (2).

LE COQ, devenu le CYGNE-COQ, puis le GRAND CYGNE. — Emplacement actuel, nº 16 en partie.

L'immeuble connu, au commencement du xve siècle, sous le nom d'hôteHerie du *Coq*, était relativement important.

Avant 1544, son enseigne fut changée et remplacée par celle du *Cygne-Coq*, à laquelle fut substituée, vers 1625, l'enseigne du *Grand Cygne*, par opposition à la dénomination de l'hôtellerie contiguë.

1. Minute Clozeau, notaire à Corbeil.
2. Acte Dupont, notaire à Corbeil des 17 Juillet 1756 et 5 février 1758.

Les deux maisons dont l'ensemble composait l'hôtellerie du *Grand Cygne*, dépendaient de la mouvance de la commanderie de Saint-Jean-en-l'Ile.

En effet, par déclaration faite le 10 juin 1668 (1) au terrier de cette commanderie, Pierre *Jobidon*, marchand à Corbeil, reconnaît être détenteur :

« D'une maison, couverte de tuiles, à Corbeil, rue Notre-Dame, et cour derrière ; lad. maison et celle de Barbe *Aubry*, veuve de Antoine Boutigny, qui étoit anciennement en une, estoit appelée le *Cygne-Coq* et à présent le *Grand Cygne*, reconnu au dernier terrier du prieuré par Barbe Cliquet, veuve de Claude Lemaire ; tenant la maison du recongnoissant d'une part à la dite Aubry, à cause de sa maison, *faisant partie* du *Grand Cygne*, et au sieur de Bourges et Catherine Rigault, sa femme, à cause du derrière de leur maison des *Petits Carneaux*, d'autre part à la veuve et héritiers de feu Me Nicolas Regnault, vivant substitut du procureur du roy à Corbeil, à cause de leur maison du *Petit Cygne*, *cy devant* appelée le *Signe de la Croix* et la *Croix de fer*, aboutissant d'un bout sur la rue Notre-Dame, et d'autre bout par derrière sur la rivière de Seine ».

Cette maison était chargée de 14 deniers de cens envers Saint-Jean-en-l'Ile.

Pierre Jobidon possédait cet immeuble en qualité d'héritier de Noël Jobidon, son père, sergent royal à Corbeil, décédé en 1643, qui l'avait acquise de Claude Chaltas et de Perrette Patin, sa femme, par acte passé devant Me Hideulx, notaire à Corbeil, le 9 janvier 1624.

La veuve Boutigny, fille et héritière de Marie Lemaire, sa mère, avait fait, dès le 12 mai 1668, sa déclaration au terrier de Saint-Jean-en-l'Ile, pour la maison qu'elle détenait et qui consistait en : « cave, « salle, cuisine, boutique et cellier par bas, deux chambres et deux « gardes robes au-dessus, et grenier encore au-dessus, avec une « grande chambre au-dessus de la cuisine de Pierre Jobidon ».

Par acte du 20 novembre 1645, Marie *Lemaire*, veuve de Pierre *Aubry*, vivant procureur et adjoint en la prévôté de Corbeil, consentit bail à Jehan Martinet, receveur des aides à Corbeil, de la maison lui appartenant faisant partie de « l'hôtel du *Grand Cygne* » moyennant un loyer annuel de 75 livres tournois.

1. Minute Nicolas Regnault, notaire à Corbeil.

LA FORGE, puis les PETITS CARNEAUX. Emplacement actuel, n° 18.

La maison appelée *La Forge*, connue au commencement du règne de Charles VII, attenait à l'hôtel du *Coq*.

Sa nouvelle dénomination des *Petits Carneaux* lui fut donnée par Jehan *Rigault*, marchand à Corbeil, à la suite de la transaction qui intervint entre lui et Pierre Besché, devant M° Hideulx, notaire à Corbeil le 7 octobre 1614.

Un compte des marguilliers de l'église Notre-Dame, de 1461, constate qu'ils reçurent la dite année 20 sols parisis « des hoirs feu Lau- « rent Marcel, pour leur maison qui fut à Samson Desvry, appelée « la *Forge*, assize en la dicte rue Nostre-Dame, tenant d'une part à « l'hostel du *Coq*, et d'autre part aux hoirs feu Jehan Marcel, abou- « tissant par devant à la dicte rue et par derrière aux hoirs Jehan « Marcel ».

Les héritiers de Pierre Dufour étaient propriétaires de la maison de la *Forge* en 1544.

A la même époque, Jehan le Boullenger, sergent royal à Corbeil et Huguette Le Bergier, y avaient aussi des droits.

LES GRANDS CARNEAUX, devenu LES CRÉNEAUX. Emplacement actuel, n° 20, encoignure de la rue Notre-Dame et de la rue du Port Saint-Guenault.

La maison des *Carneaux* ou des *Grands Carneaux* fut pendant plusieurs siècles considérée comme l'hôtellerie la plus luxueuse, sinon la plus importante de la ville. Sa cuisine était renommée. Des princes, de hauts et puissants seigneurs y descendirent, notamment, le duc d'Aumale qui fit étape à Corbeil, en ramenant d'Afrique à Paris, le 17° léger dont il était le colonel. C'est en 1791, seulement, que le nom des Créneaux fut substitué à celui des Grands Carneaux ; la signification est la même.

Nicot, auteur qui écrivait au XVI° siècle dit que : semble être mieux dit *creneaux*, de ce nom *crena*, *crenæ*, car les créneaux sont comme les crens faits à la muraille ». Le mot créneau a subsisté depuis.

Sous les murs et grand hourdeis,
Et aux *carneaux* larges alées,
Fors bailles, fors tours carnelées (1).

L'hôtellerie des Carneaux qui tirait son nom d'un bastion crénelé, formant éperon, l'avoisinant, avait son entrée principale à l'encoignure de la rue Notre-Dame et de la rue du Port Saint-Guenault. Jusqu'en 1578, la maison connue depuis sous le nom de *Petits Carneaux* en était une dépendance.

Elle était de la mouvance du roi, à cause de son château de Corbeil. Il y avait aussi le jardin des Créneaux, hors la porte de Paris.

En 1594, les *Grands Carneaux* appartenaient à Pierre *Besché* et à Aveline *Cliquet*, sa femme (2) ; le 8 février 1638, Michel Besché, leur fils, hôtelier, passe titre nouvel de 10 livres 15 sols de rente au profit de l'église de Saint-Germain-le-Vieil-Corbeil, comme propriétaire et détenteur :

« d'une maison et hotellerie, à Corbeil, *rue Notre-Dame*, appelée les *Grands* « *Carneaux*, qui se consiste en plusieurs corps de logis, cours et autres lieux, « tenant d'une part à Jean Rigault et à Noël Jobidon, d'autre part à la ruelle des- « cendant à la poterne, d'un bout par devant à la rue Notre-Dame, d'autre bout « par derrière à l'éperon... » (3).

Par acte du 10 Décembre 1643, Michel Besché, s'était reconnu débiteur envers Pierre Piat, ayant exercé la recepte de la ferme de la courte pinte à Corbeil, de la somme de 650 livres pour le droit de courte-pinte des vins qu'il avait vendus en détail à la maison des Carneaux pendant cinq ans (4).

Le 4 décembre 1654, Zaïre *Brayer*, sa veuve, contracte un abonnement à Jean-Baptiste Thion, fermier des aides de la ville de Corbeil, pour débiter vin en l'hôtellerie des Grands Carneaux, pendant deux ans neuf mois du premier octobre précédent, moyennant une redevance annuelle de 90 livres plus le sol pour livre.

Le 13 avril 1669, Etiennette *Regnault*, veuve en premières noces de noble homme Jean *Tortouyn*, conseiller du Roi et commissaire ordinaire de ses guerres, et en secondes noces de Pierre *Juillet*, conseiller du roi et receveur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, consentit bail pour six ans, du premier Juillet suivant, à honorable per-

1. Fabl. Ms. Bibl. Nat. 7615. tome 2 folio 188.
2. Minute Barré, notaire à Corbeil, du 21 Juin 1594.
3. Minute Clozeau, notaire à Corbeil.
4. *Ibidem*.

sonne Claude Moreau, hôtelier, demeurant au faubourg de Paris, du côté de la porte de Paris, de : *la maison appliquée à hostellerie ou pend pour enseigne les Grands Carneaux*, avec ses circonstances et dépendances (1).

Nicolas *Barré*, huissier, était maître des Carneaux, en 1683.

Le 23 mai 1714, Louis Charles *Clignet* et *Enguehard*, tous deux avocats au parlement de Paris, se rendirent acquéreurs, par contrat passé devant Me Bocheron, notaire à Paris, de divers biens et héritages, parmi lesquels la grande maison et hôtellerie des Carneaux. Par le partage fait entre eux le 19 novembre 1715, cet immeuble fut attribué à Clignet, qui en consentit bail à rente, neuf ans plus tard, à Claude *Bienaimé*, hôtelier et Marie-Madeleine Vieillard, sa femme, moyennant une rente foncière de 300 livres tournois.

Après le décès de Bienaimé, arrivé à l'hôtel des Créneaux, en 1749, la maison fut licitée et adjugée à Pierre, l'un de ses fils, moyennant le prix de 7500 livres, convertie en 375 livres de rente perpétuelle, par acte devant Mes Dupont et Leverrier, notaires à Paris, du 2 Janvier 1750 (2).

Par autre contrat reçu par Mes Peron et Felize, notaires à Paris, le 24 Juillet 1771, Pierre *Bienaimé*, se qualifiant ancien garde de la prévôté du roi, et Françoise *Dramard*, son épouse, cédèrent à François *Peroud*, charpentier, et Marie Michelle *Verd*, sa femme, demeurant à la Quarantaine, paroisse d'Essonne, l'hôtellerie des *Grands Carneaux*, moyennant 500 livres de rente foncière perpétuelle, non rachetable, plus 50 livres de rente pendant la vie des vendeurs.

Les époux Peroud laissèrent cinq enfants ; deux cédèrent leurs droits sur l'hôtel des Créneaux à Marie Caillois, notaire, et à Claude Randouin, aussi notaire. Aux termes de plusieurs actes passés en 1798, 1802 et 1805, Pierre Paul *Pequin* et Marie Julienne *Herbin*, sa femme, devinrent acquéreurs de la totalité de l'immeuble. L'une de leurs filles : Anne Eulalie Charles Pequin, veuve de Jean Siméon *Guillou*, en était seule propriétaire en 1817 ; elle en fit cession à Anne Victor Dancongnée par acte du 4 février 1836. Celui-ci fit démolir, en 1846, la plus grande partie de l'ancienne hôtellerie des Créneaux, qu'il transforma en maison bourgeoise. Pierre Maneil fut le dernier restaurateur qui l'exploita.

M. Dancongnée décéda en 1851 laissant deux enfants ; vendue sur

1. Minute Tarteret, notaire à Corbeil.
2. Charles Bienaimé, autre fils de Claude, devint notaire à Mézières, près Dreux.

licitation, la maison des Créneaux fut adjugée à Madame *Vian*, sa fille, née Louise Pauline Dancongnée, laquelle la revendit, en décembre 1882, à Monsieur Eugène Cros, notaire à Corbeil. Celui-ci y transféra son étude qui se trouvait alors rue des Petites Bordes.

Sous sa forme nouvelle cette antique demeure est habitée de nos jours par M. Louis *Cros*, son fils, l'aimable et si dévoué vice-président de notre Société.

Côté gauche.

LE MORTIER D'OR — Emplacement actuel, Place du Marché, anciennement rue Notre-Dame, n° 1.

La maison du *Mortier d'or*, qui était l'enseigne d'un apothicaire, faisait l'encoignure de la place du Marché et de la rue Notre-Dame, alors que cette rue possédait toute sa longueur, c'est-à-dire avant l'agrandissement de la place du Marché, en 1865, par l'expropriation des immeubles portant les numéros 1, 3 et 5.

Elle était située devant le portail de l'église Notre-Dame et attenait à l'antique maison du Heaume.

Par contrat du 15 octobre 1644 (1), Pierre *Hideulx*, sieur de Voutreaux, demeurant à Corbeil, consentit vente à Louis *Percheron*, marchand chandelier à Corbeil, de la 4e partie de cet immeuble, ainsi désigné en l'acte :

« Une maison place du Marché, devant et à l'opposite de la grande porte de « l'église Notre-Dame, ou pend pour enseigne le *Mortier d'or*, qui se consiste en « cave, boutique et chambre basse, deux chambres haultes et garnier, petite cour « et montée, avec ung aultre corps de logis derrière, applicqué à cellier, deux « chambres haultes et garnier ; les dits lieux couverts de tuiles, tenant d'une part « à l'auditoire, geôle et prisons de Corbeil, d'autre part sur le devant à Pierre « Darbonne, et sur le derrière à une maison donnant rue Saint-Jean, d'autre « bout par devant à la place du Marché ».

Cette maison avait été léguée à Hideulx par Marie *Doublet*, femme de Michel Lombert, par son testament daté du 17 Juillet 1626.

Cette 4e partie de la maison du *Mortier d'or*, avait été louée quelques mois avant, le 8 Janvier 1644, par Pierre Hideulx, moyennant un loyer annuel de 47 livres 10 sols.

1. Minute Clozeau, notaire à Corbeil.

La ville de Corbeil fit démolir cet immeuble pour l'agrandissement de la place du Marché, en 1865 ; elle en fit l'acquisition, à cet effet, de Paul Genret, pharmacien, qui la possédait depuis plus de quarante ans. C'est depuis cette époque que l'officine de pharmacie s'exploite dans une maison se trouvant en face.

LE HEAUME. — Emplacement actuel, Place du Marché, anciennement rue Notre-Dame, n° 3.

L'hôtel qui portait pour enseigne le nom de cette coiffure guerrière, se trouvait placé entre les maisons du *Mortier d'or* et de l'*Ane rayé* ; il tenait par derrière au *Lion d'argent*.

L'enseigne du *Heaume* existait à Corbeil, dès la fin du XIV^e^ siècle.

L'église Saint-Nicolas de Corbeil jouissait de 40 sols parisis de rente sur l'hôtel du *Heaulme*, qui lui avait été légués par *Symon Lambert*, aux termes de son testament, daté du 29 avril 1452 ; un acte du 16 septembre 1458, nous apprend que Jehan Duval, marguillier de cette église, avait été dans la nécessité de faire sommation à Hugues Chandellier, tuteur des héritiers de feue *Marion*, femme de Simon Lambert, pour obtenir paiement des arrérages. Cette rente était encore payée en 1537.

D'après un compte de 1461, l'église Notre-Dame de Corbeil avait aussi le droit de prendre 32 sols de rente, sur :

« la maison ou souloit demourer Jehan de *Latran*, boulanger, assize en la dite « rue [Notre-Dame], ou pend pour enseigne « l'enseigne du *Heaulme* » et que « souloit tenir paravant *Jehan de Lospital*, tenant d'une part à Moricet Rouleau, « et d'autre part à Jehan Lenoir, aboutissant par devant à la rue Notre-Dame, et « par derrière au *Lyon d'argent* ».

Cette maison qui relevait de la censive du Chapitre de Notre-Dame, lequel y percevait 6 deniers parisis de cens, après avoir été la propriété de Germain *Delacroix*, en 1480, et de son fils, Jehan, en 1516, passa, vers 1570, à Paul *Parnot*, puis en 1607, à *Robert de Launay*, lieutenant du premier barbier et chirurgien du roi, qui en fit déclaration au terrier.

Par acte du 4 Juillet 1623, Noëlle Cordeau, veuve de Robert de Launay (1), pour exécuter le testament et ordonnances de dernière volonté de ce dernier, constitua au profit de l'œuvre et fabrique de

1. Robert de Launay était le père du prévot Jean de Launay.

l'église Notre-Dame et Saint-Nicolas de Corbeil. six livres de rente annuelle et perpétuelle à prendre et percevoir sur « une maison rue Nostre-Dame où est pour enseigne le *Huaulme* ».

« Cette constitution avait été faite à la charge par les marguilliers de faire dire « et chanter en lad. église, à perpétuité, par chacun an, le jour et feste d'Ascen- « sion, un beau salut solempnel, qui sera sonné à motif sur les six heures du soir, « environ une demye heure... ; et de faire dire et célébrer le lendemain, sur les « huict à neuf heures du matin un grand obit solempnel et vigilles à neuf leçons... « une haute messe à diacre, soulz-diacre. etc.

Il est dit dans l'acte qu'une épitaphe sera mise à l'un des piliers de l'église, près de la fosse (1).

Eloi *Doucet*, marchand, possédait la maison du *Heaulme* à la fin du XVII[e] siècle, il l'avait acquise des héritiers de Marie *Le Tellier*, veuve de Gilles *Duhamel* (2).

L'ancienne maison du *Heaume*, qui était alors la propriété de la veuve *Martin*, épicière, fut expropriée, puis démolie, en 1865, pour l'agrandissement de la place du Marché.

L'ANE RAYÉ

Emplacement actuel, place du Marché, anciennement rue Notre-Dame, partie n° 5.

L'Ane Rayé, nom sous lequel on désignait anciennement le zèbre, était une enseigne aimée de nos ancêtres.

Nombreuses étaient, au moyen âge, les villes qui possédaient des maisons ou hôtels qui avaient pris cette dénomination pour enseigne. Ce fut à « *l'asne Rayé* » de Reims que, en 1429, logèrent les parents de Jeanne d'Arc, lorsqu'ils vinrent assister au sacre de Charles VII.

Corbeil pouvait la revendiquer dès 1380.

Un compte du Chapitre de l'église Notre-Dame de Corbeil, relate que, en 1459, il lui était dû 10 livres parisis de rente annuelle par *Moricet Rouleau*, barbier :

« pour sa maison assize devant l'église Notre-Dame, ou pend pour enseigne « l'*Asne Rayé*, qui fut à Guillaume *Anceau*, et paravant à *Loys Merville*, tenant d'une « part à la rue par où l'on va à Sainct Jehan de l'ermitage, et d'autre part à la « maison ou souloit demourer Jehan de Latran, aboutissant pardevant au pavé « de ladite rue Notre-Dame, et par derrière au *Lyon d'argent* ».

1. Minute Hideulx, notaire à Corbeil.
2. Minute Jamin, notaire à Corbeil, du 9 mars 1671.

Moricet Rouleau aliéna cette maison à Denis *Privé*, prêtre, chanoine de l'église Notre-Dame, qui la possédait en 1480 ; celui-ci la vendit à Martin Le Roux, à la mort duquel elle revint à Jehan Le Roux, son fils, grainetier à Etampes, qui en était propriétaire en 1544.

LE LION D'ARGENT,
ou LE LION.

Emplacement actuel, place du Marché, anciennement rue Notre-Dame, partie n° 5.

Cette enseigne, qui remonte au XIV^e^ siècle était appendue à une maison qui se trouvait devant l'église Notre-Dame, et qui attenait à l'*Ane Rayé* et à l'hôtel du *Heaume*.

Par acte du 6 novembre 1654, Pierre Barthelemy, procureur de Jean-Baptiste Thion, fermier des aides de la ville et fauxbourgs de Corbeil déclare :

« avoir abonné Nicolas *Blondeau*, hotelier et cabaretier, demeurant à Corbeil « pour vendre vin à taverne, cabaret assiette en la maison où il est à présent de- « meurant, en un seul bouchon, et sans fraude, sis en la place *devant l'église Notre- « Dame* ou pend pour enseigne *le Lion*, pour le temps et terme de quinze mois, « moyennant quatre vingts livres par an, pour les droicts de huitième et annuel, « de vin qu'il vendra, et outre le droit du nouveau sol pour livre ordonné estre « levé par la déclaration du roi du mois de mars ;

Il est stipulé dans cet abonnement que Blondeau :

« sera tenu de faire déclaration de tous les vins qu'il acheptera en gros des ha- « bitans de la ville, de la quantité et prix qu'il acheptera, avant même l'enlève- « ment, à peine de 20 livres de dommages-intérêts, ensemble faire même déclara- « tion des vins qu'il acheptera hors la ville et qu'il fera entrer en icelle, pour « la conservation des droits du fermier ».

On voit par ce contrat que à cette époque, déjà, les cabaretiers pouvaient composer avec la Régie, et obtenir des abonnements pour les droits auxquels ils étaient astreints ; le prix payé par Blondeau, relativement élevé, nous indique, par comparaison avec le montant des abonnements payés par d'autres taverniers de la ville, que sa maison, d'ailleurs bien située, était des mieux achalandées.

La maison du *Lion d'argent* qui avait été acquise en 1845 par la veuve *Martin*, de François Pierre *Bréal*, a été détruite, en 1865, pour agrandir la place du Marché.

LA BONNE FOI. Emplacement actuel, nº 7.

L'enseigne de la *Bonne Foi* était celle d'une maison qui faisait le coin de la rue Notre-Dame et de la rue du Petit-Saint-Jean (1), et aboutissait sur la rue aux Tisseurs.

Cette maison appartenait au Chapitre de Saint-Spire qui la vendit en 1783 au sieur Pâté, marchand cloutier. En 1823, elle était la propriété de Jean François *Martin* et elle advint, en 1835, à Alexandre *Martin*.

Démolie en 1866, lors de l'agrandissement de la place du marché, on reconstruisit sur son emplacement, mais avec un reculement d'environ deux mètres tant sur la place que sur la rue Notre-Dame, la maison de commerce que nous voyons aujourd'hui.

Cet immeuble appartient actuellement à madame veuve Jeanson.

L'IMAGE NOTRE-DAME. Emplacement actuel, partie nº 9.

Cette enseigne, qu'il ne faut pas confondre avec celle du même nom qui existait rue Saint-Spire, remonte à la fin du XIVe siècle. Nombreux sont les titres qui la mentionnent.

La maison où elle était appendue relevait de la censive de Notre-Dame de Corbeil.

Un compte de cette église de 1461, relate que, en cette année, Antoine *Chaillot*, curé, reçut six livres huit sols de rente annuelle de Jean *Nicolas*, papetier, pour « sa maison, où il demeure, assise en « la dicte rue, ou pend pour enseigne l'*ymage Nostre-Dame*, tenant « d'une part à Jehan Lenoir et d'autre part aux hoirs feu Henry, « aboutissant pardevant à icelle rue et par derrière à la rue aux *Tri-* « *cheurs* ».

Un titre daté du 25 novembre 1533, passé pardevant Spire Guespereau, substitut de Me Jehan Le Berger, tabellion à Corbeil, fait aussi mention de trente deux sols de rente, constitués par Henry Pinet et sa femme, au profit de l'église Saint-Nicolas de Corbeil, sur la quatrième partie « d'une maison assise à Corbueil, rue Nostre-Dame, où pend pour enseigne l'*imayge Nostre-Dame* ».

1. Le sol de la rue du Petit Saint-Jean, qui s'appela plus tard la rue des Religieuses et enfin la rue de l'Hospice, fait maintenant partie de la place du Marché.

En 1544, cette maison était indivise entre *Nicolas Barré*, Jehan *Gilbert*, boulanger, à cause de Jehanne Barré, sa femme, et Michelle Barré, tous héritiers de Pierre Barré.

Nicolas Fauvelier, propriétaire de l'Image Notre-Dame en 1642, y fit exécuter des travaux importants, ainsi que le constate un marché d'entreprise qu'il contracta avec Nicolas Guillois, maçon à Paris.

LES TROIS PAS DE DEGRÉS. Emplacement actuel, partie nº 9.

La maison qui possédait cette enseigne était l'une des plus anciennes de la rue Notre-Dame.

Des titres des années 1395, 1459, 1586, 1621, 1626, 1643, 1652, 1653, 1671 font mention de 8 livres de rente dues à la communauté de l'église Saint-Spire sur la maison « appelée les *trois pas de degrez* » sise rue Notre-Dame.

Elle paraît avoir été réunie vers le milieu du XVII[e] siècle à l'immeuble portant l'enseigne de l'Image Notre-Dame.

En effet, un titre nouvel passé le 4 décembre 1708, par Martin Gautreau, serrurier, nous apprend que celui-ci était alors détenteur :

« d'une maison sise à Corbeil, rue Notre-Dame, appelée l'Image Notre-Dame, « et d'une cour derrière, tenant d'une part à François Cornut, d'autre part aux « hoirs et héritiers de Richard et Barbe Audebert, aboutissant d'un bout à la « dite rue, d'autre bout par derrière à la rue des Tisseurs ; icelle maison appli- « quée à une boutique sur le devant, une chambre attenant, caves dessous, deux « chambres hautes, l'une sur la boutique, l'autre au-dessus de la boutique et « d'une autre chambre sur le derrière, regardant la rue des Tisseurs ; deux gre- « niers sur le devant et sur le derrière » (1)

Cette désignation correspond à celle de la maison des *Trois pas de degrés*, se trouvant dans de plus anciens titres.

Gautreau avait acquis cette maison de Pierre Robelain, conseiller du roi, contrôleur du grenier à sel de Brie comte Robert.

L'IMAGE SAINT-LOUIS. Emplacement actuel, nº 11.

L'hôtel, relativement important, qui avait pris cette enseigne, laquelle n'est pas antérieure au commencement du XVI[e] siècle, attenait à droite à la maison de l'*Image Notre-Dame*, et à gauche à la *Fleur de Lys*.

1. Acte Doré, notaire à Corbeil.

Il relevait de la censive de l'église Notre-Dame de Corbeil.

Dans un acte de 1576, cet immeuble est désigné ainsi qu'il suit :

« une maison consistant en deux corps d'hostel, cour au milieu, et ses appar-
« tenances, assize en la Ville de Corbeil, rue Nostre-Dame, où est pour *enseigne*
« *contre le mur l'Image Saint-Loys*, tenant d'une part, la totalité du dit lieu à l'hostel
« de l'*ymage Nostre-Dame*, appartenant à Robert Cochette, d'aultre à l'hostel de
« la *Fleur de Lys*, appartenant à Germain Cliquet, aboutissant d'un bout, parde-
« vant, sur la rue Nostre-Dame et d'aultre bout, par derrière, *ayant yssue rue des*
« *Tricheurs* ».

La maison « vulgairement appelée maison de l'image Saint-Louis » est encore indiquée dans un acte de 1691.

LA FLEUR DE LYS. Emplacement actuel, nº 13.

Cette enseigne, connue à Corbeil, dès le commencement du xvᵉ siècle, appartenait à une maison qui, d'un côté, était contigüe à l'*hôtel Saint-Louis*, d'autre côté aux *Trois Corbillons*. C'était l'enseigne d'un boulanger.

Cinq titres portant les dates respectives des 13 octobre 1440, 8 avril 1449, 26 avril 1475, 22 avril 1521 et 4 Juin 1532, font mention de quatre livres parisis de rente que l'église Saint-Nicolas de Corbeil avait droit de prendre, chacun an, sur la maison, sise à « *Corbueil, rue Notre-Dame, où pend pour enseigne la Fleur de Lys* ».

Le premier de ces titres est l'acte constitutif de la rente ; le second, le consentement donné par Pierre de Chaulvigny, chevalier, à l'église, de jouir de cette donation.

La communauté de l'église Notre-Dame de Corbeil avait aussi droit de percevoir annuellement quatre livres parisis de rente qui lui avait été léguées par Denisot Roger, en 1440, pour la fondation du salut Notre-Dame, qui se chantait et solennisait en cette église, sur « *l'hostel de la Fleur de Lys*, tenant d'une part à Henry de Len-
« hault, d'autre part à Pierret Simon, aboutissant par devant à ladite
« rue Notre-Dame, et par derrière à la Rue aux Trischeurs » (1).

Cette maison, aliénée vers 1475 par les héritiers de Denisot Roger à Jacques *Dufour*, devint ensuite la propriété de Claude *Andry*, Marguerite *Heitier*, Denis Le Sainctier ; en 1544, elle était indivise

1. Compte de l'église Notre-Dame de 1456.

entre les héritiers de ce dernier, au nombre desquels figurait Nicolas *Le Sainctier*.

Le 3 juillet 1618, Simon *Cordeau*, marchand à Corbeil, confesse avoir reçu de Noël Jobidon, sergent royal en la même ville, 800 livres tournois pour le rachat de 40 livres de rente, due à raison d'un bail consenti à ce dernier, le 20 mars 1611, « d'une maison couverte de thuilles, contenant deux corps d'hostel, cour au milieu, appelée la maison de la *Fleur de Lys*,... tenant d'une part à Nicolas Le Roy (1).

Par acte devant Me Barré, notaire à Corbeil, Guillaume *de Launay*, marchand et receveur du domaine de la ville, prévôté, vicomté et châtellenie de Corbeil, qui en était alors possesseur, consentit bail à rente de la *Fleur de Lys*, à Pierre *Lusson*, boulanger, moyennant un loyer annuel de soixante livres tournois ; Lusson retrocéda ce bail à Jean Dolene, aussi boulanger, le 5 Janvier 1654 (2).

On remarque sous cette maison de belles caves dont l'une voûtée est ornée d'un gros pilier avec chapiteau sculpté, paraissant du XIIe siècle.

LES CORBILLONS. Emplacement actuel, n° 15.

La maison, dite l'hôtel des *Corbillons*, ou encore des *Trois Corbillons*, était contiguë à l'hôtel de la Fleur de Lys ; elle aboutissait, par derrière, à la rue aux Tisseurs.

La maison portant cette enseigne est mentionnée dans plusieurs actes des XVe et XVIe siècles.

Un titre de 1480, notamment, relate que les marguilliers de l'église Notre-Dame ont fait recette de 4 livres de rente due par Jacques Dufour pour son hôtel, assis en la rue Notre-Dame, ou pend pour enseigne la Fleur de Lys, tenant d'une part à l'*hostel des trois Corbillons*.

LE CERF, puis le GRAND CERF. Emplacement actuel, partie n° 19.

L'hôtel du *Cerf* était situé à quelques mètres de l'hôtel des trois Corbillons et sur le même rang ; une maison, seule, l'en séparait. Cette enseigne nous est révélée dans des actes des XVe et XVIe siècles.

1. Minute Pierre Hideulx, not. à Corbeil.
2. Acte Clozeau, notaire à Corbeil.

Une opposition datée d'octobre 1489, signifiée à la requête de Phélipot Chevallier, au nom et comme marguillier de l'église paroissiale de Saint-Germain-du-Vieux-Corbeil, à Jean Laisné, prévôt de Corbeil, fait mention :

« d'une maison ou souloit avoir une masure assise en la rue Notre-« Dame, qui fut à feu Jean Marin Havanque, tenant d'une part à « l'hôtel où pend pour enseigne *Le Cerf*, d'autre part à l'hôtel où « pend pour enseigne les Corbillons, aboutissant d'un bout à la rue « aux Trischeurs ».

La maison du Cerf joignait aussi cette rue.

Par acte passé pardevant Me Fontaine, notaire à Essonne, le 14 octobre 1624, Noël *Jobidon*, sergent royal à Corbeil, qui en était alors propriétaire, consentit bail pour sept ans, à partir du jour St Remy, à Michel Duruble, marchand, bourgeois de Paris, de la maison ou pendait pour enseigne « *Le Grand Cerf* », sise rue Notre-Dame, moyennant un loyer annuel de 63 livres.

ENSEIGNES

DONT L'EMPLACEMENT N'A PU ÊTRE DÉTERMINÉ EXACTEMENT

LA SOUCHE.

La maison appelée *La Souche*, située rue Notre-Dame, mais dont l'emplacement n'a pu être exactement indiqué, nous est révélée par deux titres : le premier, portant la date du 9 février 1439, fait mention d'un legs de 10 sols parisis de rente consenti par Collette, femme de Le Flament, au profit de l'église Saint-Nicolas de Corbeil ; le second est une sentence portant hypothèque passée par Pierre Fidé, tabellion à Corbeil, pour raison de cette rente.

LA MARMITE.

Cet hôtel nous est indiqué par la mention suivante extraite du terrier de Saint-Jean de l'Ermitage :

« Simonne *Pauchauvin*, veufve de feu sieur de la *Ruelle*, au lieu « de Nicolas Cliquet, au lieu de Robert Mottin et sa femme et « autres... pour une maison sise à Corbeil, rue Notre-Dame, *tenant « à l'hostel de la Marmitte*, etc. »

Nous estimons que cet immeuble se trouvait du côté gauche.

(*A suivre*). E. Creuzet.

UNE FAMILLE D'IMPRIMEURS

PARISIENS

ET LE COUVENT DES BILLETTES

Rolin Thierry [1], le célèbre imprimeur de la Sainte-Union, acheta, le 5 novembre 1614, de Nicolas Sachot, conseiller au Châtelet, certaines « maison, cour et appartenances » sises au Plessis-Chenêt [2]. Après sa mort, survenue le 24 avril 1623, eut lieu un partage entre ses héritiers [3]. A la suite de divers réglements d'hoirie, la maison et les dépendances échurent à sa fille Gilette Thierry, épouse de Joseph Cottereau [4], imprimeur rue Saint-Jacques, à l'enseigne de la Prudence. Le 12 décembre 1648 [5], Gilette et Joseph Cottereau « pour la singulière dévotion et affection qu'ils ont tousjours eue pour les religieux de l'ordre Nostre-Dame des Carmes réformez de la province de Touraine et en considération de ce que Joseph Cottereau, leur fils aîné, s'est rendu religieux profès dudit ordre et nommé, en iceluy, frère Joseph de Saincte Catherine, estant de présent au couvent du Saint-Sacrement des religieux dudit ordre, rue des Bil-

1. Fils d'un laboureur de Saint-Fargeau en Champagne, Rolin Thierry exerça l'imprimerie à Paris depuis 1585 jusqu'à sa mort. Il était installé rue Saint Jacques, au Soleil d'or, où il imprima de nombreux et remarquables ouvrages. Il avait épousé, par contrat du 4 novembre 1585, Thomasse Lesméré. (Note due à l'obligeante érudition de M. G. Lepreux).

2. Acte d'acquisition. *Arch. Nat.*, S. 3710, fonds des Billettes. Le Plessis-Chenêt, arr. et canton de Corbeil. Les terres appartenant aux Thierry relevaient de Villeroy.

3. Partage du 6 décembre 1623, portant les signatures des héritiers, *Arch. Nat.*, *ibid.*

4. Acquêt du 7 juillet 1632, *Arch. Nat.*, *ibid.* Joseph Cottereau, originaire de Chartres, fils de Claude, imprimeur dans cette ville, fonda une librairie à Paris en 1606 dans la rue Saint Jacques à l'enseigne de la Prudence (maison de la Hure de sanglier). Il mourut le 23 juillet 1652. Il avait été adjoint (1621) et syndic de la communauté (1636-1639). De son mariage avec Gilette Thierry, fille de Rolin, il eut plusieurs enfants, dont Laurent, qui exerça la librairie à Paris de 1638 à 1648. (Note de M. Lepreux).

5. Acte de donation. *Arch. Nat.*, *ibid.* Dans cet acte, Joseph Cottereau est encore qualifié de « marchand libraire juré en l'Université et bourgeois de Paris ».

lettes à Paris », donnèrent aux Carmes Billettes (1) la nue propriété de biens désignés comme suit : « Une maison size au village du Plessis-Chesnay, parroisse du Coudray, distante de cette ville de Paris de huict lieues sur le grand chemin qui conduict de Paris à Fontainebleau, Montargis et autres lieux, consistant en une cave, fournil, salle basse, une grande et petite chambre en deux estages, un grand grenier soubs une mesme couverture, deux courts, l'une sur le devant où il y a un petit genillier (2) et l'autre sur le derrière où il y a un petit toit à porc, deux estables, un puy, et un jardin entièrement clos de murailles, avec les ustencilles dudit pressoir et cuves estant en icelluy » et, au surplus, 12 arpents 89 perches de vignes et une somme destinée à des fondations de messes. Le 29 décembre 1649, la donation de l'usufruit vint s'ajouter à celle de la nue propriété, moyennant le paiement d'une rente annuelle de cent livres et de 4 muids de vin durant la vie des donataires (3).

Les Carmes des Billettes, ayant ainsi reçu tous droits sur ces immeubles, y firent bâtir une chapelle. On en aperçoit encore les restes en allant de Paris à Fontainebleau, le long de la route nationale, avant d'entrer dans le village du Plessis-Chenêt.

Ils placèrent dans la chapelle l'inscription suivante :

CE LIEV AVEC SES DEPENDANCES
A ESTE DONNE AVX RELIGIEVX
CARMES REFORMES DE LA PROVINCE
DE TOVRAINNE AV COUVENT DV S^t
SACREMENT DIT DES BILLETTES
DE PARIS PAR HONNORABLES PERSON
NES JOSEPH COTTEREAV ET
GILETTE THIERRY
ET A ESTE CETTE CHAPELLE
BENISTE ET DEDIEE EN L'HON
NEVR DE S^t JOSEPH ET DE S^t
GILLES LE 30 DE JVIN 1650
PRIEZ DIEV POVR EVX (4)

1. C'est en 1633 que les Carmes s'installèrent dans l'antique maison des Billettes, Cf. Lebeuf, *Hist. dioc. de Paris*, éd. *Cocheris*, t. I, p. 377. Raunié, *Epitaph. du vieux Paris*, t. II, p. 225.

2. Pour gelinier : poulailler.

3. Dans le même dossier des Arch. Nat. se trouvent les lettres d'amortissement accordées par Louis XIV, le 14 juin 1650.

4. Cette inscription inédite est gravée sur une dalle de pierre mesurant $0^m66 \times 0^m52$.

Aux côtés de l'autel furent disposées deux statues de bois de chêne, représentant l'une Saint Joseph, l'autre Saint Gilles, patrons du lieu (1).

Denis Thierry, frère de Gillette, avait gardé quelques terres au Plessis-Chenêt. Après sa mort, sa veuve, Marie Regnault, demeurant rue Saint Jacques, à l'enseigne du chef Saint Denis, et son fils Denis Thierry, libraire lui aussi, demeurant dans la même rue Saint Jacques, à l'enseigne de la Ville de Paris, donnèrent aux Billettes 25 livres de rente à prendre sur les dites terres (2). Etienne Thierry, fils de Denis et de Marie Regnault, était entré dans l'ordre des Carmes et y avait pris le nom de frère Hilarion de Saint-Etienne.

Claude Cochin.

Après la désaffectation de la chapelle elle fut recueillie au Château de la Roche. M. Henry Cochin en a récemment fait don au Musée Saint Jean de Corbeil.

1. Ces 2 statues, demie-nature, sont actuellement conservées au Château de Mousseau, à Evry-petit-bourg.

2. Acte du 8 avril 1664, *Arch. Nat.*, *ibid.* Le carton cité des Arch. Nat. contient des documents sur le Plessis-Chenêt, jusqu'à la Révolution.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DE CORBEIL

UNE DÉCOUVERTE INTÉRESSANTE

En ouvrant une tranchée pour l'établissement d'un trottoir sur le quai Bourgoin, les ouvriers rencontrèrent un objet résistant qui paraissait être du fer ; ils creusèrent alors tout autour pour le dégager et réussirent enfin à sortir de terre une sorte de gros rouleau de fer, d'environ un mètre de long et qui paraissait creux. Sur l'avis qui lui en fut donné, le Conservateur du musée Saint Jean se rendit à l'endroit indiqué, et après un nettoyage sommaire, il lui fut facile de constater que l'objet qui venait d'être exhumé, n'était autre qu'une bombarde du XV^e^ siècle, encore garnie de son boulet de pierre, qui avait fait partie autrefois de l'artillerie de la ville de Corbeil. Et ce qui le prouve, c'est que l'endroit où fut trouvé cette bombarde sur le quai Bourgoin, entre les rues de l'Arche et de la Triperie, est justement l'emplacement occupé aux siècles passés par un ensemble important de fortifications, défendues par une grosse tour, désignée dans les anciens titres sous le nom de *la tour de la Bonde Saint-Nicolas*, à cause de la porte de ville du même nom, qui était proche. Et c'était précisément au bas étage de cette tour qu'étaient remisées les pièces d'artillerie de la ville de Corbeil ; nous en avons la preuve par un texte manuscrit très précis, daté du mois de mai 1534, qui fait partie des archives de la ville, conservées à la Bibliothèque de Corbeil (1).

1. Ce curieux document a été publié in-extenso dans le Bulletin de notre Société, année 1909, p. 98 à 104.

C'est un curieux inventaire des pièces d'artillerie de Corbeil, écrit sur trois grandes feuilles de parchemin cousues l'une au bout de l'autre et formant ainsi une longueur de 1 m. 42. Ce document est d'autant plus intéressant qu'on y trouve, très clairement désignée, la bombarde qu'on vient de mettre au jour sur le quai Bourgoin. L'on peut s'en convaincre par le commencement de cet inventaire qui est ainsi conçu :

« Inventaire fait par moi Jehan Lebergier (1), Bachellier en loix, tabellion juré « et estably de par le Roy nostre sire en la ville Prévosté et Chastellenye de « Corbueil, le mardi douziesme jour de May, l'an mil cinq cens trente quatre, à la « requeste de honneste personne Jacques de la Ruelle, marchant espicier, au nom « et comme procureur des manans et habitans de la ville de Corbueil, des pièces « et artillerie et autres ustancilles trouvez ez tours et hostels cy après nommez.

« Et premièrement

« En la *tour de la Bonde de la porte Saint-Nicolas* sur la rivière de Seyne, au bas « estaige, a esté trouvé deux pièces d'artilleries enfuttées de boys, à la mode an- « cienne, les dictes pièces de fer, garnys de leurs chambres (2), dont l'une a deux « aigneaulx (3) par-dessus et l'autre sans aigneaulx, l'*une de trois pieds de longueur*, « et demy pied de gueulle, et l'autre de pied et demy de longueur ».

La bombarde que l'on vient de trouver répond bien à la désignation de la première pièce d'artillerie citée dans l'inventaire. On remarquera, qu'en 1534, on la désignait déjà comme ancienne, *à la mode ancienne*, dit ce document.

Cette bombarde doit remonter au premier quart du xv^e^ siècle, vers 1410 ou 1420.

Dans son Dictionnaire d'architecture, Viollet-le-Duc s'est occupé des canons primitifs qu'il a décrits avec dessins à l'appui. Voici ce qu'il dit, T. V. de ce dictionnaire, page 254, au mot *Engin* :

« Les premières bouches à feu furent montées sur des affûts sans roues et mises « simplement *en bois ou charpentées*, comme on disait alors, c'est-à-dire encastrées « dans un auget pratiqué dans de grosses pièces de bois et serrées avec des bou-

1. Les Lebergier étaient une ancienne famille qui a donné plusieurs Prévosts à la ville de Corbeil.

2. Chambre, ancien terme d'artillerie : la chambre était la cavité qui recevait la charge ; elle était ordinairement séparée du canon, auquel on la rattachait au moment du tir. Dans notre bombarde la chambre n'existe plus, mais on peut en voir une autre, de même époque et provenance, qui est conservée dans une des vitrines du musée Saint-Jean.

3. Aigneaulx, anneaux, cercles ; de ces aigneaulx nous n'avons que des débris, rien d'étonnant après plusieurs siècles d'enfouissement dans un terrain fréquemment inondé.

« lons, des brides de fer ou même des cordes. Le pointage ne s'obtenait qu'en « calant cette charpente, en avant ou en arrière, au moyen de leviers ou de coins « de bois ».

Notre bombarde, qui revoit le jour après un enfouissement de presque cinq siècles, est déposée au musée Saint-Jean, où elle sera conservée comme un vestige respectable de la défense de notre ville au moyen-âge.

Il ne faut pas oublier, en effet, que Corbeil, place forte, était exposée, par sa situation importante sur la Seine, en amont de Paris, à de fréquentes attaques. Elle n'avait pas de garnison et devait se défendre par ses propres moyens ; c'est ce qui explique qu'elle possédait une artillerie assez nombreuse et des armes et projectiles divers qui sont indiqués en détail dans l'inventaire que nous venons de citer.

En 1534, notre bombarde, dite déjà *à la mode ancienne*, était hors d'usage, ce qui permettrait de supposer qu'elle a pu appartenir à l'armée de Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, qui était venu en 1417 assiéger Corbeil ; il y demeura pendant trois semaines, sans pouvoir s'en emparer et, après avoir perdu beaucoup de ses gens, il dut lever le siège et se retirer avec une certaine précipitation, car on lit dans la Barre, l'historien Prévost de Corbeil, que le duc de Bourgogne « abandonna le siège de Corbeil si tumultuairement que ses « grosses bombardes y demeurèrent avec partie de son bagage ».

A. D.

JULES BELLIN

La mort vient de nous enlever un ami sûr et dévoué et, à notre Société, un maître et un collaborateur éminent. C'est une vérité que nous tenons à affirmer, car lorsque nous fûmes appelé au poste de Secrétaire général de notre Société de Corbeil, Etampes et Hurepoix, M. Bellin, qu'on nous avait indiqué, suppléa à notre inexpérience et fut pour nous un initiateur dans ces fonctions auxquelles nous n'étions pas préparé.

Notre Bulletin, avec son beau papier de pur Hollande, si apprécié des bibliophiles, fut l'œuvre de Bellin qui, jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant 17 ans, sut le maintenir au rang où il l'avait placé.

Il ne laissait rien passer, aucune faute ne lui échappait, aussi ses épreuves étaient parfaites. De même ses conseils étaient précieux et nous les avons toujours suivis, parce que nous avions une confiance absolue en son expérience et en sa grande érudition. C'est pourquoi nous le considérions comme un véritable collaborateur, et maintenant qu'il n'est plus, nous ressentons bien vivement le vide que sa mort laisse parmi nous, et comme un ami de grand cœur et comme un maître autorisé dans nos travaux.

M. Bellin avait de nombreux amis ; c'est par l'un d'eux, M. Depoin, secrétaire-général de la Société historique de Pontoise, que nous l'avons connu. M. Depoin, très éprouvé, lui aussi, par la mort de M. Bellin, lui a rendu, dans ses publications, un hommage bien mérité, auquel, avec son autorisation, nous empruntons les passages suivants qui peignent, mieux que nous n'aurions su le faire, l'homme de devoir, le savant, le Chrétien convaincu que fut M. Jules Bellin.

« Un grand modeste, un grand dévoué, un grand cœur vient de disparaître.

Jules Bellin a succombé le 20 Octobre 1911 à une opération rendue nécessaire par une douloureuse maladie, conséquence d'un surmenage prolongé que lui imposait le sentiment du devoir, poussé jusqu'aux extrêmes limites. Il avait soixante-huit ans, âge loin d'être caduc pour une nature primitivement énergique et vigoureuse comme la sienne ; c'est cette réserve de forces qu'il épuisa sans relâche, attelé à un labeur âpre et impitoyable, alors que depuis longtemps l'heure d'un repos justement conquis eût dû sonner pour lui.

Bellin avait débuté par enseigner. Ce fut avec un grand succès. Instituteur public, ses chefs l'estimaient et lui prédisaient une brillante carrière. Il la brisa en sacrifiant cet avenir universitaire tout acquis au cri de sa conscience. Chrétien convaincu, il lui apparut comme une impossibilité d'instruire la jeunesse sans faire reposer sa formation intellectuelle sur un point d'appui religieux. Taire aux enfants ce qu'il pensait lui semblait un outrage à son devoir moral ; le dire eût été commettre une violation de la loi scolaire et des règlements.

Il envoya à ses supérieurs hiérarchiques une démission que leurs instances ne purent le décider à retirer.

Une telle fermeté impose le respect à ceux mêmes qui sont le plus loin de partager le sentiment qui la dicte. D'un bout à l'autre de sa vie, Bellin resta fidèle à ses principes et sympathique à ses adversaires par sa loyale probité.

Car ce fut un militant. C'est dans la presse qu'il trouva la voie nouvelle qu'il cherchait. Il devint imprimeur et directeur de journal. Ce que fut son rôle dans le champ de la politique locale n'intéresse point nos lecteurs. Mais comme imprimeur, éditeur d'ouvrages de science et d'érudition, ce fut un maître digne des anciennes écoles de typographes illustres. Aucun manuscrit ne passait au prote sans qu'il l'eût examiné, annoté parfois, pour qu'aucune erreur ne trahit, dans la composition, la pensée ou le goût de l'auteur. Les épreuves qu'il envoyait étaient presque la perfection, car c'étaient toujours déjà des secondes épreuves, après sa première révision. Aussi ses presses ont-elles fourni à l'histoire et aux collections de textes les apports les plus précieux. L'Institut a distingué à plusieurs reprises des publications dont il avait été l'imprimeur-collaborateur ; le mot n'est pas excessif. C'est que Jules Bellin, déjà supérieur à sa fonction d'instituteur primaire, avait utilisé la période qui sépara ses adieux à l'Université de son entrée dans la presse, à développer une

instruction que sa mémoire et la souplesse de son intelligence rendaient chaque jour plus étendue. Il avait appris le latin, s'était livré à l'étude des anciens textes du moyen-âge et de diverses langues vivantes ; dans toutes les branches du savoir, il enrichissait le trésor de ses connaissances à l'aide d'un précieux instrument de travail qu'il maniait en maître : la Sténographie ».

Ailleurs, M. Depoin a suivi Bellin dans sa vie professionnelle de sténographe ; il le montre attaché, en Alsace-Lorraine, au parlement des pays annexés pour en reproduire les débats, puis lorsque la langue française fut exclue de cette assemblée, l'on retrouve M. Bellin à Périgueux, sténographe du Conseil général de la Dordogne.

C'est de là qu'il revint à Montdidier, en 1883, pour prendre la Direction du *Propagateur Picard* et de cette imprimerie qu'il sut mener à un si haut degré de perfection.

Nous n'avons point à suivre M. Depoin dans la partie de la vie de Bellin consacrée à la Sténographie, mais nous en avons assez dit pour justifier nos regrets et l'hommage justement mérité que nous rendons à la mémoire de l'homme de bien et à l'ami dévoué que fut M. Bellin.

A. D.

BIBLIOGRAPHIE

(1910-1911)

Alliot (l'Abbé J. M.). — L'obituaire d'Etiolles.

Extrait des *Annales de la Société historique du Gâtinais*, 2e trimestre de 1911, 7 pages in-8°.

Ce petit obituaire appartient à la paroisse d'Etiolles, il se compose de 45 feuilles de parchemin et est daté de 1558. On y trouve des détails intéressants pour la paroisse et la commune d'Etiolles.

Anxionnat (Eugène). — Histoire de l'organisation de l'ancienne poste aux chevaux en France, son influence sur les progrès agricoles, Paris 1909, in-8°.

Avec une carte géométrique des routes de poste en 1792.

Bædeker (guides). — Paris et ses environs, en français, 17e édition, refondue et mise à jour avec 14 cartes et 34 plans, 1911. 7 fr. 50

Boulé (A.). — Les Aved de Loizerolles, 1702-1845, par A. Boulé, ancien magistrat. — Etampes 1911, plaquette in-8° de 24 pp.

Extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de Corbeil, d'Etampes et du Hurepoix*, tirage à 25 exemplaires.

Brétignière (L.) et L. Risch. — Histoire de Grignon. — Châteauroux 1910. Un vol. in-8° de 249 pp. avec gravures. . . 2 fr. 25

Publié par l'Association amicale des anciens élèves de Grignon.

Buchère (Jules) et Cahen (Gustave), maire d'Itteville. — Itteville et ses alentours, notice rétrospective. Corbeil, imprimerie Drevet, 1911.

1 vol. in-8° de 104 pages, richement illustré de 38 gravures.

Cain (G.). — Environs de Paris, ouvrage orné de 123 illustrations et de trois plans anciens. — Paris, Flammarion, 6e mille, 1911. Un vol. grand in-16 de 375 pp. . . . . 5 fr.

Des Cilleuls (A). — L'approvisionnement de Paris en céréales dans le passé et le présent. — Nancy, Berger-Levrault, 1910, in-8° de 56 pp. . . . . 2 fr.

Extrait de la *Revue générale d'administration.*

Des Cilleuls (A.). — Les anciennes eaux de Paris du XIIe au XVIIIe siècle. — Nancy, Berger-Levrault, 1910, in-8° de 43 pp.

Extrait de la *Revue générale d'administration.*

Clouzot (Henri). — La toile peinte en France et la manufacture de Jouy 1743-1760.

Un vol. in folio composé de 100 planches en couleur et en camaïeu, avec 100 pages illustrées de vignettes.

Ouvrage en souscription au prix de 250 et 300 francs.

Clouzot (Etienne). — Les inondations de Paris du VIe au XXe siècle.

Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*, février 1911, pages 82 à 100, in-8°.

Cochin (Claude). — Un épisode de la légation du Cardinal Chigi en France, 1664.

Extrait du *Bulletin de la Société historique de Corbeil, Etampes et Hurepoix*, 1910.

Coüard (Emile), Archiviste de Seine-et-Oise. — Inventaire sommaire des Archives de S.-et-O. postérieures à 1789 (Archives de la Révolution). Série L, articles 1 à 113. Un vol. in-4° XLV et 496 pp. — Versailles, 1911.

La série L comprendra l'administration de 1789 à l'an VIII.

Dalebroux (H.). — Agenda de l'automobile et de l'aviation. — Bruxelles, 1911.

Librairie Mussche, 14, rue du Méridien à Bruxelles. . . . . 3 fr. 50

Daudet (Ernest). — Nouveaux récits des temps révolutionnaires. — Paris, Hachette, 1911. Un vol. in-12. . . . . 3 fr. 50

Depoin (J.). — Chartrier de l'Abbaye de Saint-Martin de Pontoise. — Pontoise, 1911, fascicule 1er, in-4°.

Depoin (J.). — Cartulaire de Saint-Martin de Pontoise, 4e fascic. — Pontoise 1911. Un vol. in-4°.

Deshairs (Léon). — Le Château de Bercy, architecture et décoration, fin du règne de Louis XIV.

36 planches in folio, précédées d'une notice historique et descriptive.

Paris, librairie des arts décoratifs, 68, rue la Fayette. . . . . 40 fr.

Ducom (Jacques). — Le cinématographe scientifique et industriel, traité pratique de cinématographie. — Paris, 1911.

In-8e avec 124 figures, librairie Gaisler. . . . . 6 fr.

Dufour (A). — Compte-rendu de la fête à la raison et de l'inauguration des bustes des martyrs de la liberté, célébrée par la Société populaire de Corbeil-sur-Seine le 10 du 3e mois de l'an deuxième de la République française une et indivisible (30 Novembre 1793). — Corbeil, 1911, 17 pp. in-8°.

Réimpression d'un opuscule rarissime, exécutée par la *Société historique de Corbeil, d'Etampes et du Hurepoix*, dans son bulletin de 1911. Il n'y a pas de tirage à part.

Duplomb (Charles). — Histoire générale des ponts de Paris. — Paris, 1911.

Un vol. grand in-8° avec illustrations, chez Flammarion et Vaillant . 15 fr.

Estournet (G.). — Bouchard II, Comte de Corbeil, 1070-1077. — Fontainebleau, 1911, plaquette in-8° de 39 pp.

Extrait des *Annales de la Société historique du Gâtinais*, année 1911 et tiré à 12 exemplaires.

Forteau (Ch.). — Le Collège Geoffroy-Saint-Hilaire à Etampes. — Etampes, 1910. Un vol. in-16 de 147 pages.

Forteau (Ch.). — La paroisse Saint-Martin d'Etampes, 1911, in-8°.

Publication en cours dans le *Bulletin de la Société de Corbeil, d'Etampes et du Hurepoix*, le 1er article comprend 11 pages du 1er bulletin de 1911. Cette intéressante notice sera continuée dans les bulletins suivants.

FORTEAU (Ch.). — Etampes ancien, éclairage public, plaques indicatrices des rues, numérotage des maisons, à la fin du XVIIIe siècle. — Etampes, 1911, in-12 de 15 pp.

FORTEAU (Ch.). — L'église Saint-Basile pendant la Révolution, caserne, prison, salpétrière. — Etampes, 1911. Plaquette in-12 de 12 pages.

FLAMMARION (Camille). — Mémoires biographiques et philosophiques d'un astronome. — Paris, E. Flammarion, éditeur, 1911.

Un fort vol. in-18, orné de nombreuses gravures documentaires.

FRANKLIN (Alfred). — Christine de Suède et l'assassinat de Monaldeschi au Château de Fontainebleau, d'après trois relations contemporaines.

Paris, Emile Paul, 1911, in-12 . . . . . 3 fr. 50

GOY (G.). — Hommes et choses du P. L. M. — Paris, 1910.

Un vol. in-8° de 160 pp. avec gravures dans et hors texte.

GRAVE. — Madame Campan à Mantes. — Versailles, 1910.

Extrait des *Mémoires de la Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise*, année 1910.

HUE (Edmond). — Distribution géographique de l'industrie en silex du grand Pressigny. — Le Mans, 1911.

Rapport général lu au 6e Congrès préhistorique de France, session de Tours, 1910 ; pages 390 à 436, in-8° de 48 pp. avec cartes, extrait.

... — Inventaire général des richesses d'art de la France ; provinces, monuments civils. T. IV, statues historiques. — Paris, 1911, in-4°.

Aux pages 471 et 472, il est question du monument des frères Galignani à Corbeil.

LEGRAND (Max). — Hachette en amphibole, trouvée au Mesnil-Voisin, commune de Bouray (S.-et-Oise). — Etampes, 1911, plaquette in-8° de 8 pages, 1 gravure.

Extrait du *Bulletin de la Société historique de Corbeil-Etampes*, année 1910.

LEMOINE (Henri). — Essai archéologique et artistique sur l'Abbaye

de Saint-Victor de Paris. Ecole Nationale des Chartes, positions des thèses, année 1911, pp. 79-84.

MALLET (Ernest). — Registre des délibérations municipales de la ville de Pontoise, 1643-1660, 2e fascicule, règne de Louis XIV. — Pontoise, 1911. Un vol. in-4°.

Des documents édités par la *Société historique du Vexin.*

MAREUSE (Edgar). — Table décennale des mémoires de la Société historique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin, 1891-1903. — Pontoise, 1910. Un vol. in-8°.

MARIGNAN (A.). — La décoration monumentale des églises de la France septentrionale des XIIe et XIIIe siècles.

Petite bibliothèque d'art et d'archéologie, T. XXIX. Paris, Leroux, in-12.

MARTIAL (Mme Lydie). — L'Evolution de la femme. Communication faite à la Société de sociologie de Paris, le 10 mai 1911. — Paris, 1911, 31 pp. in-8°.

Extrait de la *Revue internationale de sociologie.*

MEYRAC (A.). — Saint-Simon. Louis XIV, sa cour et ses maîtresses, d'après Saint-Simon et l'histoire amoureuse des Gaules, avec appendices et notes, par A. Meyrac. — Paris, 1911. 1 vol in-8°.

Librairie A. Michel. . . . . 5 fr.

NORTH-PÉAT (Anthony). — Paris sous le second Empire, les femmes, la mode, la Cour, 1864-1869, traduit par Eve Paul Margueritte. — Paris 1911. 1 vol. in-12.

Librairie Emile Paul. . . . . 3 fr. 50

POLAK (le Dr G.). — Madame de Pompadour, d'après le journal de sa femme de chambre, préface de Mme Marcelle Tinayre. — Paris, Tallandier, 1910. 1 vol. in-12 avec 46 gravures.

PONSIN. — Enghien-les-Bains, la géographie et l'histoire par M. Ponsin.

Les sources et les thermes par le Dr Hilary ; l'administration par Paul Fabien ; 1910, grand in-8°, nombreuses gravures.

Edition du *Réveil de Seine-et-Oise* à Enghien-les-Bains.

POUPARDIN (R.). — Une nouvelle édition de la vie de Sainte-Geneviève. — Nogent-le-Rotrou, 1911, in-8° de 6 pages.

Extrait du *Bulletin de 1911 de la Société de l'histoire de Paris*.

... — Recherche et publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.

Comité départemental de Seine-et-Oise, bulletin de 1910-1911. — Versailles, imprimerie Aubert, 1911, in-8° de 104 pages.

SÉZILLE (L.). — Villas et petites maisons du XX^e^ siècle, in-folio avec 20 planches en phototypie.

Librairie Eggimann. . . . . 100 fr.

STENGER. — Grandes dames du XIX^e^ siècle, Chronique du temps de la Restauration. — Paris, Perrin, 1911. 1 vol. in-8° avec 9 portraits.

VIDIER. — Le trésor de la Sainte-Chapelle.

Travail important inséré par l'auteur dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, T. 34 à 37. (1907 à 1910).

On trouve dans cet ouvrage, à la date du 5 août 1318, que l'Abbé et les Chanoines de Saint-Spire de Corbeil offrent au trésorier et aux chanoines de la Sainte-Chapelle, une partie des reliques de Saint-Spire (Exuperius), patron de leur église.

PÉRIODIQUES

SOLIÈRES (F. de). — Annuaire général des Sociétés françaises militaires, patriotiques et sportives. 9^me^ année, 1911, in-8°.

... — La Gazette de Seine-et-Oise, organe républicain des cantons d'Arpajon, Longjumeau, Corbeil, Boissy-Saint-Léger, Palaiseau, Limours, Dourdan, Rambouillet. 10^e^ année, 1911.

Journal hebdomadaire, ne paraissant qu'à intervalles irréguliers, et principalement à l'approche des temps d'élections.

... — le Flambeau de la Pyramide de Brunoy, organe mensuel, commercial, industriel et immobilier. 1^re^ année, n° 1, Janvier 1911.

4 pages, in-folio à 4 colonnes. — Brunoy, imp. Muller, administration, parc de la Pyramide.

... — Bulletin de l'Union des propriétaires du parc de la Faisanderie, à Villeneuve-le-Roi, organe trimestriel, n° 1, 1911.

Petit in-8° de 8 pages et couverture. — Imp. Dumont à Villeneuve-Saint-Georges

... — L'Yvette et l'Yveline, revue guide de Rambouillet et de ses environs, publication mensuelle. 1re année, 1906.

Petit in-8° oblong, 12 pages avec gravures et couverture. — Rambouillet, imprim. de l'Indépendant.

... — Almanach-annuaire de l'arrondissement de Corbeil et des cantons limitrophes, pour 1911. — Corbeil, imp. Crété.

Un vol. in-8° avec gravures en noir et en couleurs.

... — Bulletin paroissial de Saint-Sulpice-de-Favières, Mauchamps, Souzy-la-Briche et Villeconin. 1re année, N° 1, juillet 1911.

In-8° 16 pages, avec gravures.

... — Comice agricole de Seine-et-Oise, fondé en 1834. Compte-rendu des opérations du Comice en 1910, Concours de l'arrondissement d'Etampes, à Etampes.

Versailles, Cerf 1911, in-8° de 223 pages.

... — Bulletin des œuvres du Diocèse de Versailles, organe du bureau diocésain, paraissant le 25 de chaque mois. N° 1, 25 mai 1911.

In-8° de 24 pages avec gravures et couverture. — Versailles, imp. Lebon, abonnement annuel : 2 fr.

... — L'Abeille de Seine-et-Oise, pour les arrondissements de Corbeil et d'Etampes, paraissant le jeudi et le dimanche.

1911, 101e année. — Corbeil, imp. Crété.

... — L'Indépendant de Seine-et-Oise, organe républicain, paraissant le dimanche. 32e année, 1911.

4 pages, grand format. — Corbeil, imp. Drevet.

... — Le Semeur, journal départemental bi-hebdomadaire, organe des intérêts économiques de Seine-et-Oise. 1911, 6e année.

Journal à huit pages, publié à Versailles.

... — L'Egalité, organe des socialistes, syndicalistes et coopérateurs d'Ablon, Athis-Mons, Draveil, Epinay-sur-Orge, Juvisy, Mor-

sang-sur-Orge, Savigny, Sainte-Geneviève, Villeneuve-le-Roi, Viry-Châtillon. 1re année, N° 1, mars 1911, in-folio, 4 pages à 4 colonnes.

Villeneuve-Saint-Georges, imp. coopérative ouvrière.

... — Annuaire de Seine-et-Oise pour 1911.

Versailles, Cerf. in-8°.

... — La Semaine religieuse du diocèse de Versailles.

7e année. Versailles, 1911, in-8°.

... — Almanach de Thiais pour 1911.

Choisy-le-Roi, imp. Chambes. Petit in-8° de 56 pages avec gravures et plan.

... — Brie et Gâtinais, revue régionale mensuelle, illustrée.

Meaux, imp. Lepillet. 1911, 3e année, grand in-8°.

... — La Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise. 13e année, 1911, in-8°, gravures.

Publiée à Versailles par la Société des sciences morales.

... — Société historique et archéologique de Pontoise et du Vexin. Mémoires, T. XXXI, 1911, in-8°.

... — Société historique et archéologique de Corbeil, d'Etampes et du Hurepoix. Bulletin, 17e année, 1911. Mémoires, T. IX, in-8°, gravures.

... — Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, 1911. Bulletin, T. XXXVIII et mémoires T. XXXVII, in-8°.

Paris, lib. Champion.

... — Société historique et archéologique du Gâtinais. 1911, Annales, T. XXIX.

Fontainebleau, imp. Bourges.

... — Notre bulletin Catholique d'Essonnes. 4e année, 1911, in-8°.

Flers (Orne), imprimerie Catholique.

... — Bulletin de l'Union familiale du Canton de Corbeil, mensuel, paraissant le 15. 1re année. N° 1, Décembre 1911, in-8° Abonnement: 2 fr. par an.

Imprimerie Thevenat, à St-Dizier.

CHRONIQUE

14 Mai 1911. — Cérémonie de la pose de la première pierre de l'Hôtel de Ville d'Essonnes.

Le Ministre de l'Instruction publique assiste à cette cérémonie et l'on profite de sa présence pour lui faire inaugurer un nouveau groupe scolaire. A cette occasion, il y eut discours, banquet, distribution de rubans, etc.

Le 14 Mai 1911. — Inauguration par M. Fallières, Président de la République, de la Maison de retraite des artistes lyriques, installée dans le château de Ris-Orangis. Plusieurs ministres assistaient à cette belle fête qui a eu un plein succès. A la suite de l'inauguration fut offert un premier Gala, avec un très beau programme dont l'exécution recueillit de nombreux applaudissements. Des discours suivirent, puis un banquet accompagné de toasts nombreux. Le Président de la République fit l'éloge de Dranem à qui revient l'honneur de cette utile fondation.

28 Mai 1911. — Bénédiction de la nouvelle église Saint-Paul d'Essonnes, par Monseigneur Gibier, évêque de Versailles.

Cette église, nouvellement construite, est appelée à desservir le Moulin-Galant et le Pressoir-Prompt, écarts assez éloignés d'Essonnes dont ils dépendent.

INAUGURATIONS A CORBEIL

11 Juin 1911. — Double inauguration à Corbeil. D'abord celle du monument des Frères Galignani, installé dans le nouveau jardin de l'Hôtel de Ville. Tout Corbeil assistait à cette cérémonie favorisée par un temps superbe.

Le Maire prononça un discours très apprécié dans lequel il rendit un hommage mérité à ces deux bienfaiteurs de notre ville.

Ce n'était pas précisément une inauguration, puisque ce même monument, placé autrefois dans le square Saint-Guenault, sur l'emplacement même de l'ancienne église de ce nom, avait été inauguré le 12 août 1888. Mais il fut déplacé quand on entreprit les travaux du nouvel Hôtel de Ville ; on le relégua alors dans le jardin de l'Orphelinat où il resta plusieurs années. Les travaux étant terminés, on créa à côté de l'Hôtel de Ville, nouvellement édifié, un beau jardin où une place d'honneur avait été réservée à ce monument élevé par la reconnaissance des habitants de Corbeil.

Un nouveau piédestal, tout en pierre, avait été construit ; et c'est ainsi que le monument de Chapu, rajeuni et remis à neuf, motivait la fête qui rassemblait la foule autour de lui le 11 juin 1911.

L'inauguration eut lieu en présence de M. le Sous-Préfet, du maire, des adjoints et des fonctionnaires de la ville. La famille était représentée par M. et Mme Jeancourt-Galignani. Devant le monument qu'entouraient (pensée touchante), les orphelins, les vieillards de l'hospice Galignani et une section de l'Ecole des filles, M. Garnier, Maire de Corbeil, rappela les bienfaits et les dons généreux des Frères Galignani envers la ville de Corbeil, et il termina son discours plein d'émotion en exprimant cette belle et juste pensée, qu'une cité s'honore en célébrant la mémoire de ses bienfaiteurs, et que c'était un devoir, dont il était heureux de s'acquitter, de rappeler tout ce que la ville de Corbeil devait à la générosité des Frères Galignani.

11 Juin 1911. — Le même jour, eut lieu au cimetière de Corbeil une seconde inauguration, celle d'un monument, élevé par la ville, à la mémoire des soldats morts pour la patrie, pendant la guerre de 1870-1871.

Les autorités et les diverses délégations se rangent autour du monument élevé à l'entrée de la nécropole ; il consiste en une pyramide dressée sur un soubassement peu élevé ; sur la pyramide, l'inscription suivante :

1870-1871
A la Mémoire des soldats français.

Sur le soubassement, une palme de bronze ; au-dessous, on lit :

Monument élevé par la ville, les Vétérans,
les mobiles et anciens combattants.

Les tambours battent aux champs, puis M. Calliet, président de la 413e section des Vétérans, prononce un discours patriotique, où il rappelle le sacrifice des petits soldats français qui reposent pour toujours sous la pierre du monument élevé à leur mémoire. Il fait ensuite remise à la ville du monument qui vient d'être inauguré, et les Vétérans déposent une magnifique couronne sur une des faces de la pyramide.

M. Garnier, maire de Corbeil, remercie M. Calliet des nobles sentiments qu'il vient d'exprimer en termes aussi heureux qu'éloquents.

M. Simon, Conseiller général, vient ensuite au nom des Alsaciens-Lorrains, dont il fait partie, redire, dans un discours aussi bien pensé que bien dit, tous les motifs qui le portent à s'associer de tout cœur à la cérémonie patriotique qui réunit dans le cimetière de Corbeil tous ceux qui ont le souvenir des grands événements de l'année terrible et qui ont à cœur de célébrer la mémoire des glorieux soldats morts pour la patrie.

Monsieur le Sous-Préfet termine la série des discours en rappelant en termes émus et patriotiques le souvenir des enfants de notre pays qui reposent dans ce cimetière, après avoir souffert pour la patrie et donné leur vie pour elle.

La musique municipale termine cette cérémonie, et le cortège se remet en marche pour aller se disloquer place Galignani.

A. D.

LE CHATEAU D'ECHARCON

Lors de la récente reconstruction du Château d'Echarcon (1), par M. R. Treuille, son nouveau propriétaire, plusieurs cheminées (4 ou 5) du Château d'Etiolles (2), dont la démolition venait d'être commencée, furent transportées et mises en place dans le Château d'Echarcon, avec les glaces aux cadres sculptés qui les surmontaient. Ces cheminées sont donc un souvenir du Château d'Etiolles, disparu, et de la Marquise de Pompadour qui l'avait habité.

A. D.

1. Echarcon, canton et à 9 kilomètres de Corbeil.
2. Etiolles, canton et à 3 kilomètres de Corbeil.
Le Château d'Etiolles, qui a été récemment démoli, avait appartenu à la Marquise de Pompadour qui l'a habité à plusieurs reprises.

2 Juillet 1911. — Bénédiction de la cloche de la nouvelle église Saint-Paul.

Cette cloche a été baptisée sous les noms de Marie-Simone. Le parrain était M. Emile Radot, d'Essonnes, la marraine, Mlle Simone Darblay, de Saint-Germain.

Belle fête religieuse et populaire et averses de dragées.

LA FÊTE DES ÉCOLES

Le 16 Juillet 1911, avait lieu à Corbeil, la fête des écoles, organisée par la délégation cantonale de Corbeil, sous la présidence de M. Ferdinand Dreyfus, Sénateur, Président de l'union des délégations cantonales de France. Cette fête, favorisée par un beau temps, mais un peu chaud, a été pleinement réussie. Toutes les écoles du canton y figuraient avec leurs bannières, décorées avec goût ; et les garçons et filles, qui étaient au nombre de plus de deux mille, évoluèrent dans les allées Saint-Jean où avait lieu la partie la plus officielle de la cérémonie.

Voici le programme de cette belle fête :

1 h. 1/2. — Réunion des invités et des Sociétés à l'Hôtel de Ville de Corbeil.

1 h. 3/4. — Départ du Cortège pour les allées Saint-Jean, par les rues Notre-Dame et Feray et l'avenue Carnot.

2 heures. — Aux allées Saint-Jean : Chant de la *Marseillaise*, par les enfants. — Discours. — Chant des *Ecoliers français*, par les enfants. — *Les Ecoles de France*, poésie dite par Jean Holdener. — Gerbe de fleurs au pied du monument.

Défilé

Retour à l'Hôtel de Ville.

Les vaillants du temps jadis, chant par les enfants.

Dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la statue des frères Galignani.

Sur la place du marché : *Hymne à la Liberté*, chantée par les enfants.

Dans les halles.

Récompense annuelle de la délégation à un instituteur du canton. — Prix, gravures et souvenirs aux écoles du canton.

Aux écoles.

Goûter et rafraîchissements.
Guignols avec trois sujets successifs et distincts.
Distribution aux enfants de 4000 objets-réclame.

Place du marché.

Chevaux de bois gratuits pour tous les enfants participant à la fête.

Vin d'honneur.

Offert, salle Rougé, aux invités, aux amicales et aux Sociétés ayant prêté leur gracieux concours.

17 Octobre 1911. — Croix rouge française. — Association des dames françaises. — Comité de Corbeil.
Messe de *Requiem* en l'église Saint-Spire de Corbeil.
Présidence de Madame Jeancourt-Galignani.
Discours par M. l'Abbé Bellamy, Vicaire de Corbeil.

Tous les détails de cette cérémonie sont insérés dans l'*Abeille*, de Corbeil, du 22 octobre 1911.

SAINT NICOLAS DU CHARDONNET, DE PARIS

Sous la date de Janvier 1912, on lit dans *le Chardonnet, journal de la paroisse Saint-Nicolas*, un article qui a pour titre : *Histoire de ma paroisse*, et en sous-titre : *L'inondation de 1910 et l'église de Saint-Nicolas du Chardonnet*. L'aimable collègue qui se dissimule assez mal sous le nom d'emprunt de Jehan de Saint-Victor, s'exprime ainsi :

« La fin du mois de décembre (1910) a été fertile en découvertes. « Devant la chapelle de la Sainte-Vierge, les terrassiers levèrent « une dalle tumulaire mesurant 2 mètres de longueur, sur 0,95[c] de « largeur, sur laquelle on put lire l'inscription suivante :

Cy-gist honnorable homme M. Jacques . . . .
advocat en Parlement, natif de la ville de Corbeil,
deceddé le 7 jour de Janvier 1682.

L'auteur décrit en détail toute l'ornementation de cette pierre tombale, et il regrette de ne pouvoir déchiffrer le nom tout à fait

illisible de l'avocat mort en 1682, puis il ajoute en note : ce texte a été rétabli par M. D. bibliothécaire de Corbeil ; qu'il nous permette de lui adresser ici nos sincères remercîments. En effet, à l'aide de quelques fragments de lettres qui restaient sur cette pierre, il a été facile à ce fonctionnaire de restituer le nom de *Cordeau* qui était celui de l'avocat natif de Corbeil. Et ce n'était pas bien difficile, car cette famille des Cordeau était très connue à Corbeil et l'avocat qui reposait à Saint-Nicolas du Chardonnet, était certainement un descendant de Claude Cordeau, avocat aussi, qui figure parmi les Prévosts de Corbeil, entre les années 1567 et 1569.

A. D.

DÉCOUVERTE A CORBEIL, D'UNE BOMBARDE DU XV^e^ SIÈCLE

Dans les premiers jours de Janvier 1912, cette bombarde fut trouvée sur le quai Bourgoin, qui borde la Seine, dans un terrain où s'élevait autrefois une importante fortification de la ville.

Pour les détails, voir, au présent Bulletin l'article intitulé : *Contribution à l'histoire de Corbeil*, page 119.

NÉCROLOGIE

Nous voici arrivé à ce chapitre de la Nécrologie qui doit terminer ce second Bulletin de l'année 1911, et si nous éprouvons une certaine satisfaction de voir la fin d'un travail qui fut si tristement interrompu par la mort de notre cher ami et imprimeur Bellin, nous ressentons aussi un sentiment de tristesse en comptant les bons Collègues que la mort nous a enlevés au cours de cette année 1911.

En 1910, nous avions perdu sept de nos Collègues, le chiffre de nos pertes en 1911 est le même.

Nous donnons donc un souvenir ému à ces sept disparus que nous citons dans l'ordre chronologique :

Janvier. — M. Brinon, de Pussay.

Février, le 6. — Mme Vve Barthélemy, de Corbeil.

Mai, le 8. — M. G. Bertin-Guyot, de Massy.

Juin, le 16. — M. Allain, ancien avoué à Paris, Maire de Soisy-sous-Etiolles.

Juillet, le 5. — M. Mallet (A. G.), Percepteur en retraite, à La Roche, commune de Villebon.

Octobre, le 20. — M. J. Bellin, imprimeur à Montdidier.

Novembre, le 11. — M. Boëte, instituteur à Villecresnes.

M. Brinon, industriel à Pussay (S.-et-O.) et vice-président de la Chambre de Commerce de Corbeil-Etampes, était universellement estimé et aimé, aussi sa mort a causé de nombreux regrets partout où il était connu.

Mgr Gibier, Evêque de Versailles, a tenu à présider les obsèques qui ont été imposantes par le nombre et la qualité des assistants. M. Gustave Brinon, son fils aîné, a bien voulu succéder à son père en se faisant inscrire sur les listes de notre Société ; c'est un devoir agréable pour nous de l'en remercier.

Madame Barthélemy était la veuve de Jules Barthélemy, bien connu à Corbeil, et l'un de nos adhérents de la première heure. Après sa mort, sa veuve avait tenu à le remplacer sur nos listes et nous l'en avons remerciée.

C'était une femme simple et bonne, aimée et respectée par tous.

M. Louis Barthélemy, son fils, et M. Warin, Directeur général des papeteries d'Essonnes, font partie de notre Société et continuent les nobles traditions de cette belle famille.

M. G. Bertin-Guyot, de Massy, habitait aussi Paris, rue du Rocher. A Massy il jouissait de l'estime générale. Il est mort à 80 ans, entouré de la considération publique. Madame G. Bertin-Guyot, sa veuve, a continué la tradition de son mari en se faisant inscrire sur les listes de notre Société.

M. Allain, mort à Milan, le 16 juin 1911, au cours d'un voyage, était un ancien avoué de Paris, et le Maire de Soisy-sous-Etiolles depuis de nombreuses années.

Il avait été inscrit l'un des premiers comme membre de notre Société, et à ce titre nous devons le regretter.

M. Mallet (A. G.), décédé le 5 juillet 1911, à La Roche, commune de Villebon, lieu de sa résidence, était un ancien percepteur qui utilisait les loisirs de sa retraite à faire des recherches préhistoriques.

A plusieurs reprises, il a donné à notre Bulletin des articles sur ses travaux et ses découvertes, qui ont été remarqués par ceux de nos Collègues qui s'occupent de cette science toute spéciale.

M. Jules Bellin, de Montdidier, imprimeur et journaliste, décédé à Amiens, le 20 octobre 1911, dans une maison de santé, puis transporté à Montdidier, où a eu lieu l'inhumation.

(Voir dans le présent Bulletin, page 122, l'article spécial que nous avons consacré à sa mémoire).

M. Boëte François, instituteur à Villecresnes (S.-et-O.), officier de l'instruction publique, est décédé, dans sa 49e année, à Villecresnes, le 11 novembre 1911.

M. Boëte était des nôtres depuis longtemps et nous lui devons une belle et fort intéressante monographie de Villecresnes, qui forme le T. IV de nos mémoires et documents de l'année 1904. Ce travail fut apprécié comme il le méritait, à cause de la clarté du style et des sources nombreuses et autorisées auxquelles l'auteur avait puisé pour parfaire son œuvre. La mort prématurée de M. Boëte nous inspire des regrets sincères et nous prive d'un bon Collègue et d'un collaborateur éminent.

A. D.

TABLE DE LA 17e ANNÉE

Statuts et règlement de la Société v
Liste des membres. xi
Conseil d'administration, bureau, comité de publication. xxii
Sociétés correspondantes xxiii
Compte-rendu des séances. 1
Assemblée générale de 1911. 6
Les Aved de Loizerolles (1702-1845), par M. Alphonse Boulé. 15
La Fête à la Raison à Corbeil (1793), par M. A. D. . . 35
La paroisse de St-Martin d'Etampes, par M. Ch. Forteau. 53 et 77
Promenade archéologique du 26 juin 1911, à Château-Landon. 65
Evry-sur-Seine et les châteaux de Petit-Bourg et de Mousseaux. 71
Recherches sur les enseignes et les vieilles hôtelleries de Corbeil, par M. E. Creuzet (suite). 89
Une famille d'imprimeurs parisiens et le Couvent des Billettes, par M. Claude Cochin. 116
Contribution à l'histoire de Corbeil. Une découverte intéressante, par M. A. D. 119
Jules Bellin, par M. A. D. 122
Bibliographie. 125
Chronique. 133
Nécrologie (*M. Brinon. — Mme Veuve Barthélemy. — MM. G. Bertin-Guyot. — Allain. — Mallet. — J. Bellin. — Boëte*) 139